



Pourquoi l'Elysée met fin au mandat du PDG d'EDF

► Luc Rémont, nommé en 2022, ne sera pas reconduit à la tête de l'électricien français, a fait savoir la présidence de la République, vendredi 21 mars

► Le polytechnicien paie des divergences stratégiques avec l'Etat, unique actionnaire de l'entreprise, sur les prix de l'électricité et la relance du nucléaire

► Les industriels français, gros consommateurs d'électricité, considèrent qu'EDF ne leur garantit pas de prix suffisamment compétitifs

► Le financement du nucléaire est un autre sujet de discorde entre l'Etat et EDF, dont l'endettement financier net dépasse 54 milliards d'euros

► Bernard Fontana, patron de Framatome, a été choisi par l'Elysée pour succéder à M. Rémont. Le Parlement devra valider sa nomination

PAGES 12-13

Iran L'intransigeance du Guide suprême face à Trump critiquée

Alors que les risques d'une guerre avec Israël sont considérables et que la situation économique empire, le pouvoir lâche un peu de lest face à la société civile

PAGE 2

Géopolitique De Londres à Washington, une «relation spéciale» dans la tempête

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, les Britanniques s'interrogent sur la solidité du lien avec leur allié historique

PAGES 16-17

ÉTAT DE DROIT : NÉTANYAHOU PASSE EN FORCE

► Le limogeage du chef du Shin Bet, Ronen Bar, est contesté par la justice israélienne
► Les manifestations se multiplient pour dénoncer l'action du gouvernement

PAGE 3



Manifestation contre le gouvernement israélien, près de la résidence du premier ministre, à Jérusalem, le 21 mars. RONEN ZVULUN/REUTERS

Politique Les Républicains s'agacent de plus en plus du style Bayrou

A l'Assemblée nationale, LR passe du «soutien exigeant» à la critique plus directe du premier ministre, sur fond de campagne interne pour la présidence du parti

PAGE 7

Justice L'augmentation des menaces contre les magistrats inquiète

Juges, greffiers, mais aussi directeurs de prison ou surveillants subissent des pressions et des menaces, qu'ils taisent de moins en moins

PAGE 11

Reportage Dans les Vosges, la biodiversité est l'affaire de tous



La mare de Destord (Vosges), le 7 mars. N. LEBLANC/ITEM POUR « LE MONDE »

UN «CRAPAUDROME», des cours d'eau et des zones humides protégées, des écoliers impliqués... La communauté de communes de Bruyères-Vallons des Vosges a été désignée «capitale de la biodiversité» en 2024 par l'Office français du même nom. «Ce qui a plu, c'est sans doute qu'avec peu de moyens, nous

réussissons à avoir un panel d'actions très large qui couvre tous les milieux», explique Odeline Dallongeville, la responsable environnement. Le prix a eu un véritable effet papillon: il y a plein de projets et de fêtes autour de la biodiversité qui émergent!»

PAGE 15

Etats-Unis Questions après le refoulement d'un chercheur français

L'administration américaine contredit le ministre de la recherche français, qui a médiatisé l'affaire

PAGE 4

Débats Le «conclave» sur les retraites était-il une bonne idée?

«Le Monde» confronte les points de vue de Michaël Zemmour, Antonin Bergeaud, Serge Guérin, Vincent Touzé et Claire Vivès

PAGES 26-27

Justice Procès des geôliers de l'EI: la perpétuité pour Nemmouche

PAGE 10

Rencontre Jean Paul Gaultier: «J'ai toujours été fasciné par les différences»

PAGE 25

Culture De «A» à «Z», la langue orgiaque de Valère Novarina

PAGE 19

SALON DU DESSIN
DU 26 AU 31 MARS
2025

ÉDITORIAL
LA DÉFENSE, UN ENJEU COLLECTIF
PAGE 29

Palais Brongniart
Place de la Bourse
Paris 2^e

Invité d'honneur : Reims
Le musée des Beaux-Arts de Reims

Partenaire Officiel 2025
PORTAMPARC
SAF PARIS GROUP

Lucas CRANACH le Jeune (1515-1580), Jésus, dieu du Christ - vers 1535-1540, Reims, Musée des Beaux-Arts. Photo : Corbis/Leemage. DR

Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, lors d'une réunion à Téhéran, le 21 mars.

BUREAU DU GUIDE SUPRÈME IRANIEN/WANA/REUTERS

Lors de son discours annuel prononcé à l'occasion du Nouvel An iranien (Norouz), le Guide suprême, Ali Khamenei, est resté fidèle à sa ligne dure. Vendredi 21 mars, il a réaffirmé son opposition à toute négociation avec les Etats-Unis, malgré la situation critique à laquelle l'Iran est confronté tant en interne que sur le plan international. «Les Américains doivent comprendre qu'ils n'obtiendront rien par la menace lorsqu'ils traitent avec l'Iran», a déclaré Ali Khamenei, qui a le dernier mot sur toutes les décisions majeures du régime. Déjà, début février, il avait décreté que négocier avec les Etats-Unis n'était «ni raisonnable, ni intelligent, ni honorable».

Ce vendredi, il a pourtant reconnu la menace grandissante de la guerre depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, dont la politique de «*pressure maximale*» est alignée sur celle d'Israël. «La République islamique est menacée [par ses ennemis, notamment Israël et les Etats-Unis]; qu'ils sachent que nous n'avons jamais été les initiateurs d'affrontements ou de conflits avec qui que ce soit. Cependant, si quelqu'un agit avec malveillance et commence un conflit, qu'il sache qu'il recevra de sévères gifles», a-t-il mis en garde devant une foule de partisans, réunis à Téhéran.

Les derniers propos du Guide surviennent après que l'Iran a reçu, le 12 mars, une lettre du président américain. «La lettre de Trump contient des menaces, mais prétend offrir des opportunités, a expliqué le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, le 20 mars, sur la deuxième chaîne de télévision iranienne. *Dans notre réponse, vous verrez les deux aspects. Nous y répondrons dans les prochains jours.*»

Malgré la virulence des propos du Guide, de nombreux officiels iraniens, à l'instar du chef de la diplomatie, tentent de trouver des brèches pour envisager des négociations avec les Etats-Unis, notamment afin d'obtenir une levée des sanctions internationales. Abbas Araghchi a d'ailleurs évoqué la possibilité que l'Iran engage des «pourparlers indirects tant que ces pressions et menaces persistent». «Nous sommes prêts pour la guerre, mais nous ne la cherchons pas. L'année prochaine sera une année difficile, importante et complexe», a-t-il reconnu.

Crise stratégique sans précédent
Quelques jours plus tôt, la mission iranienne auprès des Nations unies avait publié une déclaration sur X qui n'excluait pas des négociations entre l'Iran et les Etats-Unis concernant le programme nucléaire. «Si l'objectif des négociations est de répondre aux inquiétudes concernant une éventuelle militarisation du programme nucléaire iranien, de telles discussions pourraient être envisagées», précisait le communiqué. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) note d'ailleurs une intensification de la production d'uranium enrichi en Iran, rapprochant le pays d'un seuil critique. De son côté, Téhéran a toujours nié le caractère militaire de son programme nucléaire.

Pour Ali Khamenei, deux déclarations de Donald Trump sous son premier mandat renforcent son refus du dialogue. En 2018, ce dernier avait annoncé le retrait unilateral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire, conclu à Vienne trois ans plus tôt entre l'Iran et six puissances mondiales (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne). Deux ans plus tard, il ordonnait l'assas-



Iran : l'intransigeance du Guide face à Trump critiquée

Alors que la monnaie est au plus bas et que la menace d'une guerre se rapproche, le pouvoir lâche provisoirement du lest face à la société

Le régime iranien a permis de célébrer la Fête du feu, une tradition longtemps rejetée

l'Iran, car le bilan mitigé de l'Iran au Liban et en Syrie a semé le doute sur sa véritable puissance, explique Hamzeh Hadad, chercheur au Conseil européen pour les relations internationales. Certains dirigeants irakiens se demandent pourquoi ils devraient se sacrifier pour l'Iran alors que ce dernier n'a pas su protéger ses alliés ailleurs.

En Irak, l'influence iranienne recule également. «En cas de confrontation, il est peu probable que les Irakiens viennent en aide à

du Guide. L'ancien président Hassan Rohani (2013-2021), artisan du «deal» nucléaire, est sorti de son silence pour souligner l'urgence de la situation. «Le Guide suprême n'est pas [fondamentalement] opposé aux négociations. Il peut y être opposé sous les circonstances actuelles, mais dans quelques mois, il pourrait l'accepter sous d'autres conditions», a-t-il affirmé lors d'une rencontre fin février avec les membres de son cabinet.

Diffusée le 13 mars, sa prise de position intervient juste après la réception de la lettre de Trump. Un moyen pour Hassan Rohani de pousser à l'ouverture des négociations avec Washington, rappelant que l'Iran a perdu jusqu'à 800 milliards de dollars (735 milliards d'euros) depuis le retrait américain de l'accord. Avant le Nouvel An iranien, le dollar a atteint un seuil symbolique de 1 million de rials. En un an, la monnaie iranienne a perdu 60 % de sa valeur face au billet vert, alimentant les préoccupations de la population.

l'Iran entre en conflit avec nous, il ne sera plus seul», a conclu Hassan Rohani, faisant ainsi allusion au soutien américain à Israël en cas de confrontation avec Téhéran.

Dans un contexte économique déplorable, marqué par des années de mauvaise gestion et de sanctions, et alors que les blessures de la répression du mouvement Femme, vie, liberté restent vives, une partie du pouvoir semble s'être résignée à un pragmatisme limité et temporaire. Ainsi, la loi sur la «chasteté et le hijab», adoptée par le Parlement à l'automne 2024, prévoyant des punitions sévères pour les femmes mal vêtues, a été suspendue à la demande du Conseil suprême de la sécurité nationale, par crainte qu'elle ne «provoque une polarisation et n'affaiblisse le régime», selon les propos de Mahmoud Nabavian, député ultraconservateur.

De plus, pour la première fois depuis longtemps, le régime iranien a permis à la population de célébrer publiquement la Fête du feu, le dernier mardi de l'année, une tradition longtemps rejetée en raison de ses racines zoroastriennes. De nombreux Iraniens ont ainsi pu danser et écouter de la musique en plein air, malgré le mois sacré du ramadan, période où de telles réjouissances sont encore plus mal perçues.

«Fractures ouvertes»

Ces concessions ponctuelles ne peuvent cependant guère suffire à combler le fossé croissant entre le peuple et le régime. Dans le contexte politique actuel, Ali Khamenei apparaît de plus en plus comme le principal obstacle à tout changement substantiel. «Pour Ali Khamenei, un dirigeant âgé plus préoccupé par son héritage que par tout autre chose, il est difficile de négocier avec Donald Trump», explique Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group. «De plus, le Guide pense pouvoir donner des leçons à Trump, en affirmant que la pression n'a pas d'effet sur l'Iran. Mais Trump ne changera pas. Aujourd'hui, personne en Iran ne peut dire à Ali Khamenei qu'il serait préférable de négocier avec Trump. C'est pourquoi, à ce stade, les risques d'une confrontation militaire avec l'Iran sont considérables.»

Face à cette situation de blocage, «des fractures se sont ouvertes», explique une source proche du pouvoir à Téhéran qui préfère rester anonyme. «D'un côté, les fils des dirigeants iraniens, qui étaient prêts à se sacrifier pour la guerre, se retrouvent désormais à vendre du pétrole à Dubaï en contournant les sanctions. De l'autre, les caisses sont vides. La situation est tellement désastreuse qu'en cas de soulèvement, il est incertain qu'un policier accepte de se tenir devant la foule pour un salaire de 300 dollars. Beaucoup souhaitent la disparition du Guide d'une manière ou d'une autre et la reprise du pouvoir par des gens plus pragmatiques.»

Parmi les Iraniens, bien que la crainte d'un conflit ouvert avec Israël et, peut-être, les Etats-Unis persiste, un optimisme inexplicable continue de se faire sentir. Nombreux sont ceux qui affirment : «La situation n'est plus tenable», sans pourtant s'aventurer à envisager une véritable issue. ■

GHAZAL GOLSHIRI



Célébration de la Fête du feu, à Téhéran, le 18 mars. MAJID ASGARIPOUR/VIA REUTERS

Israël : nouvelle épreuve de force entre Nétanyahou et la justice

S'inspirant de Donald Trump, le premier ministre israélien veut passer outre une décision des juges suspendant le renvoi du chef du Shin Bet

JÉRUSALEM - correspondance

Israël s'achemine, en pleine guerre, vers une crise politique d'ampleur. Le gouvernement mené par Benjamin Nétanyahou a décidé à l'unanimité, dans la nuit de jeudi 20 à vendredi 21 mars, le renvoi du chef du Shin Bet, le service de renseignement intérieur, Ronen Bar.

Début mars, le premier ministre avait tenté, en vain, de le pousser à la démission. La cause : la police et le Shin Bet enquêtent sur les liens d'affaires présumés entre des collaborateurs de Benjamin Nétanyahou et le Qatar, que nombre d'Israéliens considèrent comme un soutien du Hamas. Cette affaire, baptisée « Qatargate » par les médias israéliens, survient alors que le premier ministre est déjà en procès pour fraude, corruption et abus de confiance dans trois dossiers.

A ce premier contentieux, entre le chef du gouvernement et celui du Shin Bet, s'ajoute un second, plus politique : dans un récent rapport d'enquête sur le massacre du 7-Octobre, le service de sécurité a pointé les défaillances du gouvernement – et donc du premier ministre. M. Nétanyahou justifie ce limogeage par une « perte de confiance professionnelle et personnelle persistante ». Ronen Bar devra quitter ses fonctions le 10 avril, ou plus tôt si un successeur est nommé.

La réponse n'a pas traîné. Le jour même, la Cour suprême a émis un référendum pour suspendre le limogeage du patron du Shin Bet. La juge Gila Canfy-Steinitz a expliqué que cette décision ne reflète pas la position du tribunal sur la question, mais vise plutôt à empêcher une action irréversible. L'injonction restera en vigueur jusqu'à ce que le tribunal entende les requêtes déposées contre le licenciement, au plus tard le 8 avril.

Puis la procureure générale, Gali Baharav-Miara, est entrée en scène. Ses services peuvent empêcher toute action du gouvernement jugée illégale. Pour contrer un éventuel recrutement qui permettrait de hâter le remplacement de Ronen Bar, la procureure a interdit au gouvernement « de prendre toute mesure portant atteinte au statut du chef du Shin Bet ». Impossible de nommer un nouveau patron, ni même de mener des entretiens pour le poste.

La procureure générale est elle-même en sursis, menacée par une motion de censure qui sera examinée dimanche. La procédure a été lancée par Yariv Levin, le ministre de la justice, dont le projet de réforme judiciaire a été combattu par les plus importantes manifestations de l'histoire du pays. Le ministre accuse la procureure d'avoir politisé son bureau et entravé, à plusieurs reprises, la volonté du gouvernement.

« Ça va être terrible »

Benjamin Nétanyahou compte passer outre. Dans la soirée de vendredi, il a posté un message sur le réseau social X : « Il n'y aura pas de guerre civile ! L'Etat d'Israël est un Etat de droit et, conformément à la loi, le gouvernement israélien décide qui sera le chef du Shin Bet. Shabbat Shalom. » Le premier ministre fait allusion aux déclarations d'un des plus grands juristes israéliens, Aharon Barak, ancien président de la Cour suprême, qui s'est inquiété, jeudi, que les dernières mesures prises par le gouvernement provoquent une guerre civile.

En réaffirmant sa volonté de passer en force, Benyamin Nétanyahou plonge le pays dans l'inconnu. « Une telle situation ne s'est jamais produite. Personne ne peut prédire ce qui va arriver. Tout ce que je peux affirmer, c'est que ça va être terrible », s'inquiète David Kretzmer, profes-

« Une telle situation ne s'est jamais produite. Personne ne peut prédire ce qui va arriver »

DAVID KRETZMER
professeur de droit

seur de droit à l'Université hébraïque de Jérusalem. *Le Shin Bet a beaucoup de défauts, mais il n'est pas partisan. Cela pourrait changer si le gouvernement parvient à nommer un nouveau chef.* » Intègre ou non, le nouveau responsable du service secret saura que s'il franchit la limite, il pourra être destitué par le premier ministre.

Benyamin Nétanyahou admire l'audace avec laquelle le président Donald Trump pulvérise et refaçonner l'appareil d'Etat américain. Il martèle auprès de ses ministres la nécessité de suivre cet exemple, explique le journaliste israélien Amos Harel dans un article pour Haaretz. D'autant que le chef du gouvernement a réussi à reprendre la main, après avoir été mis en difficulté avec sa majorité pour le délicat vote du budget, fin mars. Grâce au retour du suprémaciste Itamar Ben Gvir, ministre de la sécurité nationale – et partant, chef de la police –, M. Nétanyahou a conforté sa coalition. Si le budget est voté, il sait qu'il peut se maintenir encore un an au pouvoir et, avec M. Ben Gvir, il s'assure d'avoir des forces de l'ordre sous contrôle.

Les prochains jours seront décisifs, alors qu'Israël reprend dans la bande de Gaza une guerre de plus en plus impopulaire. Benyamin Nétanyahou refuse de passer à la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, entré en vigueur, le 19 janvier, et rompu, dans la nuit

de lundi 17 à mardi 18 mars, par des frappes aériennes dévastatrices sur l'enclave palestinienne complétées par le lancement de trois offensives terrestres, au nord, au centre et au sud du territoire.

Cette deuxième phase, réclamée par le Hamas, est également souhaitée, selon une récente étude israélienne, par plus de 70 % des sondés, bien qu'elle implique une cessation complète des hostilités, le retrait de l'armée de la bande de Gaza et de nouveaux échanges d'otages et de prisonniers. Nombre d'Israéliens estiment qu'après quinze mois de guerre ouverte, cette nouvelle offensive n'apportera aucun bénéfice sécuritaire supplémentaire à leur pays. Ils connaissent, en revanche, le très probable coût de cette surenchère : la perte définitive de près de 30 otages vivants, parmi les 59 encore aux mains du Hamas.

Les manifestations se multiplient. Le chef de la puissante confédération syndicale Histadrout a déclaré que « le gouvernement n'était pas au-dessus de la loi ». « Je n'ai pas l'intention de rester les bras croisés pendant que l'Etat d'Israël est démantelé », a ajouté le chef du syndicat, Arnon Bar-David – présageant des renforts dans les rues, voire un blocage du pays.

Ainsi, reprend la longue confrontation, commencée en 2018, entre le pouvoir du premier ministre le plus pérenne de l'histoire d'Israël, s'appuyant sur une base nationaliste religieuse de plus en plus radicalisée, et une alliance bancale entre un appareil d'Etat affaibli et une coalition de partis, qui cherchent une majorité et un projet alternatif à celui de M. Nétanyahou. Ceci, alors que le pays ne sait comment se sortir de la guerre dans laquelle le Hamas l'a fait entrer le 7-Octobre, d'ores et déjà le conflit le plus long de son histoire. ■

SAMUEL FOREY

Deux employés français de l'ONU blessés dans un bombardement sur Gaza

Le Quai d'Orsay a mis en cause, pour la frappe, Israël, dont l'armée dément toute responsabilité

La France a exprimé vendredi 21 mars « sa consternation après que deux ressortissants français, employés des Nations unies, ont été sérieusement blessés » par des frappes sur un bâtiment hébergeant du personnel onusien à Deir Al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza. Les tirs survenus le 19 mars, vers 11h30, ont fait un mort, un Bulgare de 51 ans, Marin Marinov, et cinq blessés. Les victimes sont membres du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets et du service de lutte antimines.

« Je souhaite que toute la lumière puisse être faite, qu'une enquête puisse être diligentée, que les responsabilités puissent être établies très clairement », a déclaré le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Exprimant son « soutien » et ses « pensées aux victimes et aux proches », il n'a pas souhaité se prononcer sur l'état de santé des blessés, un officier de gendarmerie et un ancien membre d'une unité du génie dans l'armée française. Les autorités de santé de Gaza ont qualifié leurs blessures de « graves » pour l'un et de « sévères » pour le second.

Auparavant, Jean-Noël Barrot avait écrit sur le réseau social X qu'une « violente attaque a frappé un bâtiment des Nations unies à Gaza, tuant un personnel européen et blessant grièvement deux de nos compatriotes ». Le Quai d'Orsay a rappelé dans un communiqué que « la protection du personnel humanitaire, qui a déjà payé un très lourd tribut à Gaza, doit être garantie en toutes circonstances, conformément au droit international humanitaire ». Alors que le communiqué mis en ligne sur le site du ministère des affaires étrangères, titré « Deux Français blessés à la suite des frappes israéliennes à Gaza (21 mars) » attribue à Israël la responsabilité des tirs, l'Etat hébreu a assuré en

quêteur sur « les circonstances » de l'incident, après que son armée a démenti toute responsabilité.

Interrogés par la chaîne de télévision CNN, qui a tourné des images sur les lieux, deux experts en armements, Trevor Ball, un ancien membre d'une équipe de neutralisation des explosifs et munitions de l'armée américaine et N.R. Jenzen-Jones, directeur d'Armament Research Services, estiment que les fragments de munitions trouvés sur place correspondent au M339, un projectile de 120 mm tiré par les chars israéliens. Les dommages subis par le bâtiment sont également comparables avec un projectile de char, observent-ils.

« Saisir du territoire »

Vendredi 21 mars, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a condamné l'action ayant conduit à la mort de l'un de ses membres, Alaa Awkal, tué lors d'un raid israélien à Deir Al-Balah. Il s'agit du dixième humanitaire membre de MSF tué depuis le début de la guerre à Gaza. La défense civile du territoire palestinien a annoncé que les frappes israéliennes sur le territoire avaient fait 11 nouveaux

morts. Ce qui porte à 520 le nombre de morts comptabilisés par les services de secours depuis la reprise des bombardements israéliens le 18 mars.

Le ministre israélien de la défense, Israel Katz, a menacé d'annexer des parties de Gaza si le Hamas ne libère pas les otages retenus dans le territoire palestinien où Israël mène son offensive pour le quatrième jour consécutif après avoir rompu la trêve décrétée mi-janvier : « J'ai donné l'ordre à [l'armée] de saisir davantage de territoire à Gaza, tout en évacuant la population, et d'étendre les zones de sécurité [le long de la frontière dans la bande] de Gaza pour protéger les localités israéliennes ».

« Plus longtemps le Hamas continuera à refuser de libérer les otages, plus il perdra de territoire, qui sera annexé à Israël », a-t-il ajouté. Dans l'après-midi, l'armée israélienne a appelé les habitants de plusieurs zones du sud de la bande de Gaza à évacuer leurs quartiers, alors que dans le nord du territoire se poursuit l'exode des habitants fuyant sur des charrettes tirées par des ânes le long de routes bordées de ruines. ■

MADJID ZERROUKY

Le bilan des morts depuis la reprise des bombardements israéliens, le 18 mars, atteint 520

La restitution par Paris du crâne d'un roi au centre d'une polémique entre Malgaches

Une partie des descendants du souverain s'opposent sur les conditions de ce retour

La colère gronde à Belo-sur-Tsiribihina, au cœur de la région du Menabe, dans l'ouest de Madagascar. A trois semaines de la restitution par la France du crâne du dernier souverain sakalava, décapité par les troupes coloniales, ses descendants n'entendent pas se voir imposer le calendrier ni les conditions dans lesquelles le retour de ces restes sacrés pourrait se dérouler. Le refus de dialoguer manifesté par le ministre de la culture et de la communication malgache, Volamiranty Donna Mara, lors de son déplacement éclair à Belo, dimanche 16 mars, a fini d'embrasier les esprits face à ce qui a été perçu comme du mépris pour leurs traditions et un « affront à [leur] dignité ».

Le massacre d'Ambiky, en août 1897, dans lequel pérît le roi Toera, est l'un des épisodes les plus douloureux de la conquête coloniale. Entre quelques centaines et 5000 personnes furent tuées, selon les sources. Le souverain et plusieurs soldats furent décapités. Il fallut attendre le début des années 2000 pour que des recherches laissent penser que les crânes collectés en guise de trophées étaient conservés au Musée de l'homme, à Paris. La première demande officielle de restitution fut adressée en 2003. De retour au pouvoir en 2019, Andry Rajoelina avait fait du dossier l'une de ses promesses présidentielles. Elle fait écho à la volonté d'apaisement mémoriel d'Emmanuel Macron.

« Nous avons peur »

« Comment qualifier, monsieur le président, ce refus d'écouter un peuple qui crie sa détresse ? », écrit Andry Lasina Pierre, descendant de Toera, au nom des grandes familles sakalava dans la lettre adressée à Andry Rajoelina, que *Le Monde* a consultée. Celle-ci est signée par une centaine de membres de la famille royale et de notables locaux. Si les dignitaires remercient le chef de l'Etat d'avoir œuvré avec succès pour le retour de leur ancêtre, ils demandent que soient ajoutées les décisions prises sans leur approbation.

La date de la restitution, fixée au 14 avril à Paris, est le premier écueil. Sa justification ne semble tenir qu'au sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé dix jours plus tard à Antananarivo en présence d'Emmanuel Macron.

Après la remise du crâne présumé du roi et de deux de ses soldats à une délégation conduite par la ministre de la culture malgache, il est prévu que les précieux trophées, de retour sur la Grande île, cheminent jusqu'à Morondava, la dernière ville avant Belo. Là, une cérémonie officielle doit être coprésidée par Andry Rajoelina et Emmanuel Macron.

Or, dans la coutume, avril est un mois *fady*, c'est-à-dire frappé d'interdit pour toute forme de célébration, sous peine d'exposer au malheur ceux qui désobéissent. « Nous avons peur. Nous ne pouvons pas faire ça », témoigne une représentante de la dynastie. A la crainte de s'attirer la colère des ancêtres s'ajoute celle des représailles promises par le préfet local à tous ceux qui contestent l'autorité du gouvernement.

Dans leur lettre, les membres de l'ancienne royauté demandent son report au mois d'août, jugé plus propice selon les fruits de procédés divinatoires, ils récla-

Des descendants rappellent que le tombeau du roi a été profané et qu'il doit être restauré avant d'accueillir les restes du défunt

ment la tenue, comme chaque année entre mai et juin, du *lohangny*, ce moment pendant lequel les Sakalava sollicitent la bénédiction des ancêtres.

Ils rappellent qu'à Ambiky, les tombeaux de Toera et de son petit-fils, le roi Georges Kamamy, ont été profanés et qu'ils doivent être restaurés avant d'accueillir les restes du défunt. « Les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour recevoir les crânes. Qui va veiller sur eux ? », s'inquiète le porte-parole. Interrogé par *Le Monde*, le ministère de la culture assure agir en ayant à cœur de respecter les traditions sakalava et avec l'accord de « la majorité des membres de la famille ». « La date du 14 avril a été proposée par l'un d'entre eux lors d'une réunion à Antananarivo et le processus de la restitution a été accepté », affirme son secrétaire général, Fетra Rakotondrasoava.

Qui alors a osé passer outre la sagesse des anciens ? A cette question, les yeux se tournent vers Joe Kamamy, arrière-arrière-petit-fils de Toera. L'homme est à l'origine du travail d'investigation mené depuis 2008 avec l'historienne française Klara Boyer-Rossol pour remonter la piste du crâne du roi jusqu'au Musée de l'homme et faire procéder à son authenticité.

Au demeurant, les tests ADN ne sont pas révélés concluants, et la certitude qu'il s'agisse bien de la tête du souverain repose aujourd'hui avant tout sur le verdict d'un rituel de possession propre à la société sakalava, au cours duquel l'esprit de Toera descendu dans le corps d'une femme aurait reconnu son bien sur le cliché des trois crânes présenté par Joe Kamamy. Mais là n'est pas, pour l'heure, l'objet de la dispute.

« Une nouvelle royauté »

« Ces interdits n'existent pas. Ils les inventent pour perturber la restitution », réplique Joe Kamamy, qui refuse en outre d'être renvoyé à son rang subalterne dans l'ordre de la royauté, où le pouvoir revient à ceux dont l'héritage royale a été transmis par les hommes. Or son ascendance est féminine.

« La famille est divisée. Le temps est venu d'écrire une nouvelle page de la royauté sakalava. Le crâne de Toera ne reviendra pas dans son tombeau car il ne serait pas en sécurité. Nous le placerons dans un nouveau lieu avec son corps et nous créerons une nouvelle royauté », annonce Joe Kamamy en se prévalant de l'accord du gouvernement. Un site a été désigné.

Il est difficile de mesurer la portée et l'issue de ce conflit dynastique dans une société où le poids des anciennes familles royales et des chefs traditionnels reste majeur. Mais cette crise déclenchée par la restitution du crâne risque fort de gâcher ce moment de réconciliation mémorielle voulue par la France. ■

LAURENCE CARAMEL

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Sanders veut mobiliser « contre les oligarques »

A 83 ans, le sénateur indépendant attire les foules en tentant de rassembler les opposants et les déçus de Trump

DENVER - envoyée spéciale

Dans un Parti démocrate inaudible, il en est au moins un qui se fait entendre. A 83 ans, Bernie Sanders n'a rien perdu de sa voix. «*Notre combat, c'est de garantir que nous restons une démocratie*», lance-t-il vendredi 21 mars à Denver, avant-dernière étape de sa tournée anti-Trump dans l'Ouest des Etats-Unis. «*On ne va pas laisser l'Amérique devenir une oligarchie.*»

Plus de 30 000 personnes sont massées sur l'esplanade du Civic Center qui fait face au Capitole. Même si, ayant brigué la primaire démocrate à deux reprises, en 2016 et 2020, le sénateur a tenu de nombreux meetings, il avoue lui-même qu'il n'a «*jamais rassemblé autant de monde*». Lancée le 22 février, sa tournée «*Fight the oligarchy*» (Luttons contre les oligarques) est devenue un phénomène. Faute de combattants dans le Parti démocrate, «*Bernie*» l'indépendant, est devenu l'homme du moment.

«Bougez-vous»

La foule est pleine de combativité, heureuse de partager le moment. «*Un peu d'espoir à un moment bien sombre*», résume Matt Striehoff, un jeune représentant en logiciels. Après des mois de refoulement, le peuple anti-Trump ne demande qu'à se mobiliser. Pour des raisons de sécurité, les pancartes sont interdites, mais leur absence est compensée par des messages sur les tee-shirts : «*Résistez*», «*Réveillez le guerrier qui est en vous!*»

Bernie Sanders souligne l'importance du moment, alors que Donald Trump plante chaque jour un peu plus les jalons de son pouvoir dans le pays. «*Votre présence ici n'est pas seulement significative pour le Colorado ou pour le pays*, proclame le sénateur. «*Vous envoyez un message au monde entier. Partout, les gens veulent savoir si le peuple américain va se lever contre Trump, l'oligarchie et l'autoritarisme.*»



Bernie Sanders, lors d'un rassemblement à Denver (Colorado), vendredi 21 mars. CHET STRANGE/AFP

Avant lui, plusieurs syndicalistes sont intervenus, dont l'un, Jimmy Williams, a lancé un message au Parti démocrate : «*Bougez-vous !* Une exhortation qui a suscité une clamour d'approbation dans l'assistance.

Le contraste ne saurait être plus parlant. Alors que l'état-major démocrate recommande à ses élus de tenir des réunions dans leurs circonscriptions et de recueillir les témoignages d'électeurs indignés, Bernie Sanders fait une tournée nationale pour rassembler «99 %» de la population, qu'il oppose aux milliardaires comme Elon Musk que Trump a, de fait, portés au pouvoir. «*Les 50 Américains les plus fortunés détiennent plus de richesse que la*

moitié de la société américaine, soit 165 millions de personnes», répète-t-il sur les réseaux sociaux.

Bernie Sanders table sur les démissions de la base républicaine. Son but est d'inciter les citoyens à «*se présenter aux élections comme indépendants en dehors du Parti démocrate*», a-t-il expliqué dans une interview au *New York Times*. La première partie de sa tournée l'a amené dans des circonscriptions où le parti a perdu le vote des milieux populaires, dans l'Iowa, le Nebraska, le Michigan ; il y a rempli les salles.

Pour ses meetings dans l'Ouest, il est accompagné d'Alexandria Ocasio-Cortez («*AOC*»), la représentante de New York que beaucoup voient comme sa dauphine

dans le mouvement progressiste – et quelques-uns comme la possible rivale du «*traître*» Chuck Schumer pour le siège du Sénat de New York. Chef de file des démocrates au Sénat, M. Schumer a sauvé Donald Trump d'un shutdown (fermeture) du gouvernement en votant le 14 mars, ainsi que neuf de ses collègues, avec les républicains.

«*Bernie*» l'octogénaire tresse des louanges à «*AOC*» la trentenaire. Il rappelle son parcours de jeune serveuse de café travaillant pour payer ses études, son audace et sa «*discipline*» quand elle s'est présentée contre un baron du Parti démocrate en 2018 dans l'Etat de New York. «*Ce qu'elle a fait, c'est ce que nous devons tous faire*, invite-t-il. Nous organiser à la base».

A savoir s'engager dans le processus électoral, se présenter aux élections locales, aux conseils des écoles. «*Si nous restons unis, nous pouvons battre le trumper et créer un mouvement politique et une économie qui travaillent pour nous tous et non pour quelques-uns*», assure-t-il.

En jeans, manches de chemise retroussées, Alexandria Ocasio-Cortez lance elle aussi un message œcuménique. Tous sont les bienvenus dans le mouvement, qu'ils soient démocrates, républicains, abstentionnistes. «*Peu importe votre race, votre religion, votre genre, votre identité ou votre statut*, énonce-t-elle, et même si vous n'êtes pas d'accord avec

«Notre combat, c'est de garantir que nous restons une démocratie»

BERNIE SANDERS

moi sur de nombreux sujets». La ligne de partage est ailleurs : «*Si vous êtes prêt à vous battre pour quelqu'un que vous ne connaissez pas, vous êtes le bienvenu*». Elle aussi jette une pierre dans le jardin de l'establishment. «*Nous avons besoin d'un Parti démocrate qui se bat plus fort pour nous. Cela signifie des communautés qui choisissent et votent pour des démocrates et des élus qui savent défendre la classe ouvrière*».

«Moins de mots»

Dans l'audience, les malheurs du Parti démocrate n'attirent aucune compassion. Les dirigeants ne sont «*pas à la hauteur*», déplore Joanna Bannon, 39 ans. Il y a deux ans, elle a quitté la Louisiane, un Etat où «*l'extrême droite fait fuir les gens éduqués*». «*Tout ce que le Parti démocrate nous demande, c'est de l'argent*, regrette-t-elle. Pour l'élection spéciale en Floride, pour l'élection à la cour suprême dans le Wisconsin. Et ils tournent le dos à la prochaine génération».

Reproches faits au parti : l'absence d'unité, de message, de puissance. «*J'aimerais plus d'actions et moins de mots*», dit Joy Edinger, 31 ans, conseillère d'éducation. «*Ils ne sont pas assez organisés*», regrette Keegan Conway, un ingénieur de l'environnement. Attendre les mid-terms de 2026 ? Sa réponse est un cri du cœur. «*Ah non, c'est trop loin. C'est pour cela qu'on est ici à manifester*». Trace Baker, ingénieur à la retraite, n'avait jamais été un partisan de Bernie Sanders mais il est venu pour montrer qu'il reste une opposition à Donald Trump. Et il espère que «*les démocrates vont trouver leur voie*».

CORINE LESNES

Imbroglio autour de l'expulsion de Houston d'un chercheur français

Le ministre de l'enseignement supérieur affirme que l'interdiction d'entrée sur le sol américain est due à des raisons politiques

En se rendant à Houston (Texas), dimanche 9 mars, pour assister à une conférence scientifique dans le domaine spatial, un chercheur français du CNRS ne se doutait pas qu'il se retrouverait au centre d'une affaire diplomatique. Il a été retenu dans l'enceinte de l'aéroport plus d'une journée par la police avant d'être renvoyé vers la France, laissant sur place ordinateur professionnel et téléphone portable.

Ce refoulement a été rendu public par le ministre français de l'enseignement supérieur et de la recherche, Philippe Baptiste. Dans une déclaration à l'Agence France-Presse (AFP), il déplorait une mesure «*prise par les autorités américaines parce que le téléphone de ce chercheur contenait des échanges avec des collègues et des relations amicales dans lesquels il exprimait une opinion personnelle sur la politique menée par l'administration Trump en matière de recherche*».

Cette version des faits est contestée, dès le lendemain, par le département de la sécurité intérieure américaine, qui dément toute motivation politique dans l'incident. «*Le chercheur français en question était en possession d'informations confidentielles sur son appareil électronique prove-*

nant du laboratoire national de Los Alamos [Nouveau-Mexique] – en violation d'un accord de confidentialité –, qu'il a admis avoir récupérées sans autorisation et qu'il a tenté de dissimuler. Toute affirmation selon laquelle son renvoi était motivé par des convictions politiques est fausse de manière flagrante», a affirmé, le 20 mars, Tricia McLaughlin, porte-parole du département de la sécurité intérieure, sur le réseau X.

Documents confidentiels

Côté français, on constate que, si elle était fondée, une telle incrimination, qui confine à l'espionnage, aurait alors dû conduire à des poursuites immédiates, ce qui n'a pas été le cas. Voici ce que nous avons pu reconstituer du parcours de l'intéressé, qui n'a pu être joint.

Selon nos informations, à l'arrivée à l'aéroport de Houston, il est interpellé lors de son passage en douane. Une fois arrêté, il obtient pêle-mêle aux demandes d'accès à son ordinateur et à son téléphone personnel. Il aurait ensuite été interrogé à propos d'une conversation sur WhatsApp avec un collègue américain. Il s'agirait d'un échange anodin à propos des capacités réciproques des chercheurs américains et français à organiser des manifestations dé-

nonçant les attaques de l'administration Trump contre la science, telle celle du vendredi 7 mars.

Concernant des documents confidentiels qui auraient été en sa possession, ce scientifique a effectivement travaillé pour le laboratoire de Los Alamos et continue, comme de nombreux autres Français, de collaborer avec cette institution. Si celle-ci a vu naître la bombe atomique américaine, c'est également un centre de recherches multidisciplinaires particulièrement surveillé.

De nombreuses interrogations demeurent. Le chercheur aurait-il conservé abusivement des documents confidentiels qui ont alerté les forces de police américaines, soucieuses de protéger les secrets d'un laboratoire détenteur de technologies sensibles ? Y

Le département de la sécurité intérieure américain dément toute motivation politique dans l'incident

a-t-il eu menace d'arrestation pour espionnage ? Ou est-il victime d'un excès de zèle de la police aux frontières du Texas, dans un contexte de tensions exacerbées ? Son avenir professionnel est-il désormais menacé ? Vendredi soir, la direction du CNRS faisait savoir au *Monde* que «*le chercheur a scrupuleusement respecté les accords existants entre la NASA [Agence spatiale américaine] et le CNES [Centre national d'études spatiales] sur les données des missions auxquelles il participe*». Et le ministère de la recherche maintenait les déclarations faites à l'AFP, le 19 mars.

Côté américain aussi, on persiste et signe. Hilton Beckham, porte-parole du service de la protection des frontières des Etats-Unis, affirmait, vendredi, qu'*«il n'y a aucun motif politique derrière l'expulsion»* et suggérait, «*pour avoir tous les détails, de demander au chercheur français le document sous serment qu'il a signé au cours de l'inspection. S'il l'a perdu, nous serions très heureux de partager une copie, avec sa permission*».

La nature aléatoire ou non du contrôle dont il a fait l'objet pose, elle aussi, question : toujours selon le service de la protection des frontières des Etats-Unis, les agents sont autorisés à fouiller les téléphones portables, les ordina-

teurs, les appareils photos et tout autre appareil électronique de tout voyageur traversant la frontière, même si, affirme l'agence, de tels cas sont rares. En 2024, moins de 0,01 % des appareils électroniques des voyageurs internationaux ont été fouillés à leur arrivée.

«Comprendre l'incident»

De son côté, le laboratoire de Los Alamos est laconique. «*Le laboratoire national de Los Alamos travaille avec les autorités fédérales pour mieux comprendre l'incident*», nous fait savoir sa porte-parole, Jennifer Talhelm.

L'incident met en émoi la communauté scientifique française, dont une partie s'était mobilisée le 7 mars, lors des manifestations «*Stand Up for Science*» en soutien aux chercheurs américains, touchés par des coupes budgétaires et des licenciements massifs décidés par le gouvernement Trump, aggravant les atteintes aux libertés académiques constatées depuis plusieurs années.

Des mesures publiquement dénoncées par Philippe Baptiste, qui estimait, vendredi 21 mars, sur Sud Radio, qu'elles «*mettent en danger des pans entiers de la recherche mondiale*». Le ministre a affiché son soutien à des initiatives françaises locales visant à ac-

cueillir des chercheurs américains en exil. Avait-il tous les éléments en main lorsqu'il a dénoncé le refoulement du chercheur français ? Son intervention à l'antenne de la chaîne CNN, prévue vendredi soir, a été annulée. Il est à noter qu'aucun autre responsable du gouvernement, à commencer par le ministre des affaires étrangères, n'a pris la parole publiquement pour dénoncer une atteinte à la liberté d'expression ou de recherche. Un signe clair que les autorités françaises ne souhaitent pas d'escalade verbale avec les Etats-Unis sur ce sujet, au risque de compromettre les coopérations scientifiques en cours.

L'affaire a conduit le ministère de la recherche à réitérer aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et académies «*les consignes relatives à la protection des données sensibles et à la sécurité lors des déplacements à l'étranger, précédemment diffusées, dès 2022 et janvier 2024*», nous indique Christophe Peyrel, haut fonctionnaire adjoint de défense et de sécurité. ■

LAURE BELOT,
SANDRINE CABUT,
ARNAUD LEPARMENTIER
(à NEW YORK),
HERVÉ MORIN
ET PIOTR SMOLAR
(à WASHINGTON)

La Turquie entre dans une nouvelle ère autoritaire

L'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, transforme le pays en une véritable autocratie

ANALYSE

ISTANBUL - correspondant

Une marée humaine, un déluge de pancartes et de banderoles colorées écritées avec rage et humour : le pays a connu, vendredi 21 mars, une journée de manifestations exceptionnelles, d'une ampleur encore bien plus grande que les deux jours précédents, depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival et véritable bête noire du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan.

Près de 300 000 personnes dans la mégapole du Bosphore d'après sa formation, le Parti républicain du peuple (CHP), se sont rendues devant le siège de la municipalité, à Sarachane. Au total, d'après les derniers chiffres de la nuit, des rassemblements et manifestations se sont tenus dans 45 des 81 provinces du pays. Une vague de colère inédite, qui fait écho à sa manière aux grands mouvements de contestation du parc Gezi survenus en 2013, notamment à Istanbul. Au point de se demander comment la Turquie a fait pour en arriver là.

Depuis la création de la République, en 1923, le pays n'a certes jamais vraiment été une démocratie accomplie ni même achevée, mais les événements de ces derniers jours viennent de marquer indéniablement un tournant dans sa dérive autoritaire et autoritaire. Si, en soi, l'arrestation d'un leader politique n'est

malheureusement pas une nouveauté – du premier ministre Adnan Menderes, en 1960, au dirigeant prokurde Selahattin Demirtas, en 2016, en passant par Bülent Ecevit, en 1980, l'histoire contemporaine turque est truffée d'atteintes aux règles du droit –, celle survenue mercredi 19 mars, avec l'inculpation d'Ekrem Imamoglu, est en train de devenir un cas d'espèce.

Les accusations portées contre l'édile évoquent des affaires de corruption, mais aussi des liens et des contacts avec l'organisation interdite du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avec laquelle le pouvoir à Ankara est en train de négocier un accord de paix. Dans les faits, c'est le gouvernement islam-nationaliste qui est en rapport avec le PKK.

Déjà visé par cinq procédures judiciaires, Ekrem Imamoglu n'a eu de cesse de dénoncer des charges montées de toutes pièces à son encontre. Quatre-vingt-seize de ses collaborateurs, élus et proches conseillers se retrouvent également derrière les bar-

reaux, pour les mêmes motifs, détournement de fonds et/ou terrorisme. Neuf sont encore recherchés par la police.

Jusqu'à sa nomination, prévue dimanche 23 mars, comme candidat à la présidentielle du CHP, principale formation de l'opposition, les manifestations sont officiellement interdites, le trafic sur les réseaux sociaux réduit, et même les conférences de presse ne sont pas autorisées. Partout, les déploiements dans les quartiers des forces de l'ordre armées de canons à eau impressionnent par leur ampleur.

Erdogan piégé par son mantra

Au cours des dix dernières années, Recep Tayyip Erdogan a multiplié les arrestations, les détentions et les condamnations d'opposants politiques, principalement des élus et des dirigeants kurdes. Depuis le revers spectaculaire de sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP) aux élections municipales de 2024, la machine répressive s'est également attaquée aux maires CHP, mais aussi aux intellectuels, aux journalistes et aux personnalités de la culture proches de la gauche et de l'opposition libérale. Pour ne donner qu'un chiffre global, enveloppant aussi l'ensemble des affaires de droit commun, la Turquie a enregistré ces six derniers mois 50 000 incarcérations supplémentaires dans ses prisons, portant le nombre de détenus à 400 000 personnes, un record dans son histoire récente.

La vague de colère fait écho aux grands mouvements de contestation du parc Gezi survenus en 2013

Cette tendance répressive, déjà impressionnante, a changé de nature mercredi 19 mars. Avec Imamoglu, l'obsession d'Erdogan à se maintenir au pouvoir s'est trouvée contrariée. Dès son ascension, la faconde et le talent oratoire du premier ont rappelé les qualités de tribun du second lors des campagnes victorieuses du début des années 2000.

D'ailleurs, les médias ont tout fait de souligner les parallèles entre les deux hommes, même si Erdogan est né en 1954 et Imamoglu en 1970. Comme le président, dont la famille pieuse et conservatrice est issue de la région de la mer Noire, le maire d'Istanbul est né dans un milieu traditionnel et nationaliste. Comme Erdogan, il est un passionné de football. Et lui aussi a suivi assidûment les cours coraniques.

Lorsque Ekrem Imamoglu remporte, le 31 mars 2019, sa première élection à la mairie d'Istanbul avec 14 000 voix d'avance, les hommes forts d'Ankara invoquent des malversations et décident de faire procéder à un nouveau scrutin. Mal leur en prend. Le 23 juin, l'impétrant défait le candidat de l'AKP avec, cette fois-ci, 800 000 voix d'écart. La claque est magistrale pour le président, lui-même ancien maire de la ville, et piégé par son propre mantra : « Celui qui gagne Istanbul gagne la Turquie. »

La cote de popularité du nouveau maire s'envole. Adulé par les kérako-nationalistes, respecté par les islamistes et décrit comme consensuel par les Kurdes, le

Dès l'ascension d'Imamoglu, sa faconde et son talent oratoire ont rappelé les qualités de tribun d'Erdogan dans les années 2000

maire de la mégapole du Bosphore coche toutes les cases du parfait rassembleur. Trop, sûrement. C'est bien lui qui menace le pouvoir en place d'une alliance de toutes les oppositions, capable d'entraîner sans trop d'anicraches le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, prokurde), la formation « faiseuse de rois », comme on l'appelle. Un scénario cauchemardesque pour Erdogan, dont la stratégie a toujours été de jouer les divisions, tout en tentant de maintenir le CHP aussi éloigné que possible des formations kurdes.

La veille de l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, mardi soir, l'université d'Istanbul a annulé son diplôme, obtenu il y a plus de trente ans. Peu avant, le 13 mars, on apprenait que le doyen responsable de la faculté avait remis sa démission. La procédure engagée contre le maire fait immuablement écho à l'affaire qui a secoué les élections de 2014, lorsque des opposants ont accusé le candidat Erdogan d'avoir falsifié son propre

diplôme. En Turquie, tout candidat aux fonctions de chef de l'Etat doit justifier de quatre années d'études supérieures.

Jusqu'à ce mercredi, le président turc a gouverné son pays d'une main qui s'est durcie avec le temps, supprimant un par un les instruments de contrôle de son propre pouvoir. Les élections ont eu lieu alors que la quasi-totalité du paysage médiatique était sous contrôle, tout comme l'appareil d'Etat, mais l'opposition turque a toujours été en mesure de présenter des candidats viables. En incarcérant le maire d'Istanbul, le gouvernement a franchi la ligne qui sépare le système concurrentiel autoritaire d'une Turquie autoritaire. Un système où le candidat de l'opposition n'est pas librement choisi par celle-ci. Jamais la République turque n'avait encore vu cela, sauf lors des coups d'Etat militaires.

« Nous n'avons pas une justice indépendante », avait scandé, devant une foule de fidèles, Recep Tayyip Erdogan peu avant sa condamnation, en 1999, à dix mois de prison et à une interdiction définitive d'activités politiques pour avoir récité un poème islam-nationaliste. Et d'ajouter, sous les applaudissements : « Nous vivons dans un système répressif et totalitaire qui réprime aussi bien la liberté de pensée et de la presse que tous les autres droits humains. » Trois ans plus tard, son parti remportait haut la main les élections. Pour l'heure, le parallèle s'arrête là. ■

NICOLAS BOURCIER

La Chine exécute quatre Canadiens pour des délits liés à la drogue

Un Français condamné en 2010 est toujours dans le couloir de la mort

PÉKIN - correspondance

Le Canada devrait respecter l'esprit de l'Etat de droit et cesser d'interférer dans la souveraineté judiciaire de la Chine. » Jeudi 20 mars, Mao Ning, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, n'a pas apprécié que Mélanie Joly, la ministre des affaires étrangères canadienne, ait, la veille, « condamné fermement » l'exécution ces dernières semaines de quatre Canadiens mêlés à une affaire de drogue. Des exécutions rendues publiques par Ottawa.

Cette affaire rappelle celle survenue le 29 décembre 2009, quand Akmal Shaikh, un Britannique d'origine pakistanaise, père de trois enfants, a été exécuté pour avoir transporté 4 kilogrammes d'héroïne alors qu'il se rendait dans la province du Xinjiang, deux ans plus tôt. La sanction ultime était tombée malgré les appels à la clémence répétées du premier ministre de l'époque, Gordon Brown, mettant en avant l'état mental dégradé de son ressortissant. La famille de l'accusé expliquait que ce dernier était bipolaire et qu'il avait été berné par des trafiquants polonais, lui promettant une carrière de chanteur pop en Chine en échange d'un service.

Par le biais de l'agence de presse officielle Chine nouvelle, la Cour suprême chinoise rétorquait qu'aucun document officiel attestant d'une déficience mentale ne lui avait été transmis. Akmal Shaikh a été le premier citoyen d'un pays européen exécuté en Chine depuis 1951. A l'époque, Antonio Riva, pilote de l'armée de l'air italienne, fut accusé d'un complot visant à assassiner Mao Zedong. Comme Sin-

gapour ou la Malaisie, ces exécutions récentes confirment que la Chine punit de la peine de mort les personnes impliquées dans les affaires de drogue. Sa législation est, à ce titre, particulièrement stricte : vendre, transporter ou produire 50 grammes de méthamphétamine ou d'héroïne, plus de 1 kilogramme d'opium ou de grandes quantités d'autres drogues est possible de la peine capitale. Il arrive que ces condamnations à mort soient néanmoins assorties d'un sursis de deux ans, à l'issue desquels celles-ci se transforment en prison à perpétuité.

Echange de prisonniers
Qu'ils soient chinois ou étrangers, nul ne sait précisément combien de criminels sont exécutés chaque année. Pékin considérant ces statistiques comme un secret d'Etat. Selon Amnesty International, qui fait état de « milliers d'exécutions », la Chine est le pays où celles-ci sont les plus nombreuses. La Cour suprême y réexamine tous les dossiers des tribunaux prononçant la peine capitale. Celle-ci peut alors approuver ou non l'exécution de cette peine. En 2014, cette cour a, par exemple, annulé la condamnation à mort d'une Chinoise qui avait tué son mari violent quatre ans plus tôt. Avant de commettre son acte, celle-ci avait alerté la police à plusieurs reprises, en vain.

Le pouvoir politique chinois peut-il aussi influer sur ces verdicts ? Selon la législation, comme pour d'autres institutions, les responsables de la section du Parti communiste chinois de la Cour suprême ont la possibilité de consulter les hauts cadres du parti sur des dossiers

précis. Le Canada se souvient que, en 2019, son ressortissant Robert Lloyd Schellenberg a vu sa peine de quinze années de prison pour trafic de drogue (l'homme a toujours clamé son innocence) être subitement transformée en peine capitale. Ce nouveau jugement est intervenu quelques semaines après l'arrestation à Vancouver et sur mandat des Etats-Unis de Meng Wanzhou, la directrice financière du géant chinois des télécommunications Huawei. L'expulsion en septembre 2021 de la Chinoise n'a eu aucune incidence sur la peine du Canadien.

Cette semaine, l'avocat de Robert Schellenberg a indiqué que son client recevra la visite en avril d'un membre de l'ambassade du Canada en Chine. Soulagé qu'il n'ait pas figuré parmi les quatre Canadiens exécutés, il a dit garder l'espérance d'un dénouement positif. En novembre 2024, dans le cadre d'un échange de prisonniers, le citoyen américain Mark Swidan avait été libéré. Ce Texan avait été arrêté en Chine en 2012 pour une affaire de stupéfiants, puis condamné à mort sept ans plus tard.

La France compte, elle aussi, un ressortissant condamné à mort en Chine pour une affaire de drogue. Chan Thao Phoumy a été arrêté en 2005, puis condamné en août 2010 par un tribunal de Canton, pour « fabrication, transport, contrebande et trafic de méthamphétamine ». Selon le quotidien *China Daily*, il faisait partie d'un réseau de huit hommes ayant produit de 1999 à 2003 dans la province du Guangdong, ainsi que dans celle du Henan, plusieurs tonnes de méthamphétamine. Aujourd'hui âgé de 62 ans, Chan Thao Phoumy se trouve toujours derrière les barreaux. ■

JORDAN POUILLE

Une merveille absolue. FRANCE INTER
Envoutant. SENSATIONNEL. TÉLÉRAMA **A couper le souffle.** V.O.
Un thriller fascinant. ★★★★ LE PARISIEN
Une merveille. LE CANARD ENCHAÎNÉ **Un film formidable.** ★★★★ PARIS MATCH
Un bijou. ★★★★ CINÉMATEASER **Magnifique.** SUD OUEST
Une claqué. ★★★★ LE NOUVEL OBS **A ne pas manquer.** ★★★★ LE MONDE

FESTIVAL DE CANNES
PRIX UN CERTAIN REGARD

BLACK DOG
UN FILM DE GUAN HU

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

La Roumanie tente de surmonter sa « marée brune »

Après l'annulation par la justice du scrutin fin 2024, l'élection présidentielle est prévue le 4 mai

BUCAREST - envoyée spéciale

Inquiets de la montée de l'extrême droite en Roumanie, quelques milliers de manifestants se sont rassemblés samedi 15 mars sur la place de la Victoire à Bucarest, pour clamer leur attachement à l'Union européenne (UE) et leur rejet de la « marée brune ». Champions de l'outrance et du discours haineux, les partis d'extrême droite ont gagné du terrain ces dernières années, passant de 9 % des voix aux législatives de 2020 à 32 % des suffrages à celles de 2024.

Drapeau étoilé à la main, Andra, 28 ans, dit avoir ressenti « un grand soulagement » depuis que le candidat d'extrême droite Calin Georgescu, fervent critique de l'UE et de l'OTAN, admirateur du président russe, Vladimir Poutine, a été exclu de la course à la prochaine élection présidentielle, prévue le 4 mai. Razvan, 21 ans, partage son sentiment. « L'invalidation de la candidature de Georgescu est justifiée, parce qu'il soutient le mouvement fasciste des légionnaires, lequel est calqué sur celui qui était affilié aux nazis pendant la seconde guerre mondiale en Roumanie. De plus, le financement de sa campagne était opaque, et il est inféodé à Moscou. Cet homme est dangereux. »

« La montée de l'extrême droite ne signifie pas que les électeurs rejettent l'UE, il s'agit plutôt d'un problème interne. Nos politiciens sont corrompus, les gens n'ont plus confiance en eux, ils veulent les voir dégager et pour y parvenir, ils sont prêts à voter pour le premier venu. C'est la faute des partis centristes traditionnels si on en est là », souligne Mihaela Brebinaru Gheorghe, militante de l'ONG anticorruption Déclic, l'une des organisatrices de la manifestation.

Le succès inattendu de Calin Georgescu, qui a remporté 22,9 % des suffrages lors du premier tour de la présidentielle, le 24 novembre 2024, et, dans la foulée, l'annulation de ce scrutin par la Cour constitutionnelle ont

plongé la Roumanie dans une grave crise politique dont elle espère émerger grâce à la présidentielle de mai.

A première vue, le danger représenté par M. Georgescu a été écarté, sa candidature ayant été invalidée le 11 mars par la Cour constitutionnelle. Toutefois une autre figure de l'extrême droite locale a repris le flambeau. George Simion, 38 ans, chef de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), fait désormais figure de favori du premier tour, selon les sondages qui le crédent d'environ 30 % des intentions de vote.

« Ascension incroyable »

Recevant *Le Monde* dans son bureau du Parlement, où siègent 28 députés de son parti, M. Simion insiste pour que l'entretien soit filmé afin d'être ensuite posté sur TikTok. Il faut dire que le réseau social est devenu la nouvelle coqueluche des politiciens roumains depuis le succès électoral fulgurant de Calin Georgescu, qui en a largement fait usage pendant sa campagne à l'automne dernier, au point d'être surnommé « le candidat TikTok ». « C'était phénoménal, les trois derniers jours de sa campagne, il a accumulé 85 millions de vues, il était le 8^e tag du réseau, avant Lionel Messi ! », explique Barbu Mateescu, auteur d'une étude sociologique qui analyse en détail le mécontentement des Roumains, et qui a été publiée en janvier par la Fondation Konrad-Adenauer.

Autre aberration de cette campagne, « des électeurs ayant donné leur voix à Georgescu ne parvaient pas à dire à leur entourage au lendemain du vote le nom du candidat pour qui ils avaient voté. D'autres ont confondu Calin Georgescu avec George Calinescu, un écrivain roumain qui n'avait rien à voir avec le scrutin », poursuit le sociologue.

Ana, 66 ans, fleuriste à la retraite, sait pour qui elle a voté le 24 novembre 2024. Elle ne tarit

pas d'éloges sur Calin Georgescu, qu'elle perçoit comme « le messie », celui qui arrachera le pays « des griffes du système politique traditionnel et des politiciens corrompus qui gouvernent depuis trente-cinq ans et se moquent de nous ». Elle pense vivre « un tournant historique » qui verra le remplacement du système libéral par les souverainistes. Car l'OTAN, comme l'UE, sont « vouées à disparaître dans un proche avenir, de la même façon que l'URSS et le bloc socialiste soviétique », dont la Roumanie faisait jadis partie, se sont effondrés au début des années 1990. « Vous allez connaître le même sort ! », prédit-elle en tapant sur la table de sa cuisine avec la paume de sa main baguée.

La guerre en Ukraine ne l'inquiète pas plus que ça. « La Russie n'est pas l'agresseur. Le problème, c'est que l'Ukraine l'a embrassé l'ennemi occidental. Moscou l'a punie pour ça ! Tout est la faute de Kiev, il ne fallait pas chatouiller l'ours russe. Nous, en Roumanie, on se fiche de Poutine, il ne nous a jamais fait de mal. » Peu lui importe que son héros, Calin Georgescu, ne puisse pas se présenter, elle donnera sa voix « au candidat souverainiste qui défend les mêmes idées ».

George Simion, le nouveau candidat de l'extrême droite, espère justement récupérer l'électorat du « candidat TikTok », placé depuis peu sous contrôle judiciaire. « Certains de ses partisans vont me soutenir, d'autres non, ça dépendra de la consigne de vote qu'il donnera. Avant tout, je suis un modéré, je veux éviter que mon pays répète les erreurs du passé, qu'il

Les partis centristes traditionnels ont perdu la confiance des électeurs

aille vers le totalitarisme », explique ce grand gaillard à la voix de stentor.

Les gestes amples et le verbe haut, l'homme aime poser face aux caméras. Jadis membre d'un groupe de fans de football, il a émergé sur la scène politique en 2020, lorsque son parti, AUR, créé un an plus tôt, a été des valeureux chrétiens, de la famille et de la Grande Roumanie, a fait son entrée pour la première fois au Parlement. « Une ascension incroyable réalisée en quelques semaines, grâce au maniement des thèmes traditionnels de l'extrême droite, la religion, la nostalgie pour la grandeur perdue, la non-reconnaissance des frontières actuelles du pays. En pleine pandémie de Covid-19, le parti AUR s'est opposé aux mesures sanitaires, affirmant que le vaccin était un poison », rappelle Cristian Preda, professeur à l'université de Bucarest.

Le plus incroyable, selon lui, c'est comment « ces courants politiques extrémistes parviennent à renverser la réalité ». M. Preda, ancien député européen, n'en revient pas. « Regardez, ce retourment des valeurs ! Ces derniers temps, le président Macron est devenu leur bouc émissaire, ils nous font croire que c'est lui qui veut la

guerre et qu'il va entraîner toute l'Europe dans le conflit ! »

Dans le bureau de M. Simion, au 3^e étage du Parlement, un bâtiment tellement vaste que chaque groupe politique y dispose d'un étage à lui tout seul, les écrans de télévision diffusent en continu la chaîne du parti, Realitate Plus, qui fustige Emmanuel Macron et encense le président américain, Donald Trump. Pour autant, George Simion tient à montrer qu'il n'est pas aussi anti-européen et aussi prorussie que sa réputation le laisse croire.

« Bureaucratie et corruption »

Il en est sûr, la Roumanie, « avec ses réserves de gaz en mer Noire », va contribuer au remplacement du gaz russe dans les foyers européens. La guerre en Ukraine, toute proche, n'affecte pas le pays, seulement elle n'est pas près de finir. « Les Occidentaux croient au cessez-le-feu, ils oublient que la Russie ne s'arrêtera jamais, la guerre est sa principale nourriture. L'Ukraine devra accepter une paix injuste, elle devra momentanément céder des territoires. Personnellement, je n'ai pas de sympathie pour l'Ukraine, qui ne respecte pas sa minorité roumaine, mais je suis pour qu'elle conserve son intégrité territoriale », déclare-t-il, rappelant la perte de terres roumaines à l'époque du pacte Molotov-Ribbentrop en août 1939 : « Nous aussi nous avons été les victimes d'un dépeçage contre lequel nous ne pouvions rien. » Etonnamment, il se présente comme « un fervent partisan de l'OTAN, qui doit rester une alliance défensive ». L'autre candidat en vue pour le

scrutin du 4 mai est Nicusor Dan, 55 ans, le maire de Bucarest, un mathématicien formé en France, décrit par une partie de la jeunesse roumaine comme « le plus propre de tous les politiciens ». Recevant *Le Monde* dans son bureau, l'édile à l'allure juvénile et à la voix douce s'attache à décrire son pays sous un jour positif. « Le secteur privé se développe bien, le pays est en train de rattraper son retard par rapport à ses voisins d'Europe centrale et orientale et nos établissements universitaires forment d'excellents spécialistes », explique-t-il dans un français parfait. Parmi ces établissements figure l'Ecole normale supérieure de Bucarest, qu'il a contribué à créer.

Gagnés eux aussi par la fièvre de TikTok, ses communicants insistent aussi pour que l'entretien soit filmé pour être ensuite posté sur ce réseau social, fort de 9 millions d'utilisateurs pour 19 millions de Roumains. Selon M. Dan, deux problèmes majeurs assombrissent les perspectives de son pays : la montée des partis extrémistes et la faillite des partis centristes traditionnels, lesquels, « englués dans la bureaucratie et la corruption », ont perdu la confiance des électeurs.

Selon un sondage publié le 17 mars par AtlasIntel, M. Dan est bien placé. Donné perdant au premier tour le 4 mai face à George Simion, il l'emporterait au second tour, lors d'un éventuel vote de barrage contre l'extrême droite. Une estimation à prendre avec des pincettes, plus d'un cinquième des électeurs étant indécis ou tentés par l'abstention. ■

MARIE JÉGO



Lors d'un rassemblement pro-Europe à Bucarest, le 15 mars. DANIEL MIHAILESCU/AFP

Russie : l'historien Alexandre Skobov condamné à seize ans de prison

Cet opposant à Vladimir Poutine conteste l'offensive militaire du Kremlin en Ukraine. Il est poursuivi pour « apologie du terrorisme »

Au tribunal, Alexandre Skobov a conclu sa défense comme ses messagers sur les réseaux : en comparant Poutine à Hitler et en criant « Gloire à l'Ukraine ! ». Ce professeur d'histoire de 67 ans a été condamné vendredi 21 mars par un tribunal militaire de Saint-Pétersbourg à seize ans de prison. Il a été reconnu coupable d'« apologie du terrorisme » et de « participation aux activités d'une communauté terroriste ».

Arrêté le 3 avril 2024, M. Skobov avait publiquement soutenu les attaques ukrainiennes sur le pont de Crimée qui relie la Russie à la péninsule annexée par Moscou. Et il avait appelé au soutien des volontaires russes combattant aux

côtés de l'armée ukrainienne. Très vite après son incarcération, M. Skobov a été envoyé dans un centre de détention psychiatrique. Comme en 1976. Dissident antisoviétique, il avait alors été arrêté pour avoir publié un magazine antigouvernemental, condamné et forcé de suivre pendant trois ans un traitement psychiatrique dans un hôpital pénitentiaire.

« Alexandre était et restera un dissident fanatique. Il ne cède jamais. Ni dans les mots. Ni dans les actes. Il savait qu'il risquait, pour la troisième fois de sa vie, de finir en prison », confie un ami qui, joint par *Le Monde* au téléphone, préfère rester anonyme. Après sa première manifestation contre le Kremlin à l'âge de 19 ans, M. Sko-

bov a créé avec d'autres étudiants à la faculté d'histoire de Leningrad (Saint-Pétersbourg) une organisation clandestine dont les tracts, lancés depuis les toits, appelaient au « socialisme humaniste ». Il se disait « marxiste n'acceptant pas le régime soviétique ».

Après sa première libération, il a participé à un groupe dissident et, en 1982, a été une deuxième fois condamné pour « propagande antisoviétique » et contraint à un nouveau traitement psychiatrique. Il passa cinq ans à l'hôpital, avant d'être libéré à l'été 1987, en pleine perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev. Après ces huit années au total passées en détention en URSS, il a fini par devenir professeur d'histoire à l'école. Mais il res-

tait très actif politiquement. Dès l'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine en 1999, il s'est opposé à son régime, dénonçant les guerres en Tchétchénie, rejoignant l'organisation Forum Russie libre, interdite et classée comme « indésirable », depuis, par la justice russe.

« Crimes de guerre en Ukraine » M. Skobov doit désormais être envoyé dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité. « Cette sentence condamne mon mari à une mort lente, douloureuse et horrible en prison », a déclaré Olga Chetcheglova, son épouse, bouleversée après la lecture du verdict. Quelques minutes avant, dans ses dernières paroles de défense, M. Skobov s'en est pris une nouvelle fois

directement à M. Poutine. « Cette clique au pouvoir qui pue les cadavres : dans la préparation, le déclenchement et la conduite d'une guerre d'agression, dans les crimes de guerre en Ukraine, dans la terreur politique en Russie, dans la corruption de mon peuple », a-t-il lancé en plein tribunal.

Féru de géopolitique, cet historien de profession a profité de sa déclaration finale pour indirectement dénoncer l'actuel rapprochement entre Moscou et Washington : « Depuis 1945, l'Europe construit un monde sur les principes du droit, de la justice, de la liberté et de l'humanisme. Aujourd'hui, ce monde est mis en pièces par deux scélérats des deux côtés : le Kremlin et Washington,

BENJAMIN QUÉNELLE

Entre la droite et Bayrou, une relation abîmée

Les députés LR reprochent au premier ministre une trop grande timidité sur les questions d'immigration

Pour la droite, François Bayrou présente plusieurs défauts comme premier ministre. Le dernier en date est d'avoir profité de la chute, fin 2024, de Michel Barnier – issu du parti Les Républicains (LR) – dont plusieurs députés entretiennent la nostalgie. D'autres n'ont jamais digéré l'appel du centriste à voter pour le socialiste François Hollande contre Nicolas Sarkozy au second tour de la présidentielle de 2012.

Les plus antimacronistes ruminent, eux, son rôle essentiel dans l'ascension d'Emmanuel Macron vers l'Elysée en 2017. «Comme on n'avait pas d'attente, on ne peut pas vraiment être déçu», résume, philosophe, Vincent Jeanbrun, porte-parole du groupe la Droite républicaine (DR) à l'Assemblée nationale; le député du Val-de-Marne accorde un talent au Palois: «Il ne fait pas grand-chose mais réussit à ne fâcher personne.»

Fâché ou pas, Laurent Wauquiez a durci le ton cette semaine. Mardi 18 mars, le président des députés LR a interpellé le premier ministre lors de la séance des questions au gouvernement. La sienne était construite sous la forme d'un bref réquisitoire en inaction. «Nous avons reçu le programme législatif de votre gouvernement pour le semestre à venir, et il n'y a rien», a attaqué l'élu de la Haute-Loire. Seconde lame le lendemain sur la chaîne CNews: «Je ne veux pas que la droite soit au gouvernement pour être la caution de l'immobilisme du premier ministre.»

Rejet pavlovien

Dans ses deux interventions, Laurent Wauquiez a évoqué les promesses de François Bayrou en matière d'immigration. Le 4 février, le premier ministre était l'invité de la réunion hebdomadaire des députés LR. Il y avait confirmé l'impossibilité d'inscrire une grande loi sur le sujet, faute de majorité à l'Assemblée, mais il s'était dit «prêt à travailler sur plusieurs textes afin de reprendre la main sur une immigration incontrôlée», comme le rappelait M. Wauquiez, mardi.

Arrivé en retard, le premier ministre a passé une partie de la réunion au téléphone pour régler les derniers détails d'une tribune pour le magazine Marianne. «On lui avait envoyé le contenu de notre niche parlementaire prévue deux jours plus tard, mais en dehors de notre proposition de loi sur Mayotte, il n'avait pas eu le temps de regarder le reste», s'étonne Vincent Jeanbrun. L'attitude de l'invité du jour a désarçonné l'ensemble du groupe. Même chez certains députés LR disposés à collaborer avec la Macronie en général. «Dès qu'on avançait une de nos idées, il nous

Selon le député MoDem Philippe Vigier, la cible de M. Wauquiez est aussi Bruno Retailleau

expliquait qu'il l'avait eue avant, en telle ou telle année», explique l'un d'entre eux.

L'esprit du «socle commun» chez Michel Barnier – entre les groupes DR, MoDem, Horizons et Ensemble pour la République (Renaissance) – semble avoir vécu malgré la présence de sept LR dans l'actuel gouvernement. «Bayrou ne cherche pas du tout à l'entretenir, déplore le député de la Loire Antoine Vermorel-Marques, soutien de l'ancien premier ministre. Barnier recevait tous les députés du socle commun par com-

mission. On ne retrouve plus ces instances de dialogue informel.»

François Bayrou oublierait-il de «traiter» le groupe de Laurent Wauquiez? La prolongation de son bail Rue de Varenne ne dépend pas des députés LR. Après la courte expérience Barnier à Matignon, les électeurs de LR redoutent le retour de l'instabilité: la droite assume ainsi son «soutien exigeant» mais tient sa main loin du bouton rouge de la motion de censure. «On ne va pas faire tomber un gouvernement avec des ministres LR comme Annie Genevard, Yannick Neuder ou Bruno Retailleau», avance un député proche du ministre de l'intérieur. «C'est du cinéma», appuie Philippe Vigier (MoDem), député d'Eure-et-Loir. Pour lui, la cible est aussi l'adversaire de M. Wauquiez pour la direction du parti. Montrer l'inaction du premier ministre en matière d'immigration revient à suggérer que M. Retailleau parle beaucoup, mais n'obtient pas de résultats probants.

Imperturbable, M. Bayrou se tient à distance de ce duel et a répondu au chef du groupe DR au Palais-Bourbon. L'agenda vide? «L'Assemblée connaît des embouteillages qui rendent difficile d'y

même conclu un accord avec le MoDem local pour s'emparer de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Mais la campagne interne pour la présidence de LR est passée par là. «Wauquiez n'a pas foncièrement changé d'avis sur l'action de Bayrou, mais lui taper dessus lui permet d'atteindre [Bruno] Retailleau», avance un député proche du ministre de l'intérieur. «C'est du cinéma», appuie Philippe Vigier (MoDem), député d'Eure-et-Loir. Pour lui, la cible est aussi l'adversaire de M. Wauquiez pour la direction du parti. Montrer l'inaction du premier ministre en matière d'immigration revient à suggérer que M. Retailleau parle beaucoup, mais n'obtient pas de résultats probants.

Imperturbable, M. Bayrou se tient à distance de ce duel et a répondu au chef du groupe DR au Palais-Bourbon. L'agenda vide? «L'Assemblée connaît des embouteillages qui rendent difficile d'y

faire examiner un texte.» La promesse non tenue sur l'immigration? «Deux textes ont été déposés au Sénat.» Patience donc.

Pour les députés LR, la méfiance reste de mise envers un François Bayrou accusé d'avoir cajolé les socialistes pour assurer sa survie. «Si des textes sont adoptés, comme celui sur la sécurité dans les transports récemment, c'est parce qu'en les vote», rappelle M. Boucard.

Pas de quoi inciter François Bayrou à mieux «traiter» LR et ses 47 députés. Le centriste pratique la droite depuis bientôt un demi-siècle et s'est construit avec ou contre elle selon les circonstances. En bon voisin basque, le sénateur des Pyrénées-Atlantiques Max Brisson (LR) reconnaît une qualité au Béarnais qu'il connaît bien: «Son art exceptionnel de la survie.» La preuve, son gouvernement a déjà dépassé la longévité de celui dirigé par Michel Barnier. ■

ALEXANDRE PEDRO



Laurent Wauquiez, à l'Assemblée nationale, le 14 janvier. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

Municipales : Hidalgo dénonce un accord entre Dati et Bayrou

La maire de Paris a évoqué des tractations dans la 2^e circonscription de la capitale, pour y imposer, selon elle, une proche du premier ministre

La flèche a été décochée par Anne Hidalgo, mardi 18 mars, sur France Inter. Alors qu'on lui demande pour quelle raison le premier ministre, François Bayrou, estime urgent de modifier le mode de scrutin aux élections municipales à Paris, Lyon et Marseille, la réponse de la maire de Paris, vent debout contre la réforme, fuse: «Parce que Mme Dati a déjà vendu la circonscription de M. [Jean] Laussucq – pardon hein, c'est moche de dire ça comme ça –, [dont l'élection] va être invalidé[e], à M. Bayrou, qui mettra l'une de ses proches.»

Les responsables politiques au fait de la situation n'en croient pas leurs oreilles. La trivialité de la charge stupéfie le camp présidentiel. «Ridicule!», cingle Maud Ga-

tel, présidente du groupe MoDem au Conseil de Paris. «Hallucinant», souffle le député de Paris Sylvain Maillard (Renaissance). Anne Hidalgo, qui ne se représente pas en 2026 et s'autorise une ébouriffante liberté de parole, a voulu «dénoncer ce tripotage démocratique», défend son entourage.

A en croire la maire de Paris, sa rivale Rachida Dati, qui aspire à conduire une liste Les Républicains (LR)-Renaissance dans la capitale en 2026, aurait passé un deal avec le chef du gouvernement: en contrepartie du changement du mode de scrutin sous l'impulsion du premier ministre, la maire du 7^e arrondissement soutiendrait la candidature de Séverine de Compeignac, cheffe du

pôle parlementaire à Matignon, dans la 2^e circonscription de Paris (qui comprend le 5^e, une partie du 6^e et une partie du 7^e arrondissement). Une élection législative partielle pourrait en effet s'y tenir prochainement si le Conseil constitutionnel invalidait l'élection du député Jean Laussucq (Renaissance), dont les comptes de campagne pour 2024 ont été rejetés.

De fait, Mme de Compeignac bénéficie du soutien indéfectible de François Bayrou. Le centriste a poussé son nom depuis 2022 pour qu'elle obtienne un poste de secrétaire d'Etat. En janvier 2024, il a défendu l'entrée de Gilles Le Gendre dans le gouvernement Attal... pour permettre à sa collaboratrice, suppléante du député de la 2^e circonscription de

Paris, de siéger à l'Assemblée. En vain, une fois de plus. Il ne fait aucun doute, dans le camp présidentiel, que le premier ministre fera tout son possible pour obtenir l'investiture de sa protégée en cas d'élection dans cette circonscription dorée du centre de Paris.

Donnant-donnant

Rachida Dati – qui n'a pas souhaité réagir aux propos d'Anne Hidalgo – a intérêt à un alignement du mode de scrutin des municipales sur le droit commun, qui pourrait favoriser une liste alliant les macronistes et la droite.

Dès son arrivée à Matignon,

François Bayrou a manifesté auprès d'Emmanuel Macron son souhait de remettre sur le métier cette réforme, annoncée par le chef de l'Etat début 2024, mais en calminée depuis la dissolution. Le premier ministre a reçu à trois reprises les députés de Paris David Amiel et Sylvain Maillard (Renaissance), auteurs de la proposition modifiant la loi Paris, Lyon et Marseille (PLM). Et a stupéfait les élus du «socle commun» en annonçant son souhait de voir ce texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée, alors que le pays a tant de défis à relever.

Un fidèle du premier ministre, l'ancien président du groupe MoDem Jean-Paul Mattei, a été désigné rapporteur général du texte. Si l'instauration de la proportionnelle a été reportée, M. Bayrou se démène pour que la réforme de la loi PLM soit adoptée d'ici à la fin juin, et ce, malgré les réserves de

Gérard Larcher, président du Sénat et de Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale.

L'embarras est perceptible dans l'entourage de M. Bayrou, car la mise en cause d'Anne Hidalgo est jugée plausible. Le Béarnais est coutumier du donnant-donnant. En 2020 déjà, il avait conclu un accord avec Mme Dati pour que des candidats MoDem figurent sur les listes LR. Ainsi Mme de Compeignac a-t-elle été élue conseillère de Paris sur la liste conduite par le maire LR du 6^e arrondissement, estampillée Dati, et non sur celle de la majorité présidentielle, conduite par Agnès Buzyn... dont François Bayrou avait pourtant encouragé la candidature. ■

NATHALIE SEGAUNES

Les postiers face à «la perte de sens» de leur métier

En Haute-Garonne, la réforme des tournées par La Poste dégrade le lien avec les usagers les plus isolés

REPORTAGE

CASTANET-TOLOSAN, VIGOULET-AUZIL, REVEL (HAUTE-GARONNE) - envoyée spéciale

Le hangar sommaire qui abrite le «PTS» – pour «petit site facteurs» – de 10 agents est posé au bord de la sortie de l'A61, à l'entrée de Castanet-Tolosan. Au milieu des engins de chantier, les fourgonnettes jaunes attendent les postiers qui sortent chargés de cartes en plastique remplies de courrier et de petits paquets. En ce matin du lundi 17 mars, Benoît Strutynski, grand gaillard vêtu de la fameuse veste bleu marine siégeée du petit logo bleu sur fond jaune, se dépêche de charger la sienne avant de démarrer pour six heures d'un circuit pressé.

La route défile, traverse un premier lotissement en bordure du bourg, et s'enfonce sur les terres périurbaines de ce coin de Haute-Garonne. Le postier s'arrête de temps en temps pour déposer ici un exemplaire de *La Dépêche du Midi*, là un courrier recommandé, sans stopper le moteur. Salue d'un signe un riverain, toujours sans immobiliser son véhicule. «Ce qu'on traverse, c'est la "zone allégée" où on ne livre que le courrier prioritaire. On passe ensuite sur la "zone dense", pour une tournée normale, où on distribue tout. Demain, les deux zones seront inversées», explique le «rouleur» (agent qui remplace les absents) de 38 ans, dont cinq à La Poste.

Les tournées ont changé avec l'application de la «distribution pilotée». Un terme du jargon postal pour désigner la nouvelle organisation mise en place par la direction de La Poste en 2023, avec une distribution du courrier un jour sur deux et des zones couvertes par le même facteur étendues. Dans le département, elle est mise en pratique depuis l'été 2024, au grand dam des équipes.

Pour Benoît Strutynski, le circuit s'est du coup allongé : aux rues bordant de grosses villas au milieu de hauts arbres, le club hippique et les beaux jardins cachés derrière les haies de thuyas, s'est ajouté un lotissement de maisons toutes neuves. «C'est la conséquence de l'abandon du timbre rouge qui signait les tournées quotidiennes sur tout le territoire. Même si la direction assure le contraire, la conséquence est une baisse évidente de la qualité de service», assène celui qui est aussi délégué CGT du site.

«Le dernier service»

Pour Benoît Strutynski, les gestes se suivent, sans temps mort : ouverture de porte, coup de sonnette, tour de clé sur les boîtes aux lettres, lecture du flashcode avec le portable spécial pour les recommandés, remontée dans le véhicule et démarrage jusqu'au prochain arrêt. Pas toujours le temps d'attacher la ceinture. On se gare à gauche pour glisser les plis par la portière quand la boîte aux lettres est atteignable. Il y a aussi les boîtes jaunes qu'il faut relever, les entreprises à visiter, les publicités à distribuer.

A Vigoulet-Auzil, un petit village au milieu des terres céréalières, Marie-Claire Saura, la cinquantaine, «à la maison H24», patiente devant son portail. L'agent échange quelques mots sur le vent d'autan, qui se déchaîne depuis la veille. «Quand je sens que les gens m'attendent, je prends deux-trois minutes pour m'assurer qu'ils vont bien», souffle-t-il. «Notre facteur, je l'adore! J'espère qu'il restera longtemps, car aller chercher son courrier en ville, ce n'est pas la même chose...», lance la quinquagénaire. Un peu plus loin, Dominique Kahraman, enseignante et adjointe au maire du village de Merville, abonde : «Même s'il n'est plus de même va-



leur qu'avant, le service postal reste le dernier service de proximité qu'on a conservé, les personnes âgées en ont besoin.» Un des rares aussi où demeure un contact humain.

Les récits des agents se teintent légèrement de sépia quand ils évoquent l'image de La Poste. Pèle-mêle viennent les références à la lettre au Père Noël, au calendrier, à *Jour de fête*, de Jacques Tati (1949), ou à *Bienvenue chez les Ch'tis*, de Dany Boon (2008). Tous racontent les usagers qu'ils ont vu grandir, se marier ou divorcer, et les vieux qui attendent la camionnette jaune pour un sourire. Mais tous disent aussi vivre un décalage certain entre l'exercice actuel de leur métier et sa perception de l'extérieur : «Quand nous nous interrogeons sur notre utilité, les gens nous renvoient l'image d'un service public indispensable. Ça nous rassure», glisse Benoît Strutynski.

Pourtant, le service courrier s'étiole irrémédiablement depuis dix ans. Avec la digitalisation des échanges, le volume de missives envoyées a drastiquement baissé, passant de 18 milliards en 2008 à 6 milliards en 2023. Aujourd'hui, un Français envoie en moyenne cinq lettres par an, contre 45 en 2010... L'activité postale ne représente plus que 15 % du chiffre d'affaires du groupe, contre près de 50 % en 2010, et doit être compensée par d'autres rentrées financières – comme, par exemple, les services à la personne – relevait un rapport de la Cour des comptes du 17 février. Pour la rentabiliser, la direction de La Poste a mis en place une «nouvelle gamme courrier» : le timbre vert, dit «J + 3» (donc avec une distribution plus lente), a remplacé le rouge et les tournées ont été réaménagées en priorisant les services payants.

Des offres de services ont été développées, que les agents sont incités à vendre aux usagers

«Pour consolider le service postal en milieu rural, et éviter que le coût de l'acheminement n'augmente, nous avons ajusté et diversifié notre activité», justifie Olivia Amozig-Bellot, directrice du développement industriel de la branche courrier de l'entreprise. Nous avons donc mutualisé la sacoche et fait du colis un relais de croissance.» Comprendre : le modèle de La Poste ne serait plus viable, la direction veut donc orienter l'activité vers les livraisons.

Portage de repas

Aux lettres recommandées et aux journaux sont venus donc s'ajouter les colis, dont le nombre a explosé avec l'essor des achats en ligne. D'autres offres ont été développées, tels le portage de repas à domicile, la collecte de papier de bureau ou la livraison de médicaments, que les agents sont incités à vendre aux usagers. Une prime trimestrielle est ainsi octroyée – en plus du salaire au niveau du smic – en fonction du «chiffre d'affaires» du postier et de celui de son bureau. A Castanet-Tolosan, ils sont peu nombreux à suivre la consigne. «La direction nous pousse à placer des services payants pour des tâches

qu'on effectuait jusqu'alors gratuitement, ça interroge sur la perte de sens de notre métier», lâche l'ancien assistant dans l'éducation nationale.

Plus à l'est dans le département, à Revel, Axel Heurtier est un facteur à l'ancienne. Sa journée commence par du tri de courrier dans la zone commerciale de cette commune à la limite de l'Aude et du Tarn. Deux heures de gestes mécaniques où il faut veiller au dispatching ordonné géographiquement pour la tournée qui suit. Puis il avale les petites routes de cette campagne qui a vu naître Vincent Auriol (président de la République entre 1947 et 1954) et a produit une liqueur de menthe réputée.

A 35 ans, le postier est reconnu, et tout le long de sa tournée, les petits gestes se succèdent : une poignée de main serrée par la fenêtre, là une conserve de pâté maison laissée dans la boîte aux lettres, ici un cadeau pour son fils dont c'est l'anniversaire. «Ici, il y a très peu d'opérateurs publics. On trouve les mairies et nous, c'est tout», explique ce barbu au front haut.

Chez Josette Milhanet, le facteur profite d'une pause en déposant le quotidien régional. «Ça me fait une présence quand il

passe le matin. A part mon fils qui vient de temps en temps, je n'ai personne», explique la nonagénaire, qui a préparé le café et les biscuits dans sa grande cuisine où le tic-tac d'une grande pendule se fait entendre. Malgré ces petits moments volés, l'agent regrette le temps de l'avant-réforme.

«On ne passe plus tous les jours et les gens commencent à s'en rendre compte. Ça participe de l'isolement dans le monde rural sur lequel surfe le Rassemblement national [RN]», veut-il croire.

«Planche à bulletins RN»

Dans ces anciennes fermes et zones pavillonnaires modestes, le vote RN est arrivé en tête aux européennes de 2024 et a gagné sept points aux législatives entre 2022 et 2024. «Je le sens quand les élections approchent... Ce sont souvent des retraités adorables qu'il ne faut pas beaucoup pousser pour qu'ils lâchent les bêtises anti-immigrés qu'ils entendent à la télé, note le trentenaire. J'ai l'impression qu'ils se sentent exclus d'un progrès qui ne pense pas à eux.»

Sébastien Vincini, président socialiste du conseil départemental, fait le même constat : «Pour les gens, c'est tout à fait incompré-
hensible qu'on puisse livrer en vingt-quatre heures un bien qu'on a commandé la veille en ligne, et que ce service élémentaire qu'est le courrier se dégrade. Cela nourrit l'impression d'abandon des territoires ruraux comme les nôtres et constitue une véritable planche à bulletins RN», se désole-t-il.

Le parti d'extrême droite entend jouer sur ce sentiment d'oubli des campagnes. Julien Leonardi, conseiller régional (RN) d'Occitanie et député européen, avoue en avoir fait son cheval de bataille. «La fin de la distribution quotidienne, les gens m'en parlent. Les personnes âgées ne regardent pas de mail et elles se sentent exclues. Les services postaux font partie des besoins des populations rurales. Elles considèrent qu'elles payent autant d'impôts que les urbains, mais sont considérées comme des citoyens de seconde zone. C'est cette France des oubliés dont parle Marine Le Pen», assène l'élu.

La fin de la tournée approche pour Axel Heurtier et le postier à l'arrête une dernière fois pour saluer Annie, au bout d'une impasse au milieu des champs de blé. La petite dame âgée qui attendait la camionnette jaune, devant sa grille, a l'air agité. Elle prend la lettre et, comme perdue, laisse le portail se refermer derrière elle, la laissant dehors. Devant son affollement, le facteur escalade la grille et réenclenche l'ouverture. «Elle est en train de perdre la tête...», se désole-t-il. En repartant, Axel Heurtier glisse : «Ce que je fais là, ils voudraient le facturer, mais à 23,90 euros par mois.» ■

SYLVIA ZAPPI



Mehdi Nemmouche condamné à la perpétuité

Avant l'énoncé du verdict au procès des geôliers de l'EI, l'accusé a tenu un violent discours anti-occidental

Comme il est d'usage, le président de la cour d'assises spéciale de Paris, Laurent Raviot, a donné une dernière fois la parole aux accusés, vendredi 21 mars dans la matinée, avant que les magistrats se retirent pour délibérer. Deux d'entre eux, le Français Abdelmalek Tanem et le Syrien Kaïs Al-Abdallah, ont profité de ces quelques mots pour clamer une dernière fois leur innocence dans l'enlèvement et la séquestration de plusieurs otages occidentaux, détenus en Syrie entre 2012 et 2014 par l'organisation Etat islamique (EI).

Après plus de dix heures de délibération, ils ont été condamnés à respectivement vingt-deux ans et vingt ans de réclusion criminelle, des peines assorties d'une période de sûreté des deux tiers. Abdelmalek Tanem a été reconnu coupable de « séquestration en relation avec une entreprise terroriste », Kaïs Al-Abdallah d'« association de malfaiteurs terroriste ». Deux autres accusés, présumés morts et jugés par défaut, le Belge Oussama Atar et le Français Salim Benghalem, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité pour leur rôle de responsables dans la gestion des otages et d'« actes de torture » dans le cas du second.

Mehdi Nemmouche, lui, n'a pas cherché à se défendre lorsqu'il s'est levé dans le box en dépliant ses feuilles de papier manuscrites. Anticipant la décision de la cour, qui l'a condamné pour « séquestration » et « actes de tortures » en relation avec une entreprise terroriste à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de vingt-deux ans, conformément aux réquisitions, il a profité de ses derniers mots pour faire de ce procès ce qu'il entend en faire depuis le premier jour: une tribune politico-djihadiste.

Mauvaise foi

Son discours, foncièrement antiaméricain, et plus généralement antioccidental, a tout entier consisté à justifier son engagement djihadiste. « La morale, c'est l'arme des puissants, c'est une question de convention », a-t-il commencé, avant de citer le philosophe allemand Friedrich Nietzsche (« Il n'y a pas de phénomènes moraux, rien qu'une interprétation morale des phénomènes »), mais aussi Montaigne ou encore, dans un autre registre, l'ancien dirigeant de l'URSS Joseph Staline et l'ancien président des Etats-Unis George W. Bush.



Mehdi Nemmouche, lors du procès de l'attentat du Musée juif de Belgique, à Bruxelles, le 12 mars 2019. YVES HERMAN/AFP

«Oui, j'ai été un terroriste, et je ne m'en excuserai jamais. Je ne regrette pas un acte»

MEHDI NEMMOUCHE accusé

«Bush a dit: "Vous êtes avec nous ou avec les terroristes." Ce jour-là, mon choix était fait. Les terroristes auront toujours moins de sang sur les mains, le monde aura toujours moins souffert des terroristes qu'il a souffert des Etats-Unis», a-t-il développé, avant de dérouler, telle une fiche Wikipedia, la litanie des « invasions », « coups d'Etat », « tentatives d'assassinats » et autres « boucheries » perpétrées au fil des décennies au Cambodge, au Nicaragua, au Chili ou en Irak. « La guerre du Vietnam, Daech [l'acronyme arabe de l'EI], à côté, ce sont des petits joueurs », a-t-il résumé, dans un curieux effort pour relativiser les atrocités de l'EI.

Cette liste d'atteintes aux fameux « droits de l'homme » sup-

posément défendus mais, selon lui, « piétinés » par l'Occident n'a, dans la bouche de Mehdi Nemmouche, qu'une seule finalité: justifier ses propres crimes. « Donc oui, j'ai été un terroriste et je ne m'en excuserai jamais. Je ne regrette pas un jour, pas une heure, pas un acte », a-t-il lancé, avant d'enchaîner sur sa deuxième obsession, Israël: « Israël est une colonie en terre palestinienne. Aujourd'hui, si j'étais libre, j'irais dans les ruines de Gaza, parce que c'est le lieu où il faut prendre les armes. »

C'est à partir de cet instant que son discours a commencé à verser dans une mauvaise foi patente. Mehdi Nemmouche n'a jamais porté les armes contre les Etats-Unis, ni même contre Israël. Ses uniques faits d'armes documentés par la justice sont le quadruple assassinat de quatre civils juifs au Musée juif de Belgique à Bruxelles, le 24 mai 2014, et la séquestration et la torture de citoyens syriens, d'humanitaires et de journalistes occidentaux venus pour aider le peuple syrien ou documenter les crimes du dictateur Bachar Al-Assad.

Il en est pourtant convaincu: « C'est par le terrorisme que le

peuple syrien s'est libéré de la dictature », affirme-t-il, oubliant que, loin de renverser le dictateur syrien, l'EI avait conforté sa légitimité en instaurant une nouvelle dictature chariaque sur les territoires qu'il contrôlait et que c'est finalement un groupe dissident d'Al-Qaïda ayant renoncé au djihad global contre l'Occident, Hayat Tahrir Al-Cham, qui a précipité la chute du régime, le 8 décembre 2024.

Mais, là où sa diatribe a révélé son évidente portée manipulatoire et sa vision tronquée de l'histoire, c'est lorsque Mehdi Nemmouche a pris le parti de la Chine et de la Russie contre l'Occident, sans un mot pour leurs visées impérialistes, la persécution des Ouïgours dans le Xinjiang, les deux guerres sanglantes de Tchétchénie et, surtout, l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979, qui avait pourtant donné naissance à la première multinationale du djihad, Al-Qaïda.

On savait Mehdi Nemmouche complotiste et antisémite. Lors du procès de l'attentat du Musée juif de Belgique, à l'issue duquel il avait déjà été condamné à la perpétuité, le 12 mars 2019, il avait avancé la thèse d'un com-

plot ourdi par le Mossad, le service de renseignement israélien, pour le faire accuser. Vendredi, on a découvert un Mehdi Nemmouche biberonné au narratif prorousse de Vladimir Poutine. Une allégeance stupéfiante quand on se souvient du soutien apporté par le dirigeant russe au dictateur syrien que Mehdi Nemmouche prétend avoir voulu combattre en rejoignant les rangs de l'EI en Syrie.

Un précipité de propagande

«Poutine a dit que l'Occident était l'empire du mensonge. Il a raison!», a certifié le djihadiste. L'accusé a ensuite pris le parti de Moscou dans son invasion de l'Ukraine au motif, notamment, que Kiev avait pris part à la coalition militaire menée par Washington en Irak en 2003, oubliant là encore de préciser que la population ukrainienne, à l'époque massivement opposée à cette aventure irakienne, est aujourd'hui la première victime des bombardements russes.

Le discours de Mehdi Nemmouche est un précipité de propagande djihadiste: il essentialise les peuples, justifiant ainsi le massacre de civils par les actions

M. Nemmouche s'est présenté comme un défenseur des peuples opprimés

de leurs dirigeants. Ses références et ses indignations à géométrie variable visent toutes à conférer à ses activités djihadistes un vernis humaniste. Lors de son interrogatoire, il avait développé le même argumentaire en se présentant comme un combattant de la liberté, un défenseur des peuples opprimés.

Sa complaisance pour l'invasion de l'Ukraine par le géant russe dit, en réalité, bien plus de ses obsessions que d'une « morale » trahie par l'Occident qu'il lui reviendrait de réparer. Mehdi Nemmouche ne s'indigne du sort des peuples opprimés que s'ils sont musulmans; il n'en condamne les agresseurs que lorsque ceux-ci sont occidentaux. Un djihadiste imprégné par la propagande de l'EI peut aussi l'être par celle du Kremlin, dès lors qu'il s'agit de dénoncer le « Grand Satan » que sont devenus les Etats-Unis depuis la révolution iranienne de 1979.

Par leur extrême barbarie, les faits pour lesquels il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité viennent contredire ce discours un peu trop bien rangé, ce qui explique sans doute pourquoi il ne les a jamais reconnus. En prononçant son verdict, Laurent Raviot s'est chargé de les lui rappeler. Le magistrat a souligné que la cour avait retenu que les faits d'enlèvements, de séquestration, d'actes de tortures et de barbarie avaient été commis à l'encontre de l'ensemble des vingt-cinq Occidentaux pris en otage par l'EI, dont sept ont été exécutés par décapitation, mais également de « ressortissants syriens » non identifiés.

Cette audience, qui a plongé au cœur du système totalitaire de l'EI, son centre de détention installé dans les sous-sols de l'hôpital d'Alep, a de fait mis au jour l'ampleur des crimes qui avaient été commis par le groupe djihadiste, et notamment par Mehdi Nemmouche, contre des centaines de citoyens syriens, kidnappés, torturés et exécutés de façon industrielle par des djihadistes parfois venus d'Europe au prétexte de les défendre. ■

SOREN SEOLLOW

A Poitiers, des livreurs sans papiers demandent leur régularisation

Soutenus par la CFDT et la Cimade, 20 Guinéens qui travaillent pour Deliveroo et Uber sollicitent un titre de séjour

L'initiative est risquée, mais « on a déjà risqué nos vies en mer [Méditerranée] pour venir » et « on ne peut pas gagner de papiers sans prendre de risques ». Vendredi 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, vingt livreurs sans papiers guinéens finalisaient la constitution de leur dossier de demande de régularisation dans les locaux de la CFDT à Poitiers. Un dépôt « collectif » devait être réalisé samedi auprès de la préfecture de la Vienne, alors que de nombreux collectifs de sans-papiers appellent à manifester partout en France.

Cette initiative, appuyée par le syndicat de travailleurs mais aussi par l'association Cimade et plusieurs organisations locales, est inédite dans cette ville où le marché de la livraison de repas a

décollé au moment du confinement de 2020. « Il y a une centaine de livreurs dans la ville, tous étrangers et originaires de Guinée, du Pakistan ou d'Afghanistan, dont un bon tiers est sans papiers », juge Christophe Rabussier, secrétaire général de l'Union départementale CFDT de la Vienne.

C'est au début de la pandémie de Covid-19 que Mamadou Sow a justement commencé à travailler pour les plateformes Deliveroo et Uber, à vélo, puis en scooter. Ce Guinéen de 26 ans, arrivé en France en 2017 et dont la demande d'asile a été rejetée, travaille « sept jours sur sept ». En février, il a réalisée 212 commandes pour près de 1200 euros.

Son statut administratif, et celui des 19 autres livreurs guinéens, fait que, pour travailler, tous sont contraints de sous-louer des

comptes à des livreurs en règle, moyennant en général une centaine d'euros par semaine. « Depuis que j'ai commencé à livrer, j'ai utilisé peut-être vingt ou trente comptes », témoigne Mamadou Sow. Lui et ses camarades rapportent que, pour parer aux contrôles fréquents des plateformes par la reconnaissance faciale, ils doivent « courir là où le propriétaire du compte se trouve, pour qu'il puisse prendre une photo » au moment des contrôles à distance.

Soutien d'élus locaux

La demande de ce collectif de Guinéens est d'autant plus incertaine que le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, a, dans une circulaire du 23 janvier, durci les critères de régularisation. En outre, les coursiers relevant du statut d'autoentrepreneur et non du sa-

lariat, ils ne sont a priori pas éligibles à la régularisation par le travail, privilégié par les pouvoirs publics au détriment de celle à raison de la vie privée et familiale.

« On a compris que Retailleau veut limiter les régularisations mais on ne va pas attendre que Marine Le Pen arrive au pouvoir », justifie Mathis Haradji, bénévole de la Cimade qui accompagne les Guinéens depuis la fin de l'année 2023, période où a été mise en place une permanence d'accès aux droits pour les coursiers de la ville. Pour se donner une chance, on s'est dit qu'il fallait quelque chose de collectif. »

Sollicité, le préfet de la Vienne, Serge Boulanger, indique au Monde que « la situation s'analyse au cas par cas, dans le respect du droit, mais pas en tordant le bras des autorités ». « Il est hors de

question qu'il y ait une régularisation collective », insiste-t-il.

Les vingt livreurs devaient manifester le 22 mars et sont soutenus dans leur démarche par plusieurs élus locaux dont la maire (Les Ecologistes) de Poitiers, Léonore Moncond'huy, ou le député non-inscrit de la Vienne, Sacha Houlié, qui, du temps où il appartenait à la majorité macroniste, défendait la régularisation des travailleurs des plateformes. « La logique d'intégration par le travail voudrait par nature que ces personnes soient régularisées », dit-il, évoquant la régularisation, en 2023, de coursiers de la plateforme de livraison de repas Frichti qui avaient, à Paris, entrepris un mouvement collectif.

S'il obtenait des papiers, Mamadou Sow voudrait chercher un emploi « dans la mécanique, la car-

rosserie, la peinture ou la restauration collective ». Lancinet Traore, 28 ans, coursier depuis deux ans et demi, n'a pas d'idée précise. En Guinée, il a travaillé cinq ans dans une usine de fabrication de matelas. Depuis huit ans qu'il vit en France, Dembe Toure, lui, a, outre la livraison, été intérimaire dans l'industrie agroalimentaire en utilisant le titre de séjour d'un autre. Mais il aimerait à terme faire « de la plomberie ou être conducteur de poids lourds » pour mieux satisfaire les besoins de ses trois garçons, nés en France et âgés de 2 à 5 ans.

Aucun des coursiers ne semble en tout cas vouloir rester dans la livraison de repas, un travail difficile dont la rémunération est aléatoire. « C'est parce qu'on n'a pas de papiers qu'on est livreurs », confie Mamadou Sow. ■

JULIA PASCUAL

Climat de menaces contre les magistrats

Syndicats et professionnels constatent une hausse des tentatives d'intimidation, souvent liées à la criminalité organisée

LYON, MARSEILLE - correspondants

Il est 23 heures. La nuit est tombée depuis longtemps sur Fort-de-France. Alors procureure de la République à la Martinique, Clarisse Taron termine sa longue journée de travail, après avoir décidé le déférément de plusieurs criminels dans une affaire de trafic de stupéfiants. Au volant de sa voiture, elle quitte le parking du tribunal. Deux cents mètres plus loin, au feu rouge, deux grosses cylindrées l'encerclent. Casqués et cagoulés, les motards commencent à l'agresser : « On t'a reconnue », « On sait qui tu es ». La procureure donne un gros coup d'accélérateur, grille le feu et s'échappe. Le lendemain, elle ne pense même pas à faire un signalement à sa hiérarchie. Mais après en avoir discuté avec un ami gendarme, elle se décide. « Ils ont été plus inquiets que moi », dit-elle en souriant. On lui propose alors de changer sa voiture, de couleur violette, pour un véhicule de service aux vitres teintées.

Des chiffres, au sujet desquels il est impossible de dire s'ils constituent ou pas une forte augmentation. « Mais c'est indiscutablement une inquiétude qui monte parmi nous, confie de façon anonyme un magistrat. Bien sûr, ces menaces ne sont pas généralisées, mais l'idée que, demain, un magistrat puisse être assassiné est dans nos têtes, alors que c'était inimaginable il y a encore quelques années. »

«Un tabou»

Tout récemment, la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée s'est saisie de deux dossiers de menaces de mort proférées contre des magistrats. « On prend cela très au sérieux en raison, d'une part, du profil des personnes qui ont déjà démontré leur capacité à recourir à une violence extrême, et, d'autre part, de l'exposition de ces magistrats dans les affaires qu'ils ont à traiter », explique le parquet de Paris.

La violence contre les juges n'est pas nouvelle. Les assassinats des juges François Renaud, à Lyon en juillet 1975, et Pierre Michel, à Marseille en octobre 1981 (les deux seuls depuis l'Occupation), figures d'alors de la lutte contre la pègre, avaient marqué durablement les esprits. Plus récemment, le premier cas de menaces de mort explicitement lié au narcotrafic remonte à décembre 2017. Un narcotrafiquant colombien, impliqué dans une affaire de saisie de 1,2 tonne de cocaïne dans le Sud-Ouest, visait ainsi un magis-

trat en poste à Bordeaux, lequel obtiendra, durant un mois, une protection de niveau 3 (sur 4) : gilet pare-balles, et accompagnement de policiers dans tous ses déplacements.

Depuis, les cas de magistrats menacés qui remontaient jusqu'aux organisations syndicales étaient rarissimes. Le silence était bien gardé. Au mois de novembre 2024, l'Union syndicale des magistrats (USM) décide de solliciter directement ses adhérents. « Et là, le phénomène nous est apparu. La grande difficulté, c'est que les collègues n'avaient pas envie d'en parler, de peur de faire des vaques, et de donner des idées à d'autres criminels. Et puis l'institution judiciaire était dans le même état d'esprit. C'était un tabou », raconte Aurélien Martini, secrétaire général adjoint de l'USM.

Quelques cas médiatisés ont fini par soulever un peu le couvercle. Le syndicat a depuis reçu plusieurs dizaines de témoignages. La montée en force des réseaux d'extrême droite, mais surtout une criminalité organisée, de plus en plus riche et de plus en plus puissante, expliquent le phénomène. Signe d'un changement d'état d'esprit, à l'été 2024, la chancellerie crée un bureau spécialement consacré aux cas de personnel menacé.

La quinzaine de magistrats interrogés (presque tous ont demandé

de rester anonymes) raconte un climat général qui s'est détérioré : dans les salles d'audience, dans le bureau du juge d'instruction, devant le juge de l'application des peines, en cellule...

Considéré comme un des chefs de la DZ Mafia – la principale organisation criminelle marseillaise –, Amine O., 30 ans, s'est par exemple excusé publiquement, mercredi 12 mars, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, d'avoir à deux reprises craché au visage d'une juge d'instruction. La magistrate, qui venait de le mettre en examen dans un dossier de règlement de comptes, lui avait annoncé son incarcération aux Baumettes, à Marseille, alors qu'Amine O. était détenu à l'époque à Valence et compatait y retourner. Il avait accompagné ses crachats d'un « Inshallah, j'ai le Covid, t'es malade » et autres grossièretés à caractère sexuel. La greffière s'était, elle aussi, entendu dire : « Vanquier tes morts, toi aussi la greffière. »

Les juges d'instruction, amenés à multiplier les longues auditions, sont les plus exposés. Un face-à-face où le magistrat se retrouve « à portée de baffes » de son interlocuteur, rappelle Frédéric Macé, président de l'Association française des magistrats instructeurs. Sous le couvert de l'anonymat, l'un d'entre eux raconte par exemple avoir découvert des menaces de

mort à son endroit, lors de la mise sur écoute du téléphone d'un suspect. Sa première réaction a été de ne pas en parler à ses supérieurs, coincé entre le secret de l'instruction et la volonté de ne pas envenimer la situation. « Notre relation [avec le suspect] n'avait pourtant jamais été ni violente ni menaçante. Au contraire, ça a même été parfois sympathique », confie-t-il aujourd'hui. Il se laisse convaincre d'en parler à son supérieur hiérarchique, qui fait une note à la chancellerie. Celle-ci demande, à son tour, une évaluation de la menace au ministère de l'intérieur. Le magistrat a été rappelé par un policier du service de la protection et n'a plus jamais eu de nouvelles.

«Stratégie procédurale»

Dans le cabinet d'une juge d'instruction du tribunal de Rennes, le ton montait, au fur et à mesure des interrogatoires menés en 2020 dans des affaires d'homicides liées aux trafics de drogue. Des insultes, puis des menaces directes. « Tout se paie ! », intime l'un des prévenus. « Les menaces étaient frontales, des attaques personnelles, avec l'avocat du prévenu juste à côté qui ne cherchait pas à apaiser les choses », confie aujourd'hui cette magistrate, qui a été depuis transférée dans un autre service. Ses craintes ont franchi un cap lorsque ses interlocuteurs ont été remis en li-

Selon le garde des sceaux, 150 magistrats sont concernés, et une quinzaine bénéficient d'une protection policière

berté : « C'est à ce moment-là que j'ai demandé une protection, mais ma hiérarchie ne se rendait pas compte du danger. » Sa requête restera lettre morte plusieurs mois, avant qu'une protection soit mise en place, après la publication d'un article de presse.

Aujourd'hui, si l'on en croit les chiffres de Gérald Darmanin, une quinzaine de magistrats bénéficient d'une protection policière. Des cas rares, bien qu'il soit impossible de connaître le nombre de demandes. Aujourd'hui, seuls les magistrats qui travaillent au Parquet national antiterroriste bénéficient automatiquement d'une telle protection. Une exception pas forcément bien vécue chez les enquêteurs de la criminalité organisée. « Beaucoup considèrent que la réponse de l'intérieur n'est pas à la hauteur des enjeux », assure Judith Allenbach, du Syndicat de la magistrature.

Mais, au-delà des magistrats, c'est toute la filière judiciaire qui est concernée. L'année 2024 a été marquée par deux événements inédits. Le 14 février, dans un village varois, le cabinet d'un expert judiciaire missionné dans des procédures liées à la criminalité organisée, a été incendié. Une opération signée de l'une des plus puissantes équipes marseillaises.

Le 6 décembre, la directrice de la prison des Baumettes et son adjoint, tous deux menacés de mort, sont contraints de quitter leurs fonctions. Quelques jours après une altercation entre la directrice et un détenu suspecté d'appartenir à la DZ Mafia apparaît sur TikTok un contrat sur leurs têtes pour 120 000 euros. Tous deux ont depuis été déplacés et protégés. « C'est un mauvais signal. Il ne faut pas donner l'impression que ce sont les détenus qui choisissent leur directeur de prison », lâche Catherine Forzi, la déléguée FO du personnel pénitentiaire des Baumettes.

Derrière la brutalité d'une menace physique peuvent aussi se dissimuler des stratégies pour venir ralentir et ou compliquer les enquêtes. « Au-delà du passage à l'acte, l'enjeu, c'est la déstabilisation du magistrat pour conduire à ce qu'il demande à être dessaisi du dossier au profit d'un autre collègue », constate Marie-Suzanne Le Quéau, procureure générale de Paris. Une forme de « stratégie procédurale » décomplexée visant à mettre sur la touche le magistrat chargé du dossier. A la question de savoir si ces menaces étaient au bout du compte efficaces, un magistrat répond : « Officiellement, je ne peux que répondre non à cette question. Mais la réalité est malheureusement oui. » ■

GRÉGOIRE BISEAU (À PARIS),
LUC LEROUX,
THOMAS SAINTOURENS (À PARIS),
ET RICHARD SCHITTLY



A l'été 2024, la chancellerie a créé un bureau spécialement consacré aux cas de personnel menacé

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
CARINE BÉCARD

Nathalie Loiseau,
députée européenne Renew, présidente de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie et membre du parti Horizon

avec Nathalie Saint-Cricq et Françoise Fressoz

france
inter

franceinfo:
TV canal 27

Le Monde

ÉNERGIE

Pourquoi l'Etat débranche le PDG d'EDF

L'éviction de Luc Rémont symbolise les divergences stratégiques entre l'entreprise et l'Etat actionnaire

Les bruits de couloir se sont confirmés et, après avoir empiré ces derniers jours, les relations décidément compliquées entre EDF et l'Etat actionnaire ont fini par avoir raison de Luc Rémont. Nommé le 23 novembre 2022 par décret du président de la République, le président-directeur général de l'électricien national ne sera pas reconduit à son poste, a implicitement fait savoir l'Elysée, vendredi 21 mars, dans un bref communiqué de presse.

M.Rémont avait été coopté, à 53 ans, en remplacement d'un administrateur démissionnaire, et non pour une durée de quatre ans. Son mandat au conseil d'administration devait arriver à échéance au cours de l'été, mais le dirigeant pourrait céder la place dès ce printemps, à l'occasion d'une prochaine assemblée générale.

«Le président de la République envisage, sur proposition du premier ministre, de nommer M. Bernard Fontana en qualité de président-directeur général d'Electricité de France», indique l'Elysée. M. Fontana occupe aujourd'hui le poste de directeur général de Framatome, chaudiériste de l'industrie nucléaire et filiale d'EDF. Pour accéder aux commandes de l'électricien, il devra au préalable recevoir l'aval de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Après les deux mandats de Jean-Bernard Lévy (2014-2022), le non-renouvellement de Luc Rémont souligne la difficile équation du moment pour EDF, dont l'Etat est redevenu l'actionnaire unique, en juin 2023 – il en détenait près de 84 % jusque-là.

AUTONOMIE ET DIVERGENCES

D'un côté, le gouvernement ne s'est pas privé de présenter EDF comme un «bras armé» de sa politique énergétique – selon l'expression d'Agnès Pannier-Runacher, alors ministre de la transition énergétique (2022-2024). De l'autre, passé des cabinets ministériels (avec Jacques Chirac pour chef d'Etat) à la sphère privée (chez Schneider Electric et auprès de la banque américaine Merrill Lynch), Luc Rémont a toujours revendiqué une certaine autonomie en tant que chef d'entreprise. Quitte à assumer des divergences.

Ces derniers mois, le financement du nucléaire s'est trouvé au cœur des discussions. Non seulement EDF est l'unique exploitant du parc nucléaire français, avec 57 réacteurs en fonctionnement,



Le PDG d'EDF, Luc Rémont, à la centrale nucléaire de Penly, à Petit-Caux (Seine-Maritime), le 9 décembre 2022. LOU BENOIST/AFP

DEPUIS DES MOIS, EDF NE PARVIENT PAS À TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE AVEC SES CLIENTS INDUSTRIELS GROS CONSOMMATEURS D'ÉNERGIE

mais Emmanuel Macron, depuis février 2022, attend de l'entreprise qu'elle se lance dans la construction d'au moins six nouveaux réacteurs de grande puissance, dits «EPR 2», voire de huit autres par la suite.

Sitôt son poste pris, Luc Rémont a d'abord dû négocier les contours de la future régulation du prix de vente de l'électricité nucléaire pour ses réacteurs déjà en fonctionnement. Tout sauf une évidence. En un an, les pourparlers avec l'Etat actionnaire ont nécessité seize rendez-vous avec Bruno Le Maire, selon le décompte de celui qui était alors ministre de l'économie. A première vue, en s'abstenant de toute régulation en cas de mégawattheure inférieur à 78 euros sur le marché de gros, l'accord présenté le 14 novembre 2023, à Bercy, semble laisser une relative liberté commer-

ciale à l'entreprise publique. «EDF doit être rentable», faisait valoir Bruno Le Maire.

Selon l'accord initial, EDF est censé conclure des contrats pour approvisionner en électricité des clients industriels gros consommateurs d'énergie en France, idéalement sur une durée de dix à quinze ans. Ces contrats d'allocation de production nucléaire (CAPN) pourraient débuter dès le 1^{er} janvier 2026, date à laquelle cessera le mécanisme en vigueur.

Voilà pour la théorie. Car, dans la pratique, EDF ne parvient toujours pas à trouver un terrain d'entente avec ces fameux industriels énergivores. L'entreprise ne proposerait pas de prix suffisamment compétitifs, regrettait Bruno Le Maire en juin 2024, à la tribune du Medef. Récemment, mercredi 19 mars, Marc Ferracci, ministre chargé de l'industrie et

de l'énergie, a évoqué un objectif de 40 térawattheures de contrats, aujourd'hui «très loin d'être atteint». «Douze térawattheures font l'objet de simples lettres d'intention», a-t-il résumé, au Sénat, à l'occasion d'une séance de questions au gouvernement. «Et un seul CAPN a effectivement été signé pour un volume modeste, qui représente moins de 1% de l'objectif total», a poursuivi M. Ferracci.

ENCHÈRES «SCANDALEUSES»

Face à ce constat, Luc Rémont a tenté une autre méthode, officiellement le 6 mars : lancer, au cours du premier semestre 2025, un système d'encheres pour trouver des clients «à l'échelle européenne». C'est peu de dire que la perspective d'un tel appel à manifestation d'intérêt n'a pas fait l'unanimité, et c'est peut-être elle qui a précipité le sort du PDG.

«Avec cet appel d'offres et sans poursuite de discussions bilatérales avec les industriels, EDF préférerait clairement vendre aux plus offrants plutôt qu'à ceux qui en ont besoin» et tournerait les doas à l'industrie française, a déploré, dès le 7 mars, l'Union des industries utilisatrices d'énergie. Un «bras d'honneur à l'industrie française», a dénoncé Benoît Bazin, le PDG de Saint-Gobain, sur BFM-Business, jeudi 20 mars.

Dans un article mis en ligne par *Les Echos*, le 16 mars, l'ex-ministre Bruno Le Maire est allé jusqu'à parler d'encheres «scandaleuses», au motif qu'elles seraient susceptibles de détournier EDF de sa vocation : garantir aux clients français une électricité décarbonnée et à un prix stable.

Le 21 février, Luc Rémont présentait les résultats 2024 d'EDF : 11,4 milliards d'euros de bénéfice net. Une somme sans précédent, tirée à la hausse par la remontée en puissance progressive de la production nucléaire, après une année 2022 calamiteuse, marquée par des problèmes de corrosion sur certaines tuyauteries.

Ces recettes ne seront pas de trop pour financer la relance de l'atome. Un autre sujet de vives discussions entre l'Etat actionnaire et EDF, dont l'endettement financier net dépasse 54 milliards d'euros. A l'occasion du conseil de politique nucléaire, lundi 17 mars, à l'Elysée, M. Macron a demandé à l'entreprise de lui fournir un chiffre «engageant, en coûts et en délais», d'ici à la fin de l'année, pour la construction de six EPR 2.

Ce sera finalement l'affaire du successeur de Luc Rémont. Dans son audition initiale auprès des députés, en octobre 2022, l'ingénieur avait présenté la fonction de PDG d'EDF comme «une sorte de mission parmi les missions». «C'est peut-être même celle d'une vie», avait-il ajouté. ■

Le patron de Framatome, Bernard Fontana, successeur désigné

L'ÉLYSÉE A ANNONcé, vendredi 21 mars, qu'il envisageait la nomination de Bernard Fontana, 64 ans, actuel président du directoire de Framatome et membre du comité exécutif d'EDF, pour remplacer Luc Rémont à la tête de l'entreprise publique. En 2022, déjà, M. Fontana faisait partie des prétendants possibles à la succession du PDG Jean-Bernard Lévy. L'Etat cherchait alors un «grand industriel», mais les pouvoirs publics avaient finalement choisi de confier le redressement de l'énergéticien à Luc Rémont, alors dirigeant de Schneider Electric.

M. Fontana connaît l'industrie sous toutes les coutures, de l'acier au ciment, des Etats-Unis à la Suisse. Il est également administrateur de Thales, le groupe d'électronique de défense. L'énergie, il s'y est converti sur le tard en prenant, en septembre 2015, la tête d'Areva NP (rebaptisé depuis «Framatome»), l'activité réacteurs de l'ancien champion nucléaire, alors en pleine restructuration. Un premier pas chez EDF. En 2018, l'énergéticien

avait pris 75 % de l'entreprise de chaudières nucléaires, et, en avril 2024, le polytechnicien avait rejoint l'état-major du groupe à l'occasion d'une réorganisation des grands métiers du groupe.

Sa carrière, cet ingénieur de l'armement l'avait commencée très naturellement, en 1987, à la Société nationale des poudres et des explosifs (SNPE). Il avait dû gérer notamment les conséquences de l'explosion de l'usine AZF, voisine d'une installation SNPE. En 2004, le «poudrier» avait ensuite rejoint l'aciériste Arcelor, à la direction des ressources humaines, avant de prendre la tête de sa filiale d'inox, Aperam.

En 2012, nouvelle bifurcation, il était devenu directeur général du cimentier suisse Holcim, avant de quitter la multinationale en juillet 2015, un an après les noces entre le groupe suisse et le français Lafarge. Il faut dire que la répartition des postes de ce «mariage d'égaux» n'avait pas tourné en sa faveur. Son atterrissage chez Areva avait alors surpris.

D'abord, parce que le poste se révélait nettement moins bien rétribué par rapport aux 3,5 millions d'euros que M. Fontana avait perçus, hors stock-options, lors de sa dernière année chez Holcim. Mais cet héritier d'une famille ayant fait fortune dans l'industrie du luxe (notamment avec l'enseigne Revillon) n'avait pas rechigné à accepter une rémunération limitée aux 450 000 euros touchés par les patrons d'entreprise publique.

Position stratégique

Ensuite, parce que l'industriel n'avait aucune expérience dans l'atome. «Tout ce qui tourne autour de l'énergie m'intéresse et revenir en France pour travailler dans le nucléaire est un motif de fierté», avait confié au *Monde* M. Fontana peu de temps après son arrivée. Le défi était de taille. Les retards et les surcoûts considérables du chantier de l'EPR à Olkiluoto, en Finlande, puis à Flamanville, dans la Manche, où Areva construit ses premiers réacteurs de nouvelle génération, avaient

mis l'entreprise au bord du gouffre. A cela s'était ajoutée la catastrophe de Fukushima, au Japon, en mars 2011, ayant entraîné un arrêt de nombreux projets nucléaires dans le monde. L'Etat avait été contraint d'organiser un sauvetage, avec l'aide d'EDF, imposant un régime mineur et une reprise en main industrielle au concepteur et fabricant de chaudières.

Difficile, à l'époque, d'imaginer qu'en février 2022, lors de son discours de Belfort, le président de la République, Emmanuel Macron, allait annoncer la relance d'un programme nucléaire qui redonnerait à Framatome et ses 20 000 collaborateurs un rôle majeur dans la filière, même si, à part le Royaume-Uni, les chaudières françaises n'ont pas retrouvé de clients étrangers. De quoi placer M. Fontana dans une position stratégique chez EDF. Sa nomination, si elle est validée par le Parlement, confirme le règne des polytechniciens chez EDF, dans la continuité du mandat de Luc Rémont, lui aussi du sérail. ■

ISABELLE CHAPERON

ADRIEN PÉCOUT

Luc Rémont, l'homme du redressement de la production nucléaire

Les succès industriels et commerciaux ont permis au groupe de dégager d'appreciables bénéfices et de stabiliser l'endettement

A peine deux ans et demi, c'est peu pour imprimer sa marque chez EDF, dans un secteur de l'électricité nucléaire qui est une industrie du temps long. A fortiori pour faire le bilan d'un mandat écourté

Entré dans ses fonctions de PDG en novembre 2022, Luc Rémont va quitter son poste, après des semaines de fortes tensions avec l'Etat, actionnaire à 100 % de l'entreprise, et devrait être remplacé par Bernard Fontana, nommé vendredi 21 mars par l'Elysée. Le contentieux portait notamment sur le prix de vente des électrons aux industriels à la recherche d'une énergie compétitive, et le renouvellement de son poste d'administrateur s'écrivait en pointillé...

Pour la succession de Jean-Bernard Lévy – lui aussi poussé vers la sortie, mais à quelques mois seulement de la retraite –, en 2022, le gouvernement cherchait « quelqu'un qui maîtrise les grands programmes industriels » et possède le « sens du compromis » pour réformer le géant de l'électricité sans s'aliéner les syndicats ni heurter la Commission européenne, comme l'indiquait la « fiche de poste » du ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire.

Le choix s'était porté sur ce polytechnicien, diplômé de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées, qui dirigeait les activités internationales de Schneider Electric. L'homme connaît aussi les rouages de l'administration : après une première partie de carrière à la direction générale de l'armement et à la direction du Trésor, il avait été conseiller de tous les ministres de l'économie entre 2002 et 2007, Francis Mer, Nicolas Sarkozy, Hervé Gaymard et Thierry Breton. Avant de passer à Bank of America Merrill Lynch, puis chez Schneider Electric.

Quand il débarque au siège parisien d'EDF, Luc Rémont trouve une entreprise qui accuse, sur l'exercice 2022, une perte nette part du groupe de 17,9 milliards d'euros. Les raisons du désastre ? Le « bouclier tarifaire » protégeant les Français contre la flambée des tarifs post-Covid-19 ; l'affondrement de la production nucléaire lié à de graves problèmes techniques sur de nombreux réacteurs ; l'achat de grosses quantités d'électricité sur le marché européen à des prix très élevés.

Renforcer le cœur de métier

Luc Rémont va redresser les performances opérationnelles du parc nucléaire de 57 réacteurs français en optimisant les arrêts de tranches et en régalant, réacteur par réacteur, les problèmes de « corrosion sous contrainte » de tuyauteries sensibles. Il dit alors être fier qu'EDF soit redevenu « le grenier à électrons de l'Europe entière » grâce à une forte reprise des exportations.

Ces succès industriels et commerciaux permettent au groupe de dégager de très bons résultats en 2023 (10 milliards d'euros) et 2024 (11,4 milliards). Et de stabiliser son endettement, qui reste lourd : 54,3 milliards de dette financière nette et 87,6 milliards de dette économique ajustée.

En prévision du programme de construction de six EPR2 annoncé en février 2022 par le président de la République, Emmanuel Macron, il réorganise les équipes, notamment pour ren-

LE POLYTECHNICIEN CONNAISSEZ LES ROUAGES DE L'ADMINISTRATION : IL AVAIT ÉTÉ CONSEILLER DE TOUS LES MINISTRES DE L'ÉCONOMIE ENTRE 2002 ET 2007

forcer les compétences industrielles du groupe dans son cœur de métier du nucléaire, amplifiant le travail de M. Lévy. Au fil des ans, EDF a perdu l'excellence industrielle qui lui avait permis de construire 58 « tranches » nucléaires des années 1970 aux années 1990. Une perte de savoir-faire illustrée par la dérive du calendrier et les énormes surcoups de l'EPR de Flamanville (Manche), finalement raccordé au réseau en décembre 2024.

Luc Rémont a aussi acquis une liberté commerciale pour fixer les tarifs d'EDF dans le cadre d'un mécanisme de régulation qui remplace l'Arenh (accès régulé à l'électricité nucléaire historique) le 1^{er} janvier 2026. Plus rémunérateurs pour l'entreprise, ces contrats de gré à gré avec les entreprises et ses concurrents (TotalEnergies...) sur le moyen terme n'ont pas rencontré un énorme succès. Encore moins les contrats à long terme proposés aux industries électro-intensives.

Gare à la précipitation

Le bilan est très mitigé sur le front du nucléaire au Royaume-Uni, où l'électricien français construit deux EPR à Hinkley Point. Il a dû faire une lourde dépréciation d'actifs en 2023 en raison des retards accumulés dans leur construction, entraînant des surcoups de l'ordre de 12 milliards d'euros en cinq ans.

Or, le groupe a un autre projet dans les cartons, Sizewell C, qu'il ne finance néanmoins qu'à 20 %. Ce qui lui a valu, mi-janvier, la mise en garde de la Cour des comptes : « EDF doit s'assurer que tout nouveau projet international soit génératrice de synergies chiffrées et ne ralentisse pas le calendrier du programme EPR2 en France », la priorité des priorités. Gare à la précipitation dans sa décision finale d'investissement, préviennent ses magistrats.

EDF, qui se présente comme « le premier producteur d'électricité décarbonée au monde », a poursuivi ses investissements dans les énergies renouvelables. La filiale Enedis, qui gère le réseau de distribution d'électricité, a poursuivi sa modernisation tout en se renforçant dans deux secteurs : le raccordement des parcs éoliens et solaires au réseau ; le déploiement des connexions permettant l'installation de bornes de recharge de véhicules électriques, dont la puissance atteint 5,1 gigawatts.

Quant au front social, il est resté calme durant ce court mandat. En décembre, M. Rémont a même décroché la signature des quatre organisations représentatives, CGT comprise, sur l'accord salarial pour 2025. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

Le lent démarrage de la filière du recyclage du cuivre en France

Dans le Pas-de-Calais, Suez et Nexans, associés dans l'entreprise Recycâbles, montent en cadence face à la demande en métal rouge

NOYELLES-GODAULT (PAS-DE-CALAIS) - envoyé spécial

Les monticules de câbles électriques entremêlés s'étalent sur plusieurs centaines de mètres, telles des répliques à plus petite échelle des anciens terrils du bassin minier du Pas-de-Calais, encore visibles à l'horizon. A l'intérieur de chaque câble, le précieux or rouge : du cuivre. Depuis 2008, l'entreprise Recycâbles, installée sur l'ancienne friche de Metaleurop, à Noyelles-Godault, a décidé d'investir le marché du recyclage du cuivre dont la demande explose avec la transition énergétique et la décarbonation de l'économie.

Ce joint-venture franco-français, constitué à 64 % du spécialiste des déchets Suez et à 36 % du câblier Nexans, récupère, chaque année, 30 000 tonnes de câbles pour produire 15 000 tonnes de grenailles de cuivre recyclé. La production alimente notamment la fonderie voisine de Nexans, à Lens, dont l'extension est annoncée par l'entreprise pour 2026 dans le but de recycler 80 000 tonnes supplémentaires de cuivre chaque année.

« La demande mondiale de cuivre ne cesse d'augmenter, mais les stocks sont limités et s'annoncent insuffisants. Un déficit structurel est probable dans quelques an-

nées, le recyclage est donc une solution indispensable alors que les prix ne cessent de grimper », explique Xavier Mathieu, vice-président du pôle métallurgie chez Nexans. En vingt-cinq ans, le prix de la tonne de cuivre a été multiplié par cinq, pour flirter aujourd'hui avec les 10 000 dollars (9 200 euros), voire davantage selon les périodes. Et l'Agence internationale de l'énergie anticipe une explosion de la demande mondiale de 40 % d'ici à 2040.

Sécuriser les stocks

L'approvisionnement en métal rouge devient donc hautement stratégique. La Chine domine le marché mondial et investit fortement dans son recyclage, au point que Donald Trump a signé, en février, peu après son arrivée à la Maison Blanche, un décret visant à augmenter les droits de douane sur le cuivre importé et à favoriser le maintien sur le sol américain d'une filière de recyclage. En Europe, le cuivre fait partie des minéraux jugés stratégiques par la Commission européenne, qui invite les Etats membres à sécuriser leurs stocks.

En France aussi, l'enjeu est critique : un rapport du cabinet de conseil Oliver Wyman, publié en novembre 2024, souligne que, sur les 280 000 tonnes de déchets de cuivre recyclable collect-

En vingt-cinq ans, le prix de la tonne de cuivre a été multiplié par cinq, pour flirter aujourd'hui avec les 10 000 dollars

tés en 2019 dans l'Hexagone, 60 % ont été exportées vers des pays voisins, principalement l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne, mais également la Chine. En théorie, un meilleur recyclage sur place pourrait permettre l'autonomie de la France, comparé aux 250 000 tonnes de produits semi-finis en cuivre fabriqués chaque année dans le pays. « Bâtir une filière de recyclage de cuivre en France est une nécessité pour sécuriser l'approvisionnement et garantir la souveraineté de notre industrie », précise Lyonel Rouve, directeur général de Suez chargé du recyclage des métaux.

Une ambition encouragée par l'Agence de la transition écologique qui a lancé, mardi 18 mars, un troisième appel à projets pour le développement de filières de recyclage des métaux et plastiques, doté d'une enveloppe de 35 millions d'euros d'aides issus du Fonds économie circulaire.

Sur le site de Noyelles-Godault, les câbles électriques à recycler arrivent par camions de toute la France. Il s'agit principalement de câbles de télécommunication et de déchets de construction. Cinquante salariés les traitent pour séparer le cuivre des gaines en plastique et d'autres métaux contenus dans les câbles, comme l'aluminium.

Le tri se fait d'abord à la main et à l'œil humains avant de passer sur une chaîne de production automatisée avec cinq broyeurs successifs, qui filtrent les différentes matières et les découpent de plus en plus finement. « En bout de chaîne, on obtient une grenade de cuivre recyclé avec un taux de pureté proche de 100 % », explique Jérôme Jeaneau, directeur général de Recycâbles. Le plastique récupéré, lui, est valorisé en partie pour fabriquer des dallages de sol.

Nexans et Suez font partie des industriels qui ont répondu à l'appel d'offres d'Orange pour récupérer les câbles du réseau historique de l'ancien France Télécom, qui cessera de fonctionner en 2030. Un chantier colossal dont Orange tient à garder secrète la quantité réelle de matière en jeu, mais qui pourrait bouleverser la filière du recyclage de cuivre en France. Le verdict de l'appel d'offres est attendu avant l'été. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Chambres d'agriculture : l'alliance FNSEA-JA n'est plus majoritaire

Le scrutin, achevé le 31 janvier, a permis à la Coordination rurale d'accroître son audience

Un communiqué du ministère de l'agriculture, publié vendredi 21 mars, a officialisé les résultats des élections aux chambres d'agriculture. Enfin, serait-on tenté d'ajouter, tant le silence du ministère fut long. Le vote des agriculteurs, appelés aux urnes tous les six ans, s'est, en effet, achevé le 31 janvier et le dépouillement s'est déroulé département par département les 6 et 7 février. Seuls les communiqués des préfectures étaient depuis accessibles.

Or, en 2019, alors que le calendrier électoral était identique, dès le 19 février, le ministère publiait les résultats consolidés au niveau national. Cette fois, il a fallu attendre que se déroule le Salon de l'agriculture et que le processus du scrutin soit mené à son terme – l'élection du président de Chambres d'agriculture France, l'instance nationale, qui s'est tenue mercredi 19 mars.

Conséquences financières

Le ministère de l'agriculture confirme donc que l'alliance entre la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et les Jeunes Agriculteurs (JA) n'est plus majoritaire au niveau national. Elle obtient 46,7 % des suffrages contre 55,5 % en 2019. Ce recul a surtout profité à la Coordination rurale, qui collecte 29,85 % des votes (21,5 % en 2019). Quant à la Confédération paysanne, qui prône une transition agroécologique de l'agriculture, elle maintient ses positions avec 20,49 % des suffrages (20,04 %

en 2019). Enfin, le Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modef) et les listes indépendantes font un score identique, avec 1,48 % des voix. Le ministère n'a pas donné le taux de participation des agriculteurs, sachant que le nombre d'inscrits était de 403 908.

Alors que le scrutin, les listes de la Coordination rurale arrivaient en tête dans quatorze départements, celles de la Confédération paysanne dans trois tout en conservant Mayotte où les élections ont été reportées d'un an, le Modef décrochait la Guadeloupe et trois listes indépendantes s'imposaient.

Face à ce recul marqué, la FNSEA a tenté de reprendre du terrain lors des élections des présidents des chambres départementales. En effet, les agriculteurs ne sont pas seuls à siéger dans ces chambres : des représentants des salariés, des coopératives, des banques, ou des mutuelles sont désignés pour former le bureau. Avec leur appui, la FNSEA a pu reprendre quatre chambres à la Coordination rurale, rafler toutes les chambres régionales sauf celle de Corse-Gagnée par la Confédération paysanne et diriger l'entité nationale. Soit un total de 84 présidences sur 102.

Mais la décrue des votes des agriculteurs en faveur de l'alliance FNSEA-JA aura des conséquences financières. Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, a chiffré la baisse des subventions annuelles « entre 700 000 et 900 000 euros » pour son syndicat. Avec à la clé, l'annonce d'un « plan d'adaptation ». ■

248 MILLIONS

C'est, en euros, la facture des dégâts engendrés par le passage du cyclone Garance sur l'île de La Réunion le 28 février, selon les premiers bilans publiés vendredi 21 mars par les collectivités locales et les chambres consulaires. Les dommages s'élèvent à 151,6 millions d'euros dans le seul secteur de l'agriculture. Représentant 52,9 % de la surface agricole, la canne à sucre enregistre des pertes estimées à 80 millions d'euros, tandis que les montants sont évalués à 12,2 millions d'euros pour l'élevage. Une étude provisoire chiffre à 72,5 millions d'euros les dépenses nécessaires pour remettre en état le réseau routier. Contacté par l'Agence France-Presse, le Comité des assureurs de La Réunion précise néanmoins que le bilan financier consolidé des dégâts causés par Garance n'est pas encore disponible. – (AFP)

DISTRIBUTION

Casa France demande son placement en redressement judiciaire

Casa France, qui emploie 600 personnes dans ses magasins d'aménagement dans l'Hexagone, a annoncé, vendredi 21 mars, demander son placement en redressement judiciaire. « Casa France a informé son comité social et économique de son intention de se placer sous la protection du tribunal de commerce de Bobigny », indique l'entreprise dans un communiqué. Elle déclare subir ainsi « les conséquences directes de la faillite de la filiale belge du groupe » néerlandais. – (AFP)

INTERNET

La start-up d'IA Perplexity veut racheter TikTok

La start-up d'intelligence artificielle (IA) américaine Perplexity, qui a mis au point un moteur de recherche en ligne renforcé à l'IA générative, a confirmé, vendredi 21 mars, son ambition de racheter TikTok. L'entreprise est en compétition avec plusieurs autres groupes intéressés par la plateforme de la firme chinoise ByteDance, menacée d'interdiction aux Etats-Unis. Selon la chaîne

CNBC, l'offre soumise par Perplexity valoriserait TikTok à au moins 50 milliards de dollars. – (AFP)

MÉDIAS

Jonathan Curiel nouveau patron de RTL

Une petite année à la direction des contenus de France Inter et puis s'en va. Jonathan Curiel est nommé directeur général des radios de M6 (RTL, RTL2 et Fun), a annoncé le groupe, vendredi 21 mars. Il succède à Régis Ravanà, recruté la semaine dernière au poste de directeur général du Groupe RMC BFM qu'il occupait par intérim Nicolas de Tavernost, président de la filiale médias du groupe de Rodolphe Saadé.

CONJONCTURE

Les salaires de base ont augmenté de 2,8 % dans le privé en 2024

Les salaires mensuels de base dans le secteur privé en France ont augmenté de 2,8 % en 2024, soit une hausse du pouvoir d'achat de 1,6 % une fois retranchée l'inflation de 1,2 %, a rapporté, vendredi 21 mars, le ministère du travail. L'indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés a progressé de 2,9 %. – (AFP)

RÉCIT

Deux ans avant le début de la pandémie du Covid-19, et quelques semaines avant que le mouvement des «gilets jaunes» ne démarre et révèle une accélération de l'adhésion d'une partie des Français à des informations frelatées (les fake news), Myriam Revault d'Allonne publiait *La Faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun* (Seuil, 2018). Trois ans plus tard, la philosophe lui adjoint une postface. «Dans la première édition de mon livre, j'avais surtout mis l'accent sur la question des vérités de fait et les remises en question de la rationalité et de la vérité scientifique – les théories créationnistes, la doctrine platiste, le déni du réchauffement climatique, explique-t-elle. La confiance en la science ne me paraissait pas encore vraiment ébranlée. C'est avec la Covid qu'un palier a été franchi.»

Le SARS-CoV-2 n'existe pas. Parce qu'elle affaiblit notre système immunitaire, la 5G est responsable de l'hécatombe qui a fait des millions de morts sur la planète. Le vaccin modifie notre ADN. La vaccination permet l'implantation d'une puce électronique dans notre corps... Quelles théories n'a-t-on pas entendues ou lues à l'occasion de l'événement, certes inouï, auquel l'ensemble de la population mondiale a été confronté? Abreuvés d'informations devant les JT qu'ils suivaient assidûment pendant le premier confinement, mais soumis «à la peur et à l'impuissance, les Français ont cherché des explications à ce qu'ils vivaient», confirme Virginie Spies, sémiologue et analyste des médias, maîtresse de conférences à l'université d'Avignon. Et alors qu'ils étaient isolés, face à leurs ordinateurs, le complotisme a permis à certains de se rejoindre autour de quelque chose, de faire communauté».

«UN ACCÉLÉRATEUR»

Plutôt que de rassurer, les communications gouvernementales et scientifiques, tantôt franchement contradictoires, tantôt contredites par la suite des événements, ont épaisse le brouillard informationnel dans lequel ils baignaient. «On aurait pu faire preuve d'une pédagogie plus efficace, en expliquant que la science progresse de manière discontinue. Qu'elle ne dit pas le vrai mais le cherche, et que l'état du savoir à un moment donné est toujours sujet à révision», reprend Myriam Revault d'Allonne. Au lieu de quoi, la confiance dans les médias et les politiques étant déjà ébranlée, «le Covid a été un accélérateur à fake news et à vision complotiste des choses», résume Antoine Bristielle, professeur agrégé en sciences sociales, chercheur en science politique et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean Jaurès.

Les traitements à la maladie de la désinformation, aux effets très concrets depuis au moins 2016 (victoire du Brexit, première élection de Donald Trump), ne manquaient pourtant pas. Née outre-Atlantique, la pratique du fact-checking a été adoptée dès 2014 par *Le Monde* avec «Les Décodeurs», avant de se répandre dans les rubriques «Infox» (M6), «Factuel» (AFP), «CheckNews» (*Libération*), «Vrai ou faux» (Franceinfo), «Les Observateurs» (France 24), «Les Vérificateurs» (LCI)... D'abord pour vérifier des faits, chiffres ou déclarations de personnalités publiques, puis pour déconstruire des mensonges devenus viraux et développer des explications plus nuancées, décrypter les mécanismes de la propagande étrangère ou encore, plus récemment, apprendre à repérer des images générées par l'intelligence artificielle.



Manifestation contre le passe sanitaire, à Paris, le 4 septembre 2021. STEFANO RELLANDINI/AFP

PLEIN CADRE

Comment le Covid-19 a accéléré la propagation des fake news

La désinformation a pris de l'ampleur pendant la pandémie et depuis l'élection de Donald Trump, fragilisant la confiance déjà ébranlée dans les médias traditionnels et les institutions

cuelle. Sous la pression des médias sociaux, toujours prompts à dénoncer des erreurs ou des biais cognitifs (réels ou supposés) et à jeter le discrédit sur les médias traditionnels, les rédactions ont redoublé de vigilance.

À TF1, décrit Samira El Gadir, à l'origine du fact-checking à l'information du groupe, «une centaine de personnes, dont une vingtaine de documentalistes, ont été formées à l'Osint [la recherche de renseignements en source ouverte] afin de vérifier et valider les images», notamment issues des réseaux, susceptibles d'être utilisées. «A M6, nous avons choisi de spécialiser davantage nos reporters, indique à son tour Stéphane Gendarme, le directeur de l'information. Car plus on connaît un domaine, moins on est susceptible de se faire piéger.» Critique du choix même des chaînes d'aborder certains sujets, Antoine

Bristielle rappelle: «Souvenons-nous de la façon dont le film complotiste Hold-up a été reçu: c'est quand son réalisateur a été invité sur CNews que le nombre de visionnages, jusque-là modeste, a augmenté de manière considérable. Avant d'aborder un sujet, les chaînes d'info devraient se demander s'il est réellement d'intérêt démocratique.»

«INVERSION ACCUSATOIRE»

Chaque année, le baromètre de la confiance dans les médias que publie le quotidien *La Croix*, en collaboration avec Verian (ex-Kantar Public), rappelle que celle-ci ne cesse de diminuer. Le sentiment d'être confronté à de fausses informations continue, lui, d'augmenter chez les Français. Comment pourrait-il en être autrement quand, par exemple, le hoax sur le prétexte genre masculin de Brigitte Macron continue de prospérer? Ou qu'une puissance étrangère est capable de provoquer une réelle inquiétude dans le pays en martelant que la capitale est infestée de punaises de lit?

Tandis que les fact-checkers s'efforcent de vider la mer de la désinformation à la petite cuillère – et que, manifestement, les régulations françaises et européennes ne parviennent pas à endiguer la marée –, une enquête, parue à l'automne, de Guillaume Caline, directeur Enjeux publics et opinion chez Verian, et Laurence Vardaxoglou, directeur d'études dans

la même société, a jeté un froid: une partie des Français se défient désormais... de la lutte contre la désinformation. «Certains vont suspecter un journaliste d'être partisan parce qu'il débunké telle info plutôt qu'une autre», explique Guillaume Caline. D'après ce sondage, «les sympathisants du Rassemblement national (72 %) et de *La France insoumise* (69 %)» se disent particulièrement «d'accord avec l'affirmation selon laquelle «les grands médias ont souvent tendance à qualifier des points de vue ou des informations différents des leurs comme de la désinformation»».

«Il y a une sorte d'inversion accusatoire qui consiste à dire que nous serions des censeurs, dénonce Julien Pain, incarnation du «Vrai ou faux» sur la chaîne de télévision Franceinfo. Ce sont les arguments de Donald Trump et d'Elon Musk!» Le reproche est notamment récurrent dans les médias appartenant à la famille Bolloré: «On ne peut plus rien dire!», y est-il assuré parmi maints propos excessifs – sinon susceptibles de rappels à l'ordre ou à la loi – qui prouvent pourtant le contraire. A les écouter, la liberté d'expression ne consisterait plus à «échanger avec les autres dans un espace public, afin de construire un jugement partagé», comme le rappelle Myriam Revault d'Allonne.

Dans une invraisemblable manipulation des mots, il s'agirait de pouvoir assumer n'importe

état d'une France fragmentée comportent une part de réalité, mais les Français ne se satisfont pas de cette situation.» Les ennemis de la vérité «sont les moins nombreux, mais ils crient fort», ajoute Virginie Spies. Il ne faut pas lâcher devant celle que j'appelle la «minorité hurlante», et éduquer».

TRAVAIL DE TERRAIN

Samira El Gadir n'en pense pas moins. «Le fact-checking est presque devenu une chronique d'éducation aux médias», souligne-t-elle. De son côté, Julien Pain constate avec satisfaction que «lorsqu'ils sont face à une contradiction factuelle, les gens peuvent changer d'avis». Une information étant davantage crue quand elle est partagée entre personnes qui se connaissent, les deux journalistes ajoutent à leur pratique professionnelle un travail de terrain plus minutieux. En milieu scolaire, où elle se rend fréquemment, Samira El Gadir explique «la différence entre une information et un contenu, ou la différence entre un journaliste et un influenceur». Son confrère de l'audiovisuel public passe environ trois heures par semaine sur sa chaîne Twitch (3 000 abonnés), afin d'«impliquer les gens» dans la recherche de l'information.

Sous la pression des médias sociaux, prompts à dénoncer les erreurs, les rédactions ont redoublé de vigilance

quelle assertion (qu'importe son caractère diffamatoire, fantaisiste, insultant, etc.) au prétexte que toutes les opinions se valent. Dès 1961 pourtant, la politologue Hannah Arendt écrivait dans *La Crise de la culture*: «La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat.» Une phrase qui, à force d'être répétée sans provoquer de prise de conscience tangible, passe presque, désormais, pour un poncif.

Aux Etats-Unis, Mark Zuckerberg a supprimé le fact-checking sur les plateformes de Meta (en France, l'accord avec l'AFP vient d'être reconduit pour une année seulement), et Elon Musk, le propriétaire de X, envisage de «corriger» les notes de la communauté (susceptibles de toutes sortes de manipulations). «La recherche de polarisation est le fait d'une minorité, veut pourtant croire Guillaume Caline. Les discours faisant

«Avant d'aborder un sujet, les chaînes d'info devraient se demander s'il est d'intérêt démocratique»

ANTOINE BRISTIELLE
chercheur
en science politique

AUDE DASSONVILLE

Dans les Vosges, le vivant protégé au quotidien

Bruyères-Vallons des Vosges, «capitale française de la biodiversité», multiplie les mesures concrètes

REPORTAGE

DESTORD, PIERREPONT-SUR-LARENTÈLE (VOSGES) - envoyée spéciale

Crapaudrome de Destord, dans les Vosges, 9 h 30. Des élèves en BTS gestion et protection de la nature inspectent les seaux enfouis dans le sol: en ce début du mois de mars, ils sont vides. Les amphibiens qui passent l'hiver dans la forêt voisine ne sont pas encore sortis de leur refuge. Dès que les températures seront plus clémentes, ils le quitteront pour foncer se reproduire dans les étangs situés... de l'autre côté de la route. Pendant des années, nombre d'entre eux sont morts là, écrasés. Désormais, des filets sont installés de chaque côté du bitume: les crapauds, grenouilles ou tritons sont bloqués par ce dispositif, qu'ils suivent jusqu'à tomber dans un seau. Deux fois par jour, de février à avril, des bénévoles viennent faire traverser ceux qui s'y trouvent (201 en 2024).

«Quand on arrive et qu'il y a cinq ou six amphibiens dans le seau, c'est sympa, raconte Julie Houdré, mère de deux filles et bénévole sur le crapaudrome du lieu-dit voisin du Petit Pierrepont. On apprend à voir notre environnement différemment. Il y a un côté émerveillement près de chez nous.»

Ces aménagements sont l'une des multiples initiatives mises en place par la communauté de communes de Bruyères-Vallons des Vosges (CCB2V) en faveur du vivant: cet établissement public, qui regroupe 34 communes et 15 000 habitants, est la «capitale française de la biodiversité». Un titre décerné fin 2024 par l'Office français de la biodiversité, qui organise ce concours national depuis quinze ans. «Ce qui a plu, c'est sans doute qu'avec peu de moyens nous réussissons à avoir un panel d'actions très large qui couvre tous les milieux», explique Odeline Dallongeville, la responsable environnement de la CCB2V. Le prix est une reconnaissance pour les élus, et il a eu un véritable effet papillon: il y a plein de projets et de fêtes autour de la biodiversité qui émergent!»

Pour la remise du trophée, en octobre 2024, une centaine de personnes font le déplacement: des représentants de la chambre d'agriculture, de l'Office national des forêts, des associations ou encore des établissements scolaires.



Odeline Dallongeville (à droite), responsable environnement de la communauté de communes de Bruyères - Vallons des Vosges, devant la mare de Destord, le 7 mars. NICOLAS LEBLANC/ITEM POUR «LE MONDE»

La communauté de communes conseille, accompagne et fédère tous ces acteurs. La mobilisation a démarré autour de projets de restauration de cours d'eau, la Vologne et le Durbion, à partir de 2016.

Des contrats passés avec l'agence de l'eau permettent alors de financer des postes et de commencer des actions. Puis, un appel à projets est lancé pour restaurer des continuités écologiques; des inventaires des zones humides, des mares ou des haies sont réalisés; un atlas de la biodiversité... Peu à peu, une émulation s'est créée entre agents et élus. Les connaissances se sont accumulées, les projets et les partenaires multipliés.

Une «exclusivité mondiale»

12 h 30, cantine du lycée Jean-Lurçat à Bruyères. Au menu, plusieurs options, végétariennes ou non. Les entrées sont en libre-service. Environ 30 % des aliments sont d'origine biologique, et le gaspillage n'est que de 30 grammes par personne et par repas, contre 100 grammes en moyenne à l'échelle nationale. Les steaks

«Quand on fait traverser 400 crapauds, ce sont de petites victoires»

ODELINE DALLONGEVILLE
responsable environnement de la CCB2V

hachés sont fournis par un éleveur local. «Le budget est une contrainte, mais, en faisant attention et en réduisant le gaspillage, on peut acheter davantage de produits bio et de qualité», explique le chef, Thomas Dehaffrengue. On fait une pesée tous les jours et on voit ce qui marche ou pas.»

Le lycée a aussi mis en place une classe de 2^e estampillée «développement durable». Une «exclusivité mondiale», s'amuse Adeline Fayet, l'une des professeures mobilisées autour du projet. Une partie de la cour a été revégétalisée, des hôtels à insectes et des nichoirs à oiseaux installés, les éco-

délégués sont formés à la Fresque de la biodiversité... «Il y a souvent un noyau d'élèves impliqués dans ces actions, ce qui est difficile est d'élargir le cercle», reconnaît Xavier Schnell, professeur de sciences de la vie et de la Terre.

13 h 30, école primaire de Destord. Dans la grande salle verte et jaune, les bureaux ont été poussés le long des murs, et les élèves de CM1-CM2 sont installés en arche-cercle. Milan, le président du «conseil des sonneurs d'alerte», tels que les enfants l'ont baptisé, agite une clochette pour ouvrir la séance. Le maire, Michel Houot (divers droite), a pris place dans l'assemblée, mais aussi Nicolas Richard, éducateur à l'environnement: il vient parler aux enfants de la mare forestière de Destord et du cortège d'espèces qui y vit. Lors de visites de terrain sur cette «aire terrestre éducative» dont ils sont chargés, les élèves vont découvrir «les bêtes qui volent, du sol et de la mare». Parmi celles-ci, le sonneur à ventre jaune, un crapaud à la pupille en forme de cœur, dont l'une des dernières

populations de France se trouve dans le Grand-Est.

La mare de Destord est l'une des deux zones humides créées par la CCB2V pour lutter contre la fragmentation des habitats, qui réduit la résilience des milieux. En cinq mois, quatre espèces d'amphibiens et de nombreux insectes s'y sont installées. La seconde zone humide, guère plus grande qu'une flaque d'eau, est aussi pleine de vie. «Cette mare fait à peine 10 mètres carrés et 80 centimètres de profondeur. Elle n'a coûté que 1000 euros. Cela montre que pour favoriser la biodiversité, il n'y a pas toujours besoin de faire de grands travaux», souligne Adrien Gremillet, chargé de missions environnement.

Un itinéraire de randonnée ludique, ponctué d'énigmes, passe désormais à côté. «Nous sommes un territoire ordinaire, avec des espèces ordinaires: nous n'avons pas de zone Natura 2000, pas de parc national ni de réserve», ajoute Odeline Dallongeville. Mais c'est cette biodiversité ordinaire, la première à souffrir de la sixième extinction, qui fait notre richesse.»

Pour «sortir de l'entre-soi», des animations sont organisées dans la maison de retraite, des chasses au trésor nocturnes sont proposées aux habitants, et des séjours nature aux adolescents. Dans une petite salle attenante à l'office du tourisme de Bruyères, le cadavre de Nicolas Pierron, un «garde-perles» du XVIII^e siècle, est allongé dans son lit; enfermé dans la pièce transformée en cabane de pêche, les participants à l'escape game inventé par l'équipe d'Odeleine Dallongeville doivent retrouver un collier de perles issues de la moule perlière, autrefois présente dans les cours d'eau de la région et classée en danger d'extinction.

«Un travail de longue haleine»

«Pendant les vacances scolaires, ça fonctionne super bien, notamment pour les grands-parents et leurs petits-enfants, assure Claire Bouilly, chargée de la communication de l'office du tourisme. Les gens sont surpris d'apprendre que la duchesse de Lorraine portait un collier de perles issues de moules de la Vologne.»

Quel impact concret ont toutes ces initiatives? Certaines ne fonctionnent pas: les incitations à planter de nouvelles haies et à restaurer les anciennes, par exemple, n'ont pas porté leurs fruits. Avec le monde agricole, les relations sont parfois compliquées, même si elles s'améliorent.

«Pour l'instant, la biodiversité ne se porte pas bien, chez nous comme partout, estime Odeline Dallongeville. Mais quand on fait traverser 400 crapauds, eux s'en sortent vivants. Ce sont de petites victoires qui s'additionnent. Et puis il y a tout ce qui n'est pas visible, les enfants qui vont sensibiliser leurs parents, les communes qui changent de pratiques. C'est un travail de longue haleine.» Déjà, la CCB2V est de plus en plus sollicitée en amont des projets de développement, ce qui permet de désamorcer des conflits, et pour prendre en compte la biodiversité dès l'origine.

A 22 heures, l'éclairage public s'éteint. Après de nombreuses concertations, une charte pour la préservation et la restauration de la trame noire a été signée par 25 des 34 communes de l'établissement public. Elle vise à protéger les espèces nocturnes et à lutter contre la pollution lumineuse. Ce qui permet, aussi, de mieux voir les étoiles. ■

PERRINE MOUTERDE

Grippe aviaire: Robert F. Kennedy Jr propose de laisser circuler le virus

Reprise par la secrétaire d'Etat à l'agriculture américaine, l'idée du ministre de la santé, très risquée, consterne les scientifiques et vétérinaires

Pour mieux combattre le virus, faut-il le laisser circuler? Face à la diffusion à très grande échelle du virus influenza aviaire H5N1 - on parle de grippe aviaire quand il touche l'humain - dans les élevages de volailles aux Etats-Unis, le ministre de la santé américain, Robert F. Kennedy Jr, propose une stratégie provoquant l'inquiétude des scientifiques et des vétérinaires. Au lieu d'abattre les bêtes dans les élevages contaminés, les agriculteurs «devraient peut-être envisager la possibilité de laisser circuler [le virus] dans les troupeaux afin qu'ils puissent identifier les oiseaux et préserver ceux qui sont immunisés», a proposé cet antivax notoire à plusieurs reprises depuis début mars, notamment sur la chaîne conservatrice Fox News.

M. Kennedy n'a pas de compétence en matière d'agriculture, mais il n'est pas le seul à soutenir cette idée dans l'administration Trump. La secrétaire d'Etat à

l'agriculture, Brooke Rollins, a assuré que «certains agriculteurs sont prêts à faire un essai pilote pendant qu'ils construisent le périmètre de sécurité autour d'eux pour voir si c'est possible d'avancer avec l'immunité», a relevé le *New York Times*.

La stratégie consistant à sélectionner des animaux plus résistants génétiquement à certains virus pour lutter contre les épidémies n'est pas nouvelle et a déjà été explorée contre certaines maladies transmissibles, comme la tremblante, une maladie à prions qui touche les ruminants. «Mais l'idée de laisser faire la nature ne marche pas avec ce virus», insiste Jean-Luc Guérin, professeur à l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse et directeur de laboratoire à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). «Les virus influenza aviaires sont tellement évolutifs, du fait des mutations et réassortiments

génétiques, que toute notion de résistance basée sur la sélection est vouée à l'échec», ajoute ce spécialiste des pathologies aviaires.

Quand un virus influenza aviaire touche un élevage de poulets, il décime 90 % à 95 % des animaux. Certes, certains oiseaux vont survivre, mais cela va juste donner une occasion supplémentaire au virus de muter, plus longuement, dans les cellules de ces animaux, augmentant le risque qu'il acquière de nouvelles caractéristiques, notamment plus de virulence ou la capacité de se transmettre à de nouvelles espèces. C'est ce qu'il s'est passé il y a un an, quand le virus est passé des oiseaux aux vaches laitières, contaminant 989 troupeaux bovins dans 17 Etats américains depuis mars 2024.

«Rien ne peut résulter de bon à laisser circuler les virus influenza aviaires, c'est une course impossible entre le virus et le poulet», souligne Jean-Luc Guérin. Depuis

avrill 2024, le virus a été détecté dans 336 élevages commerciaux et 207 élevages de basse-cour aux Etats-Unis, pour un total de plus de 90,9 millions d'oiseaux touchés.

«Il est très inquiétant pour la santé publique globale d'entendre de hauts responsables faire ce genre de déclaration contraire aux données scientifiques accumulées depuis des décennies dans le monde entier», s'alarme M. Guérin.

Passage de la barrière d'espèce
Par ailleurs, miser sur cette stratégie, c'est faire le pari que certaines bêtes sortent du lot génétiquement. «Mais là, on parle d'élevages intensifs, avec des animaux génétiquement quasi identiques, il y a très peu de variabilité entre individus», relève Thierry Lefrançois, vétérinaire au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Le tout dans des temps d'élevage très courts: les poulets élevés pour leur chair vivent six à huit se-

maines, quand les poules pondent, elles peuvent vivre un an et demi à deux ans. Comment espérer capitaliser sur leur résistance?

Au-delà de ces enjeux épidémiologiques, une autre question pose problème: la cravate consistant à laisser mourir les animaux de cette maladie. «L'abattage de masse est quelque chose d'horrible à voir, mais tout est fait pour minimiser l'impact sur le bien-être animal, insiste M. Lefrançois. Tandis que les virus influenza aviaires font énormément souffrir les animaux.» Le virus entraîne une défaillance de tous les organes et des hémorragies, associées à de fortes difficultés à respirer.

Laisser circuler le virus augmente également le risque de contamination de l'environnement par les effluents d'élevage, c'est-à-dire les eaux souillées par des déjections animales et des résidus de lait, ou les épandages. Sans compter les contaminations ponctuelles d'animaux évoluant dans ou à

proximité des fermes, comme les chats. En février, les centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) ont rapporté le cas de deux chats domestiques infectés par le virus H5N9, en contact rapproché avec les humains, relevant le risque de passage de la barrière d'espèce. Aux Etats-Unis, 70 personnes ont été infectées par le virus depuis un an, essentiellement des travailleurs agricoles; une personne en est morte en janvier.

Ce débat parmi les hauts responsables américains intervient au moment où une autre souche d'influenza aviaire a été identifiée, lundi 17 mars, dans un élevage du Mississippi, entraînant l'abattage de 47 654 poulets. Une première aux Etats-Unis depuis 2017. Ce virus H7N9 a entraîné la mort de plus de 600 personnes en Chine en douze ans, où il est connu depuis 2013, sur un total de 1568 infections confirmées, soit une létalité de 38 %. ■

DELPHINE ROUCAUTE



Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill, lors de la conférence de Casablanca, en janvier 1943. AP

LONDRES - correspondante

Peu après les attentats du 11 septembre 2001, l'ambassade du Royaume-Uni à Washington remit à la Maison Blanche un buste de Winston Churchill réalisé par l'artiste Jacob Epstein. Le symbole était clair : dans les moments sombres, les Britanniques se voulaient les alliés les plus fiables des Américains, réitérant leur attachement à leur « relation spéciale ». L'expression est attribuée à Churchill, qui l'aurait utilisée la première fois le 5 mars 1946 : lors d'un discours prononcé à Fulton, dans le Missouri, il avait insisté sur la nécessité, pour les deux Etats, de maintenir l'étroite collaboration militaire élaborée durant la seconde guerre mondiale, afin d'assurer la paix dans le monde.

George W. Bush installa la sculpture de l'homme d'Etat britannique (Churchill se rendait régulièrement à la Maison Blanche au début des années 1940, quand il essayait de convaincre Franklin Delano Roosevelt d'entrer en guerre contre l'Allemagne nazie) dans le bureau Oval. En 2009, elle fut retirée avec l'arrivée de Barack Obama – décision que Boris Johnson, alors maire de Londres, attribua à « l'aversion ancestrale d'un président aux origines kényanes pour l'Empire britannique ». Elle retrouva le bureau Oval en 2017 et jusqu'à la fin du premier mandat de Donald Trump en 2021, disparut de nouveau lors de l'administration Joe Biden (2021-2025), avant de reprendre sa place initiale, en janvier, comme l'avait promis M. Trump au moment de sa seconde victoire électorale. Les médias britanniques ont alors soupiré d'aise, le retour en grâce du buste de Churchill compensant le fait que, contrairement à une tradition bien établie, Keir Starmer n'ait pas été le premier dirigeant occidental à rencontrer le président américain après sa prestation de serment – Emmanuel Macron l'avait devancé de trois jours, le 24 février.

Ces questions de protocole et de buste en bronze, peut-être superficielles à l'aune des bouleversements du monde, illustrent bien l'importance de la relation spéciale aux yeux des Britanniques et leur sentiment d'insécurité dès que celle-ci paraît menacée. Ils la considèrent comme indispensable, une boussole de leur politique étrangère, un fondement

Royaume-Uni La « relation spéciale » à l'épreuve de Trump

Depuis le retour du milliardaire à la Maison Blanche, les rapports entre Washington et Londres connaissent de fortes turbulences. Ukraine, défense... Les Britanniques s'interrogent sur leur allié historique

de leur sécurité. Pourtant, cette relation va mal. Certes, le Royaume-Uni est jusqu'à présent épargné par Donald Trump, qui ne l'a pas menacé, contrairement à l'Union européenne (UE), de droits de douane sur l'ensemble de ses exportations. Le nouveau président américain s'est comparé à Churchill (*« un grand leader »*, a loué le roi Charles III (*« un homme formidable »*). Mais il a entrepris des négociations sur l'Ukraine avec Vladimir Poutine sans consulter ni Kiev, ni Londres, ni aucune autre capitale européenne.

« PERVERSION »
Il a laissé Elon Musk proférer des accusations sans fondement contre le premier ministre travailliste, Keir Starmer, et n'a pas réagi davantage quand son vice-président, J. D. Vance, a offensé l'armée britannique. Sur la chaîne de télévision Fox News, le

LES BRITANNIQUES CONSIDÈRENT LEUR RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS COMME UNE BOUSSOLE DE LEUR POLITIQUE ÉTRANGÈRE

3 mars, ce dernier a moqué *« ces pays quelques-uns »* – la France et le Royaume-Uni – qui proposent d'envoyer des troupes de maintien de la paix en Ukraine.

Une autre démonstration du malaise actuel qui règne entre Britanniques et Américains est cet échange étonnant, le 12 mars, au palais de Westminster, où deux représentants du Parti républicain au Royaume-Uni étaient interrogés par la commission aux relations internationales de la Chambre des lords. L'un des membres de la commission, Nicholas Soames, petit-fils de Winston Churchill, s'est emporté contre la *« perversion »* du parti de Donald Trump, *« qui a l'air de penser sincèrement que Poutine n'est pas l'agresseur »* dans la guerre en Ukraine. Ce conservateur respecté, qui travailla brièvement au Sénat américain dans les années 1970, a jugé *« répugnante »* la *« défenestration »* de Volodymyr

Zelensky, le 28 février, dans le bureau Oval. *« Cette Amérique n'est pas celle que j'ai connue »,* a-t-il conclu.

Une manière classique de définir la relation spéciale est d'insister sur ses aspects culturels. Le lien avec les Etats-Unis, une fédération d'ex-colonies britanniques qui ont gagné leur indépendance en 1783, *« renvoie à la langue anglaise, (...) à la common law, (...) à des systèmes juridiques similaires, à une vision particulière de la liberté »*, énumérait Karen Pierce, ambassadrice britannique sortante aux Etats-Unis, lors d'une audition à la Chambre des lords, le 5 mars. D'autres ont tendance à la relativiser : *« Les Français ont, eux aussi, leur relation spéciale »,* relève Sir John Holmes, ambassadeur britannique à Paris de 2001 à 2006. *« A chaque visite d'Etat [aux Etats-Unis ou en France], ils évoquent le marquis de La Fayette, ils disent qu'ils sont amis*



Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill, lors de la conférence de Casablanca, en janvier 1943. AP

LONDRES - correspondante

Peu après les attentats du 11 septembre 2001, l'ambassade du Royaume-Uni à Washington remit à la Maison Blanche un buste de Winston Churchill réalisé par l'artiste Jacob Epstein. Le symbole était clair : dans les moments sombres, les Britanniques se voulaient les alliés les plus fiables des Américains, réitérant leur attachement à leur « relation spéciale ». L'expression est attribuée à Churchill, qui l'aurait utilisée la première fois le 5 mars 1946 : lors d'un discours prononcé à Fulton, dans le Missouri, il avait insisté sur la nécessité, pour les deux Etats, de maintenir l'étroite collaboration militaire élaborée durant la seconde guerre mondiale, afin d'assurer la paix dans le monde.

George W. Bush installa la sculpture de l'homme d'Etat britannique (Churchill se rendait régulièrement à la Maison Blanche au début des années 1940, quand il essayait de convaincre Franklin Delano Roosevelt d'entrer en guerre contre l'Allemagne nazie) dans le bureau Oval. En 2009, elle fut retirée avec l'arrivée de Barack Obama – décision que Boris Johnson, alors maire de Londres, attribua à « l'aversion ancestrale d'un président aux origines kényanes pour l'Empire britannique ». Elle retrouva le bureau Oval en 2017 et jusqu'à la fin du premier mandat de Donald Trump en 2021, disparut de nouveau lors de l'administration Joe Biden (2021-2025), avant de reprendre sa place initiale, en janvier, comme l'avait promis M. Trump au moment de sa seconde victoire électorale. Les médias britanniques ont alors soupiré d'aise, le retour en grâce du buste de Churchill compensant le fait que, contrairement à une tradition bien établie, Keir Starmer n'ait pas été le premier dirigeant occidental à rencontrer le président américain après sa prestation de serment – Emmanuel Macron l'avait devancé de trois jours, le 24 février.

Ces questions de protocole et de buste en bronze, peut-être superficielles à l'aune des bouleversements du monde, illustrent bien l'importance de la relation spéciale aux yeux des Britanniques et leur sentiment d'insécurité dès que celle-ci paraît menacée. Ils la considèrent comme indispensable, une boussole de leur politique étrangère, un fondement

Royaume-Uni La « relation spéciale » à l'épreuve de Trump

Depuis le retour du milliardaire à la Maison Blanche, les rapports entre Washington et Londres connaissent de fortes turbulences. Ukraine, défense... Les Britanniques s'interrogent sur leur allié historique

de leur sécurité. Pourtant, cette relation va mal. Certes, le Royaume-Uni est jusqu'à présent épargné par Donald Trump, qui ne l'a pas menacé, contrairement à l'Union européenne (UE), de droits de douane sur l'ensemble de ses exportations. Le nouveau président américain s'est comparé à Churchill (*« un grand leader »*, a loué le roi Charles III (*« un homme formidable »*). Mais il a entrepris des négociations sur l'Ukraine avec Vladimir Poutine sans consulter ni Kiev, ni Londres, ni aucune autre capitale européenne.

« PERVERSION »
Il a laissé Elon Musk proférer des accusations sans fondement contre le premier ministre travailliste, Keir Starmer, et n'a pas réagi davantage quand son vice-président, J. D. Vance, a offensé l'armée britannique. Sur la chaîne de télévision Fox News, le

LES BRITANNIQUES CONSIDÈRENT LEUR RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS COMME UNE BOUSSOLE DE LEUR POLITIQUE ÉTRANGÈRE

3 mars, ce dernier a moqué *« ces pays quelques-uns »* – la France et le Royaume-Uni – qui proposent d'envoyer des troupes de maintien de la paix en Ukraine.

Une autre démonstration du malaise actuel qui règne entre Britanniques et Américains est cet échange étonnant, le 12 mars, au palais de Westminster, où deux représentants du Parti républicain au Royaume-Uni étaient interrogés par la commission aux relations internationales de la Chambre des lords. L'un des membres de la commission, Nicholas Soames, petit-fils de Winston Churchill, s'est emporté contre la *« perversion »* du parti de Donald Trump, *« qui a l'air de penser sincèrement que Poutine n'est pas l'agresseur »* dans la guerre en Ukraine. Ce conservateur respecté, qui travailla brièvement au Sénat américain dans les années 1970, a jugé *« répugnante »* la *« défenestration »* de Volodymyr

Zelensky, le 28 février, dans le bureau Oval. *« Cette Amérique n'est pas celle que j'ai connue »,* a-t-il conclu.

Une manière classique de définir la relation spéciale est d'insister sur ses aspects culturels. Le lien avec les Etats-Unis, une fédération d'ex-colonies britanniques qui ont gagné leur indépendance en 1783, *« renvoie à la langue anglaise, (...) à la common law, (...) à des systèmes juridiques similaires, à une vision particulière de la liberté »*, énumérait Karen Pierce, ambassadrice britannique sortante aux Etats-Unis, lors d'une audition à la Chambre des lords, le 5 mars. D'autres ont tendance à la relativiser : *« Les Français ont, eux aussi, leur relation spéciale »,* relève Sir John Holmes, ambassadeur britannique à Paris de 2001 à 2006. *« A chaque visite d'Etat [aux Etats-Unis ou en France], ils évoquent le marquis de La Fayette, ils disent qu'ils sont amis*

Timothy Garton Ash « Les Européens sont face à un triple choc »

Dans le nouveau rapport de force international, l'historien britannique plaide pour la construction d'une « Europe puissance », capable de peser au sein de l'OTAN

ENTRETIEN

Timothy Garton Ash est essayiste et historien britannique, professeur d'études européennes à l'université d'Oxford (Royaume-Uni). Son dernier ouvrage, *Europes. Une histoire personnelle* (Stock, 617 pages, 26 euros), qui retrace l'histoire du continent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, vient d'être publié en français.

Comment décrire la période actuelle ?

Une nouvelle période s'est ouverte, le 24 février 2022, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En matière d'histoire, les commencements sont aussi importants que dans les histoires d'amour. Dans les cinq années qui suivent la seconde guerre mondiale, toutes les institutions internationales dont nous disposons aujourd'hui ont été créées. Dans les cinq ans suivant la chute du mur de Berlin, les orientations relatives à l'après-guerre froide ont été prises. Nous entrons actuellement dans la quatrième année d'une nouvelle ère, et la direction que nous allons prendre reste très peu claire.

Pour les Européens, cette période se caractérise par un triple choc. Un choc Poutine, d'abord, avec le retour à une guerre interétatique majeure en Europe et la prise de conscience d'une Russie revancharde. Vladimir Poutine est prêt à tout pour restaurer l'empire russe, y compris à reprendre la Crimée en 2014, comme il l'avait annoncé dès 1994, quand il était maire adjoint de Saint-Pétersbourg. Il est sur le point d'atteindre nombre de ses objectifs de guerre en Ukraine, grâce à Donald Trump.

Le deuxième choc, c'est la découverte que nous, Européens, sommes entrés dans un univers post-occidental : la Chine, l'Inde, la Turquie, le Brésil ou l'Afrique du Sud se réjouissent de faire des affaires avec la Russie dans un monde de transactions entre puissances. Malgré les sanctions occidentales sans précédent prises depuis trois ans contre l'économie russe, celle-ci connaît une croissance supérieure à la nôtre, car les pays non occidentaux disposent de la capacité et d'argent pour nous contourner.

Depuis le 20 janvier, les Européens sont de surcroît confrontés au choc Trump, celui de la confirmation du désengagement américain en Europe, au profit d'un repli intérieur ou d'un pivot vers l'Asie. Nous connaissons déjà cette tendance, mais la personnalité de Trump amplifie ce phénomène. Le président américain est prêt à liquider l'Ukraine, à basculer du côté russe, à devenir une puissance transactionnelle, plutôt qu'à défendre l'ordre libéral. Pour les Européens, la question est de savoir comment répondre à ce triple choc.

Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Il faudrait bâtir l'Europe puissance. Elle est déjà une grande puissance non hégémonique en matière d'économie et de régulation. Pour la première fois, je suis prudemment optimiste, car, ces dernières semaines, nos dirigeants ont exprimé un sens de l'urgence. Cela se traduira-t-il par des actions concrètes ? Un problème fondamental est que nous avons besoin de politiques euro-

pénnes, mais que nos démocraties restent nationales. Cette contradiction complique les décisions, à l'heure où les pays européens doivent investir des milliards d'euros pour leur défense et la modernisation de leurs économies.

Les Etats-Unis de Donald Trump sont-ils devenus un adversaire de l'Europe ?

Donald Trump est certainement un adversaire de l'Europe. C'est évident sur le plan géopolitique – comme on le voit face à la Russie au sujet de l'Ukraine –, et sur le plan économique avec les menaces d'augmentation des droits de douane. Sur le plan idéologique, J. D. Vance a prononcé, ni plus ni moins, un discours électoral en faveur de l'AfD [le parti allemand d'extrême droite], lors de la Conférence sur la sécurité, à Munich, en Allemagne. Le prochain discours de ce type pourrait avoir lieu en France, en faveur de Marine Le Pen. Il s'agit d'un triple assaut contre l'Union européenne [UE]. Cela dit, je ne dirais pas encore que les Etats-Unis sont devenus un adversaire de l'Europe, car plus de la moitié des Américains sont sous le choc de ce que fait Trump. C'est une révolution qui, comme chaque révolution, va commencer par générer du chaos aux Etats-Unis mêmes, voire à dévorer ses enfants.

Dans ces conditions, est-il possible de rester atlantiste ?

L'hostilité est là, mais l'Alliance demeure. Il est nécessaire de faire la distinction entre Trump et les Etats-Unis, car la réalité est que l'Europe ne pourra pas se défendre seule de sitôt. Sa défense repose encore, objectivement, sur l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord]. C'est pourquoi il faut défendre un « churchillo-gaullisme ». Cela signifie d'abord que, si nous voulons la paix, nous devons préparer la guerre. Ensuite, que nous devons bâtir une Europe plus forte pour nous défendre, tout en maintenant nos liens avec les Etats-Unis. Il nous faut faire la synthèse entre l'approche gaulliste classique et l'approche atlantiste.

Il s'agit de partir de la base dont nous disposons, c'est-à-dire de l'OTAN dominée par les Etats-Unis, pour aller aussi vite que possible vers une Europe capable de se défendre elle-même. Cela doit passer par l'euroeuropéanisation de l'Alliance atlantique, ainsi que par une défense propre à l'Union européenne, et par des coalitions d'Etats volontaires, comme celle que Keir Starmer et Emmanuel Macron cherchent à mettre en place pour l'Ukraine.

Que signifie l'euroeuropéanisation de l'OTAN ?

Cela veut dire une OTAN dans laquelle les Européens auraient un rôle accru et où la contribution américaine serait réduite. Il faudra des années pour que la force de réaction de l'Alliance, destinée à renforcer la protection de notre frontière orientale, devienne une opération essentiellement européenne en matière de chaîne de commandement, de renseignement, de satellites, de capacités aériennes, de transport lourd... Cela nécessite un chantier énorme.

Trump affaiblit pourtant la crédibilité de l'Alliance et de son article 5 d'assistance mutuelle...

Affiche de Wolfgang Tillmans inspirant d'une campagne de 2016 où il défendait le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Il avait mis une série à disposition du public pour une diffusion libre. En réaction au retour de Donald Trump à la Maison Blanche, il a republié cette affiche, le 16 février, en nommant plusieurs leaders d'extrême droite.

WOLFGANG TILLMANS

Né en Allemagne en 1968, Wolfgang Tillmans a étudié à Bournemouth and Poole College of Art and Design, au Royaume-Uni. Il vit entre Berlin et Londres. Figure majeure de l'art contemporain, ce photographe plasticien a imaginé de nouvelles façons de faire des images, explorant la profonde transformation des médias et supports d'information de notre époque. Premier photographe à recevoir le prix Turner, il a carte blanche, à partir du 13 juin, au Centre Pompidou, avant sa fermeture en septembre 2025.

If people like
Vladimir Putin,
Donald Trump,
Marine LePen,
Geert Wilders
and Nigel Farage
want to
break the EU

Right wing Nationalism
is on the rise and begins
to threaten the pillars of
our democracy and of
our social values. Times
have changed - let's not
forget to adapt and to
start speaking out loudly
for what we believe in.

Protect the European
Union.

where
does that
put you?

Cette crédibilité doit être renforcée autant que possible. C'est pourquoi nous devons avoir une discussion sur la dissuasion nucléaire française et britannique.

Qui aurait pensé, il y a quelques mois, que le premier ministre polonais, Donald Tusk, et le prochain chancelier allemand, Friedrich Merz, parleraient publiquement de la nécessité pour eux de disposer d'un parapluie nucléaire franco-britannique ? La dissuasion britannique est, en principe, déjà dédiée à la défense de l'ensemble du territoire de l'OTAN. Elle est indépendante sur le plan opérationnel : le premier ministre britannique décide seul de l'activer, sans veto possible côté américain. Son problème est que la production des missiles demeure aux Etats-Unis.

Le gouvernement britannique reste très discret sur la question nucléaire. Est-il partant ?

Il est discret mais prêt à engager cette conversation. Pour moi qui ai toujours pensé que le Brexit était une tragédie, voir les autorités britanniques en première ligne pour la défense et la sécurité de l'Europe est quelque chose de très fort. Néanmoins, une certaine incohérence dans les intentions du gouvernement peut poser problème. Le Royaume-Uni veut être aux avant-postes européens en matière de sécurité, mais continue d'être tenté par sa « relation spéciale » avec les Etats-Unis sur le plan économique et technologique. Il est comme une personne écartelée entre deux planches sur une mer déchainée, et il va devoir faire un choix stratégique.

Pour l'encourager, ses partenaires européens doivent aussi faire preuve de cohérence. Or, ils considèrent le Royaume-Uni européen quand il s'agit de déployer des soldats en Ukraine dans la perspective d'un éventuel cessez-le-feu. Mais ils ne le jugent plus européen dès lors qu'il s'agit de soutenir par des fonds de l'UE l'acquisition d'équipements militaires produits sur le continent. Pour être sérieuse, la défense européenne doit intégrer le Royaume-Uni dans ses programmes.

Le rapprochement franco-britannique est-il assez fort pour porter le sursaut européen en matière de défense ?

Il est nécessaire mais pas suffisant. Deux autres partenaires sont essentiels : l'Allemagne et la Pologne. Le prochain chancelier allemand parle d'un groupe de contact entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Pologne. C'est exactement ce qu'il faut. L'Europe a avancé grâce à la combinaison de dirigeants forts à la tête des institutions – ce que nous avons avec Ursula von der Leyen – et d'une coalition stratégique d'Etats membres. La principale difficulté est de savoir où

et comment mener cette discussion. Chaque Etat dispose de sa propre défense, avec sa stratégie nationale de sécurité – ce qui complique la situation. Quant à l'OTAN, elle est dirigée par les Etats-Unis. Le grand défi est de savoir comment rapprocher tout cela, pour réduire cette fragmentation.

Le réarmement de l'Europe est-il une bonne nouvelle, compte tenu des partis d'extrême droite qui progressent ou sont aux portes du pouvoir, en Allemagne, en Pologne et en France ?

Oui et non. Après trente ans qui furent comme une « parenthèse de l'histoire », on ne peut pas se réjouir d'avoir à dépenser beaucoup plus pour la défense. Mais cela est nécessaire, même si je n'aurais jamais pensé que l'on se féliciterait un jour de voir l'Allemagne produire des chars plutôt que des voitures. Le plus grand danger n'est pas de voir des partis d'extrême droite gouverner des pays voisins bien armés, mais que le nécessaire ne soit pas fait pour augmenter les dépenses militaires parce que nos sociétés sont habituées à des niveaux de dépenses sociales élevés. C'est pourquoi il faut confisquer les avoirs russes gelés, mais aussi décider d'un nouvel emprunt européen, pour financer ce dont nous avons besoin. Cela constituera une sorte de stimulus keynésien pour nos économies qui, combiné à la rationalisation et à la consolidation de nos industries de défense, encouragera l'innovation. Sans cela, je ne pense pas que nos électeurs soient en mesure de supporter le fardeau.

Jusqu'à présent, Donald Trump a-t-il réussi à unir les Européens ou plutôt à les diviser ?

À ce stade, je dirais plutôt qu'il a réussi à les unir, à l'exception de Viktor Orban en Hongrie, de Robert Fico en Slovaquie, de l'AfD en Allemagne et du parti Droit et justice [PiS] en Pologne. Quant à [la présidente du conseil italien] Giorgia Meloni, elle est face à un dilemme proche de celui du Royaume-Uni. Elle veut être des deux côtés à la fois, l'Europe et les Etats-Unis.

L'autre problème – on l'a vu avec le discours de Vance à Munich – est que l'administration Trump essaie de mobiliser cette autre Europe, les partis populistes, nationalistes, anti-européens. J. D. Vance et Elon Musk sont plus idéologiques que Trump, qui est à la fois transactionnel et inconsistant. Pour Washington, il s'agit bien sûr de défendre des intérêts économiques, mais cela va au-delà et traduit une guerre culturelle qui s'observe aux Etats-Unis, mais aussi au sein de l'Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE LE BARS
ET PHILIPPE RICARD



Timothy Garton Ash, en 2019.
OLAF KOSINSKY

PORTRAIT

Valère Novarina entre dans son atelier, et c'est comme s'il n'était pas seul. Entrent avec lui Raymond de la matière ou le Tisseur de zig-zag, l'Homme de Miam ou le Rongeur de son propre refrain, Jeanjean Strophique ou Jambique de la Nièvre, l'Enfant pariétal, l'Ecrituriste ou les Possessionnathes – autant de figures dont on ne livre ici qu'un échantillon minuscule. Voilà plus de soixante ans, déjà, qu'il agite dans tous les sens les particules élémentaires du langage, inventant, tel un botaniste fou, une jungle foisonnante, hybridant et réhydratant les espèces et les sous-espèces pour créer des spécimens uniques, en une prolifération rhizomatique sans fin.

Cet enfant de Rabelais et des mystiques chrétiens est l'inventeur d'un «drame du langage» unique, au fil d'une cinquantaine de pièces et d'ouvrages théoriques, pour la plupart publiés chez P.O.L. Ses pièces, que les traducteurs adorent pour l'exercice acrobatique que suppose leur transposition dans une autre langue, sont jouées partout à travers la planète, et ses écrits théoriques étudiés dans les universités du monde entier.

Mais c'est une autre actualité qui le remet aujourd'hui dans la lumière, à 82 ans. A la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts (Aisne), il fait l'objet d'une exposition, «Traces d'écriture, peintures, renversement», qui, de manière surprenante, présente surtout ses œuvres picturales – il est également peintre. Aux éditions HDiffusion paraît un plantureux *Dictionnaire Novarina*, sous la direction de Céline Hersant et Fabrice Thumerel. De «A» comme «Accessoires» à «Z» comme «Zébrage», en passant par «B» comme «Babel», «C» comme «Caillou», «R» comme «Rire» (car, oui, Novarina, c'est drôle) ou «T» comme «Tango», l'abécédaire musarde de manière savante ou très personnelle sur le territoire novarinien.

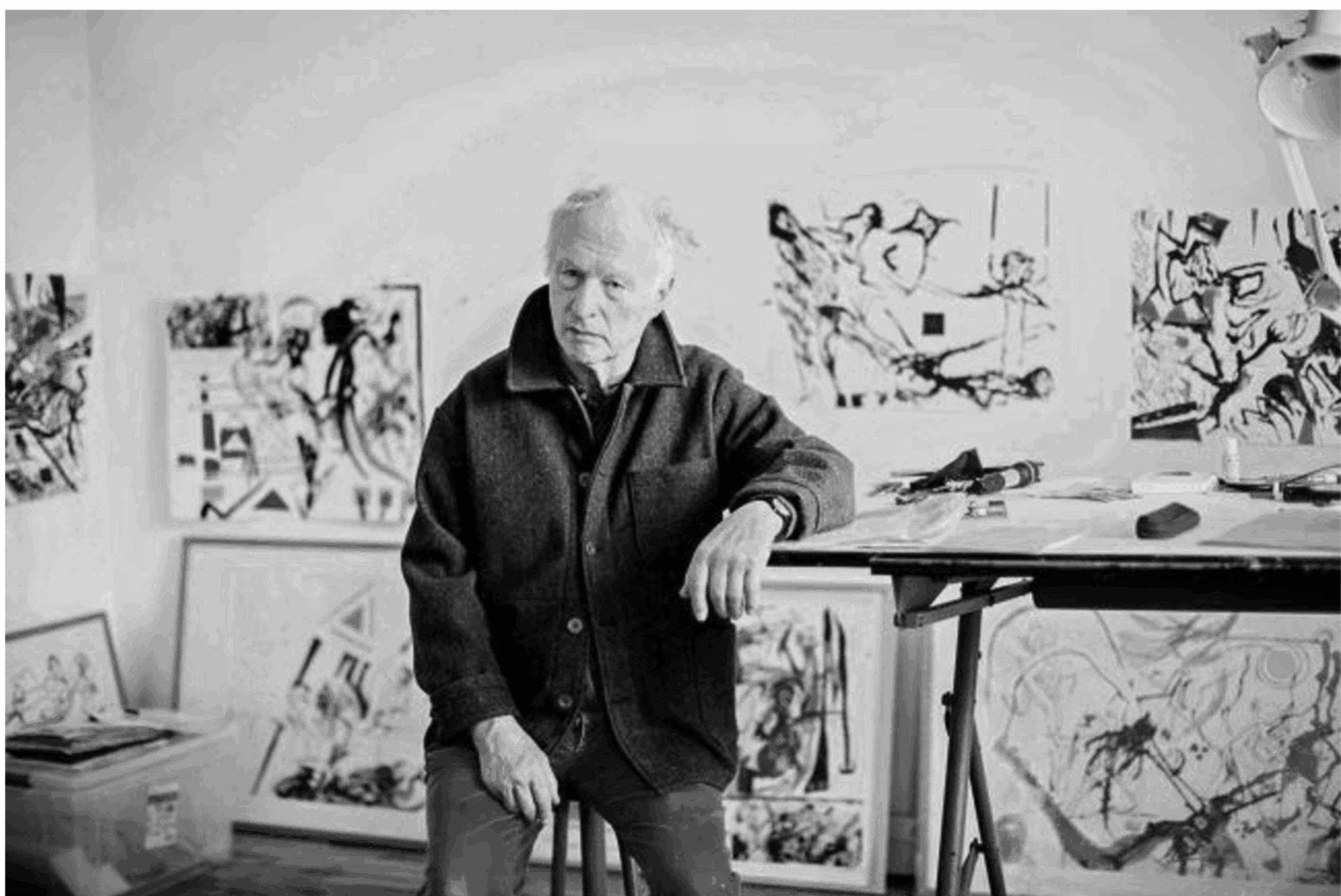
Passion néologique

«Il est fou, ce Novarina, bien sûr. Mais avec méthode», notait malicieusement Philippe Sollers dans une préface au *Drame de la vie* (P.O.L, 1984). A l'image de ses avalanches langagières, l'auteur-metteur en scène-peintre semble avoir eu mille vies, nourrissant sa passion néologique, comme s'il avait tenu à appliquer le programme de novation contenu dans son nom de famille. Il a élevé des chèvres et même un cochon nommé Nixon, randonné dans les Alpes avec le philosophe Clément Rosset, assisté clandestinement à des présentations de malades par Jacques Lacan, étudié Artaud et correspondu avec Beckett, noué des amitiés avec Roger Blin ou Jean Dubuffet.

Il a, surtout, été au cœur d'une constellation artistico-familiale peu commune. Sa mère, Manon Trollet, comédienne, avait donné la réplique aux frères Pitoëff à Genève. Son père, Maurice, architecte, avait fréquenté l'avant-garde artistique parisienne au tournant des années 1920 et 1930, avant de se fixer à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie). Son oncle, Gilbert Trollet, était poète. Sa tante, Madeleine Novarina, peintre, amie de Victor Brauner et épouse de Sarane Alexandrian, fut l'une des figures féminines du surréalisme.

«Un spectateur m'a lancé : «Ce n'est pas cette scatalogie névrotique qui tirera le théâtre de l'ornière»

VALÈRE NOVARINA



Valère Novarina, chez lui, à Paris, le 1^{er} mars. RICHARD PAK POUR «LE MONDE»

Le furieux tango avec la langue de Valère Novarina

L'auteur, metteur en scène et peintre franco-suisse, amoureux des embardées langagières, présente ses œuvres à la Cité de la langue française de Villers-Cotterêts, et publie un dictionnaire très personnel

Les traducteurs adorent ses pièces pour l'exercice acrobatique que suppose leur transposition

point A à un point B, ou de délivrer un message, mais bien de toucher intimement chacun. Le langage doit être comme des flèches qui attaquent ou libèrent : il évide, ouvre en profondeur, fait apparaître de l'homme, à travers l'acteur qui est au travail dans la figure humaine, comme un peintre.»

Cela n'a pas toujours été sans mal. Valère Novarina a mis du temps à s'imposer, au fil des années 1970 où ses textes commencent à être mis en scène par d'autres que lui. Avant que la reconnaissance n'arrive, en 1986, avec l'invitation au Festival d'Avignon. Novarina présente *Le Drame de la vie* au théâtre municipal, et ce fut «un petit «Hernani», se souvient-il. Les acteurs étaient à la fois hués et applaudis. Un spectateur m'a lancé : «Ce n'est pas cette scatalogie névrotique qui tirera le théâtre français de l'ornière.» Valère Novarina en rit encore, toujours gourmand d'une saillie langagièrue bien troussée, même à ses dépens. Il s'est d'ailleurs fait un plaisir de reprendre la formule dans sa dernière pièce, *Les Personnages de la pensée*, en 2023.

Devenu metteur en scène de lui-même, il s'est imposé pour ce qu'il était, un poète-dramaturge aussi singulier que majeur, en étant programmé sur les scènes

les plus prestigieuses, de la Colline à l'Odéon, en passant par la Comédie-Française, où il entre au répertoire en 2006 avec *L'Espace furieux*. Et Avignon de nouveau, où il a les honneurs de la Cour d'honneur du Palais des papes en 2007 avec *L'Acte inconnu*.

Goût du comique

Rien de solennel ou de pompeux pourtant dans ces scènes et ces cérémonies de possession langagièrue réjouissantes. Valère Novarina déploie le drame du langage dans l'espace avec un furieux goût du comique et des arts forains. «Mon père me répétait que le noble art, c'était le cirque, s'amuse-t-il. Quand il faisait ses études d'architecture à Paris, au début des années 1920, il croisait, au cirque Reverdy, Max Jacob, André Breton... Quant à moi, j'ai adoré les clowns catalans Toto [Manolo Vallès] et sa femme, Rose-Marie Risto, vus une première fois à l'âge de 9 ans, et que je suis souvent allé revoir après.»

Valère Novarina croit en «la force et les bienfaits du comique», au point d'avoir écrit, en 1986, un petit texte culte, *Pour Louis de Funès* (Actes Sud, 1986). «Je ne pense pas que le comique soit satanique, comme le disait Baudelaire, mais plutôt baptismal : il est comme une douche qui lave de tout et régenère. J'essaie de rire au moins un quart d'heure par jour, et, en ce moment, ce n'est pas facile. Pour l'acteur, c'est un art de haut vol : de Funès était d'une rigueur incroyable, comme un grand violoniste.»

Le passage à la peinture, lui, s'est fait, à l'en croire, presque malgré lui. «C'était en 1974. Je tentais d'écrire le dernier acte du Drame dans la langue française, seul au chalet avec l'encre et des feuilles. Et là, rien : aphasic totale. Alors je

me suis mis à dessiner sans arrêt pendant des jours. A partir de là, j'ai fait régulièrement des «crises de dessin» [dont certaines publiques]. Je crois que c'était pour regagner une forme de rapidité, de jailissement. Avec le texte, on se retrouve vite englué dans une forme de solennité. Le dessin, la peinture, c'est renouer avec le plaisir du geste, de la main.» A partir de là, Novarina a peint les grandes toiles de ses décors, dont certaines figurent dans l'exposition de Villers-Cotterêts. L'une d'elles, intitulée *Figures pauvres*, résume tout : de la bouche de ces figures sort un fil rouge sang, traversant un espace rempli de bleu.

«L'œuvre abondante de Novarina a un caractère orgiaque. Elle se déploie dans une frénésie onomatopéique, phonétique, lexicale et grammaticale et nous ouvre à un univers qui est celui du jeu, de la jouissance, de la jubilation», écrivent les auteurs du dictionnaire. Et en cela elle est plus politique qu'il n'y paraît. «On voit bien, en ce moment, combien ces questions de langage sont fondamentales, relève Valère Novarina. Génocide ou pas génocide ? Crime de guerre ? Il y a un malaise dans la langue, à l'heure actuelle. L'humanité est régulièrement atteinte de maladies du langage, révélant une réalité inquiétante. Là, on est vraiment dans le monde des clowns noirs...»

Valère Novarina offre un remède, un viatique, au fil de phrases comme celles-ci, glanées presque au hasard dans *L'Animal imaginaire* (P.O.L, 2019) : «L'association Lassitude d'être soi ouvrira demain son cent trente-huitième Symposium sur la Délation, la Procrastination, la Repentance, la Résilience, l'Acédie, le Déni, le Renoncement, le Remords, le Repentir, et l'Inréparabilité.» A chaque incursion gargantuesque dans le langage, le poète-dramaturge ouvre un espace : celui du souffle, du rire, de la pensée, de l'invention infinie. Avec lui, la langue respire, et nous avec. ■

FABIENNE DARGE

«Traces d'écriture, peintures, renversement. Valère Novarina envahit la Cité.»

Cité internationale de la langue française, Villers-Cotterêts (Aisne). Jusqu'au 27 avril. Cite-langue-francaise.fr. *Dictionnaire Novarina*, dirigé par Céline Hersant et Fabrice Thumerel, HDiffusion, 416 p., 35 €.

La collection Hersant, le repaire des surréalistes

La Fondation Beyeler, en Suisse, expose les acquisitions de l'un des grands collectionneurs du mouvement

EXPOSITION RIEHEN (SUISSE)

L'Ange du foyer, toile de Max Ernst de 1937, dont le sous-titre est *Le Triomphe du surréalisme*, est désormais l'un des emblèmes de ce mouvement. A juste titre : la toile est onirique, politique et symbolique, comme le surréalisme lui-même. Aussi avait-elle été choisie pour l'affiche de l'exposition du centenaire du groupe au Centre Pompidou, à Paris, en 2024. Ainsi est-elle en couverture du catalogue de celle qui occupe la moitié de la Fondation Beyeler, à Riehen (Suisse), quoique celle-ci se nomme « La Clef des songes », d'après le titre du tableau de René Magritte de 1930, qui n'est que légèrement moins connu que *L'Ange du foyer*.

Mais ce qui n'était su jusqu'à présent que d'un petit nombre de spécialistes, c'est le fait que les deux œuvres aient appartenu à l'un des plus grands collectionneurs du surréalisme – qui était aussi l'un des plus discrets. Il se nommait Claude Hersant, né à São Paulo (Brésil) en 1904 et mort en Suisse en 1993. Après sa disparition, sa veuve, puis désormais leur fille ont conservé presque la totalité de l'ensemble qu'il avait constitué. Encore faut-il savoir que ce qui en est montré aujourd'hui n'en est qu'une anthologie, tant reste importante la collection, même après avoir été amputée d'une partie quand Hersant divora une première épouse et après avoir subi des vols durant l'Occupation à Paris, quand il fut contraint de se réfugier à New York.

La passion de l'art

L'histoire d'Hersant est d'abord celle d'une famille juive alsacienne qui émigre au Brésil au XIX^e siècle. Ils se nomment Herz, qui deviendra Hersent, puis Hersant. Le père est médecin. Le fils, comme il est alors d'usage dans la bourgeoisie sud-américaine, est envoyé à Paris faire des études de droit en 1921. Elles lui ont permis de devenir banquier, position utile pour qui a la passion de l'art. Or, chez le jeune homme, celle-ci se manifeste très tôt et de façon

«Edipus Rex»
(1922),
de Max Ernst.
PETER SCHALCHLI/
COLLECTION
HERSANT/2025
PROLITERIS, ZURICH



surprenante. Alors qu'il est arrivé depuis peu à Paris, il se rend à l'ouverture de l'exposition d'un jeune inconnu, Max Ernst (1891-1976), qui est entouré de jeunes poètes alors dadaïstes, André Breton et Paul Eluard, entre autres.

Pourquoi y va-t-il ? On ne le sait pas avec certitude. Peut-être parce que la sœur de l'un de ses camarades du lycée Janson-de-Sailly flirte alors avec l'un de ces poètes – on ne sait pas lequel. Ou serait-ce sur le conseil de l'une de ses cousines ? Elle se nomme Simone Kahn – et épouse André Breton le 15 septembre de cette année-là. Se sont-ils tous retrouvés devant les Ernst ? Autre question sans réponse. Mais la plus intéressante,

vouée à demeurer elle aussi sans réponse, est celle-ci : qu'est ce qui pousse, ce jour-là, l'étudiant brésilien à acheter *Cage et oiseau* (vers 1920), petite huile sur carton qui représente de façon schématique un oiseau derrière des barreaux blancs ? Max Ernst a placé le Carré de toile sur un grillage de plus grande dimension, attaché à un cadre de simples baguettes, ce qui accentue l'idée d'enfermement. En 1921, la quasi-totalité de la critique et des amateurs n'attache aucun intérêt à un tel bricolage. Mais le jeune homme, lui, le comprend aussitôt. Aujourd'hui, l'œuvre est accrochée à l'entrée de l'exposition et on la regarde comme une relique.

Cette gloire est d'autant plus justifiée que Max Ernst devient bientôt l'ami et l'artiste préféré de Claude Hersant qui, méthodique et constant, réussit à réunir plusieurs de ses œuvres majeures. *L'Ange du foyer*, évidemment ; mais aussi *Edipus Rex* (1922), où le mythe freudien est traité avec une extrême liberté ; *La Ville entière* (1936-1937), vision d'une ruine monumentale abandonnée à la végétation qui, avant Hersant, a appartenu au poète Joë Bousquet ; *Nuit rhénane* (1944), autre ruine, nocturne cette fois, peuplée de bêtes maléfiques, ce qui, à la date de sa création, ne peut que se comprendre comme une allégorie de l'Allemagne ; et, plus

que toutes, *Une nuit d'amour* (1927), indescriptible entrelacement de corps animaux et humains – l'une des rares toiles qui, sur ce sujet, se mesure à celles de Picasso. A quoi s'ajoutent des œuvres de moindre format, mais non moins admirables d'invention et de légèreté.

Les accompagnent les compositions ésotériques de Victor Brauner (1903-1966), parsemées de signes hermétiques et d'animaux héraldiques, et les fantaisies logiques de René Magritte (1898-1967), où le vrai et le faux ne cessent d'échanger leurs rôles. Toyen, Yves Tanguy, Man Ray, Salvador Dalí, Joan Miró, Oscar Dominguez et Roberto Matta sont

Max Ernst devient l'ami et l'artiste préféré de Claude Hersant, qui réussit à réunir plusieurs de ses œuvres majeures

aussi de la partie, chacun avec une œuvre bien choisie. Moins attendue et d'autant plus précieuse est la suite de trois tableaux de Dorothea Tanning, dont *Intérieur* (1953), qui pourrait lui aussi tenir le rôle d'emblème du surréalisme : une jeune fille s'efforce, en hurlant d'effroi, de fermer la porte à un monstre tripode enveloppé d'étoffes qui l'aveuglent. Un second, de style batracien, essaie aussi d'entrer. Cette petite toile saturée d'effroi est encadrée de deux autres aussi douloureuses. Combien de temps attendra-t-on encore la rétrospective qui est due à Tanning en France ?

L'addiction surréaliste n'était pas la seule à laquelle Claude Hersant succombait régulièrement. Il était aussi possédé par le culte de Balthus (1908-2001) et celui de Jean Dubuffet (1901-1985). Ayant été l'un des mécènes qui permettaient au premier, dans les années 1950, de vivre de façon seigneuriale, il en recevait des toiles, dont le *Passage du commerce Saint-André* (1952-1954), l'une des plus vastes œuvres de Balthus : des personnages spectraux coincés dans une rue, entre des façades méchamment géométriques. La scène se veut énigmatique, à force d'artifices et de virtuosité qui se voient trop. Avec d'autres moyens, Dubuffet cherche aussi l'effet : un autre, évidemment, une rusticité glissant au burlesque. Il met tant d'adresse à feindre la maladresse que l'on se lasse vite de cette fausse simplicité. La proximité des surréalistes peut être dangereuse. ■

PHILIPPE DAGEN

«La Clef des songes». Fondation Beyeler, Riehen (Suisse). Jusqu'au 4 mai. Fondationbeyeler.ch

A l'Ecole des beaux-arts de Paris, une succession en terrain miné

Au moins cinq candidats sont en lice pour prendre la direction de l'établissement parisien à la suite d'Alexia Fabre, sur fond de polémiques

Le bal masqué des préteurs à la direction de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris (Ensba) a été lancé début mars. D'après les informations du *Monde*, cinq candidats sont en lice pour succéder à Alexia Fabre, dont le non-renouvellement avait été brutalement annoncé début février par le ministère de la culture : le curateur Martin Bettemod, ancien directeur délégué de la Bourse de commerce ; l'historien d'art Eric de Chassey, dont le second mandat à la tête de l'Institut national d'histoire de l'art s'achève bientôt, proche par ailleurs du président du conseil d'administration de l'Ensba, Laurent Dumas ; Yann Fabès, actuel directeur de production à la Cité de la céramique, à Sévres, et ancien directeur de l'Ecole nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais, qui partage le site et joue des coudes pour s'y étendre. Et enfin endosser la casquette de chef de chantier.

Car l'emblème de l'excellence française est mal-en-point. L'ensemble des bâtiments a beau avoir été classé en 1972, il n'a pas été suffisamment entretenu par

qui enseigne la sculpture à l'Ensba, n'a pas été retenue. Le lauréat, qui devrait être désigné d'ici à fin avril, arrivera en terrain miné. Il devra affronter la défiance des étudiants, du corps enseignant, ainsi que des syndicats, consternés par le débarquement d'Alexia Fabre qui, de l'avis général, n'avait pas démerité. La tâche aussi est lourde : gérer une équipe de 197 employés, et une communauté de 673 étudiants. Respecter l'identité d'un lieu à la fois laboratoire et conservatoire.

Trois scénarios

Etre de front visionnaire et super-proviseur, trouver aussi les bonnes réponses aux tourments de l'époque. Sans oublier d'entretenir de bonnes relations de voisinage avec l'Ecole nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais, qui partage le site et joue des coudes pour s'y étendre. Et enfin endosser la casquette de chef de chantier.

Avant de signer le chèque, le ministère de la culture s'est posé la question de l'avenir du site, suggérant la création d'un « campus d'art et d'architecture ». Ce projet, qui rejoint une note établie par Jean-Baptiste de Froment, directeur de l'école d'architecture, suggérant la mise en place d'un tronc commun, a suscité l'hostilité des

enseignants et des étudiants de l'Ensba. « Demander un projet de campus réunissant Beaux-Arts et architecture, c'est soulever le couvercle d'une marmite où cuisent et recuisent depuis plus de deux siècles en France les relations entre Beaux-Arts et architecture », écrit Yves Michaud dans *La Nouvelle Querelle des Beaux-Arts* (Fayard, 120 pages, 12 euros).

Le philosophe sait de quoi il parle : il a dirigé l'Ensba de 1989 à 1997. Les problèmes bâtimentaires sont chroniques, les polémiques aussi. Deux établissements importants coexistent sur le même site et la cohabitation est un fait. Comment l'organiser ?, résume-t-il en prologue.

A ses yeux, trois scénarios sont envisageables : le statu quo, un choix prudent qui réclame une partie du corps professoral ; la conception d'un projet commun, « mais il butera toujours sur la mégalo manie des petits et grands chefs, anciens chefs, aspirants chefs et sous-chefs en tous genres, star architectes et artistes chefs d'atelier en vue », écrit Yves Michaud. La troisième hypothèse qu'il énonce est radicale – et im-

probable : le déménagement pur et simple de l'une ou des deux écoles et la reconversion du site pour d'autres activités.

Le rapport remis début mars à Rachida Dati par l'entrepreneur Laurent Dumas, président du CA de l'Ensba, et le sociologue Pierre-Paul Zalio, président du campus Condorcet, tente de dessiner une quatrième voie, articulant travaux d'urgence et projets transversaux entre les deux écoles.

Création d'un fab lab commun

Pour « dissiper tout malentendu », les rapporteurs réaffirment la nécessité de distinguer les formations des artistes et des architectes et respecter leurs singularités respectives, autrement dit le fonctionnement par atelier côté Ensba. Le document, dont le *Monde* a pu consulter une synthèse, préconise toutefois que les deux écoles proposent ensemble un axe de recherche, en lien avec leurs formations, dans les domaines de l'intelligence artificielle.

La mission recommande aussi de mutualiser les fonctions d'exploitation et de maintenance du site, l'usage des amphithéâtres et

des espaces publics, tout en suggérant la création d'un fab lab commun aux deux écoles. Pour gagner de l'espace, les rapporteurs suggèrent de surélever le bâtiment des Loges et de creuser sous la Cour Bonaparte pour dégager de 3 000 à 4 000 mètres carrés de surface supplémentaire.

A l'étude, également, le démantèlement d'une partie « substantielle » de la collection d'environ 450 000 œuvres, conservée dans des conditions précaires au palais des Études, et dont la majorité n'a pas fait l'objet de récolement.

Le rapport préconise ainsi une « répartition raisonnée » entre ce qui doit être conservé sur place pour être consulté par les étudiants, et le volume qui devrait être envoyé dans des réserves de Saint-Denis ou au Centre national des arts plastiques, à Pantin (Seine-Saint-Denis). Dernière suggestion des rapporteurs, le développement du site de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), où l'Ensba dispose déjà d'ateliers techniques, pour faire de cette antenne « un pôle de développement pour les deux écoles ». ■

ROXANA AZIMI



GUSTAV MAHLER
Septième Symphonie
Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, Simon Rattle (direction)

Après l'Orchestre de Birmingham en 1991 (EMI), les Wiener Philharmoniker en 1995 (RNV) et la Philharmonie de Berlin en 2016 (BPIR), cet enregistrement de la Septième Symphonie de Mahler est la quatrième version gravée par Simon Rattle, cette fois avec son nouvel Orchestre symphonique de la Radio bavaroise dont il est directeur musical depuis 2023. Le chef britannique a approfondi et peaufiné les détails de la partition, mais il lui a surtout conféré une unité organique fondée sur les liens du sang qui unissent les Munichois avec Mahler depuis les années 1960 (intégrale des symphonies avec Rafael Kubelik, nouvelle édition critique avec Mariss Jansons). C'est en coloriste immensément raffiné et en amoureux des contrastes que Rattle déploie une version à tendance apollinienne, dynamiques parfaitement maîtrisées et lyrisme intense et lumineux. ■ MARIE-AUDE ROUX

BR-Klassik/Naxos Records.



OBRADOVIC-TIXIER DUO
Jiggled Juggler
A la batterie, aux percussions, la batteuse et compositrice croate Lada Obradovic, aux claviers le pianiste et compositeur David Tixier, duo formé au milieu des années 2010. Duo qui, par la qualité de ses compositions, son entente musicale, la conception des arrangements, sonne souvent comme une formation plus étendue. Ce nouvel album, *Jiggled Juggled*, le démontre encore une fois. A chacun des neuf morceaux une couleur, une ambiance. *Never Trust a Coward*, qui débute par l'énoncé «one, two, three, four», va vers une forme rock; *Delhi's Dream*, soutenu par un son de sitar, des cloches et des percussions, mène en Inde; *Genie in The Battle* a comme un air de comptine qui surgirait d'une boîte à musique... Des entrelacs rythmiques et mélodiques, croisements stylistiques d'éléments de jazz, de pop, de musiques dites «du monde» qui emportent par leur inventivité. ■ SYLVAIN SICLIER

Somewhere Beyond Records/Wiseband.



JAPANESE BREAKFAST
For Melancholy Brunettes (& Sad Women)
Après des débuts en 2014 dans le giron rock indépendant, la guitariste et chanteuse américano-coréenne Michelle Zauner, meneuse du groupe Japanese Breakfast, connaît, à l'âge de 31 ans, une soudaine popularité, en 2021, avec la parution de ses Mémoires, *Pleurer au supermarché*, écoulés à 1 million d'exemplaires outre-Atlantique (traduit en France aux éditions Christian Bourgois, 2024), et son troisième album, *Jubilee*, nommé aux Grammys. Sur son successeur, *For Melancholy Brunettes (& Sad Women)*, la «brunette» chante ses derniers états d'âme hérités de sa foudroyante célébrité, enveloppés du mythe d'Icare et d'une pincée d'ironie mordante. Poursuivant le virage pop boisé et orchestré de *Jubilee*, ce premier véritable effort studio, enregistré à l'historique Sound City à Los Angeles et produit par Blake Mills (Bob Dylan, Fiona Apple), charme par ses mélodies délicates (*Men in Bars*, *Mega Circuit* aux réminiscences d'Aimee Mann) ornées d'arrangements de cordes (*Little Girl, Leda*) qui convergent aussi vers l'indie folk atmosphérique de ses consœurs Boygenius (*Honey Water*, *Picture Window*). ■ FRANCK COLOMBANI

Dead Oceans-Secretly Group/Modular.

PLAYBOI CARTI
I Am Music
Le rappeur originaire d'Atlanta Playboi Carti a développé un rap particulier entre film d'épouvante, ambiances gothiques et roucoulements amoureuses. C'est ce grand écart qu'apprécient ses fans.

Avec ce troisième album long format d'une trentaine de morceaux, ils ne vont pas être déçus. *I Am Music* commence par une déflagration sonore, un morceau presque métal, *Pop Out*, puis Carti montre toute l'étendue de ses facettes, variant ses voix, où il susurre plus qu'il ne rappe, se montre inquiétant sur le remarquable *Evil Jordan* ou mélancolique sur le R'n'B *Rather Lie* avec le chanteur canadien The Weeknd. Il multiplie les invités prestigieux comme Travis Scott pour le très doux *Philly*, l'Anglais Skepta, dont l'accent so british fonctionne à merveille sur *Toxic* et par deux fois Kendrick Lamar, qui comme lui aime varier les flows, d'abord sur le *Blackdoor* avec la chanteuse Jhené Aiko ou sur le très réussi *Good Credit*. ■ STÉPHANIE BINET

AWGE-Interscope Records/Universal Music.



PAMBELÉ
Damelo
Fébrile groupe mixte lyonnais, réunissant musiciennes et musiciens français et colombiens, plus une chanteuse panaméenne (Yomira John), qui ont collaboré avec quelques collègues renommés (Toto La Momposina, Nilda

Gongora, Juan Luis Guerra, Petrona Martinez, Joao Selva, David Walters, The Bongo Hop...), Pamelé signe son premier album. Le septette mixe différents styles et rythmes afro-colombiens – son de negro, champeta, cumbia, chandé –, percussions et gaïta (flûte droite d'origine indigène de la côte caraïbe colombienne), avec orgue vintage et synthés, guitare électrique et saxophone, créant son propre son, une exubérance musicale tonique et dansante sur laquelle les mots font sens. Leurs chansons présentent des femmes fortes et libres (*Te entundo, Brujula, Mujer Perfecta*), racontent des histoires, drôles (*Fratera* – inspiré d'une composition de Dolcey Julio Gutierrez, populaire chanteur et accordéoniste colombien) ou tragiques (*Agua*, évoquant les corps des paysans assassinés, retrouvés dans les rivières). Un album ardent et bouillonnant. ■ PATRICK LABESSE

La Ruche/The Pusher.

■ Lire aussi sur [lemonde.fr](#) les critiques de «Every Dawn's a Mountain», de Tamino; «Another Look», de Philip Glass.

Le label Sugar, découvreur de douceurs italiennes

La maison de disques met en lumière son riche catalogue, où de jeunes chanteurs côtoient des classiques de la variété et des musiques de film

MUSIQUE

MILAN - envoyé spécial

Avec ses épaullettes à paillettes, bricolées à l'aide de paquets de chips, et son visage de Pierrot, tout de blanc maquillé, Lucio Corsi semble échappé d'un conte. Inconnu du grand public, sorte de cousin toscan de Ziggy Stardust, ce ménestrel chétif et attachant a arraché la deuxième place au Festival de Sanremo, le 15 février, au nez et à la barbe des poids lourds de la variété italienne. Sa ritournelle, *Volevo essere un duro* («Je voulais être un dur»), a aussitôt grimpé à la 79^e place des morceaux les plus écoutés au monde, sur Spotify. Si bien qu'après la défection du vainqueur de Sanremo, Olly, il a été choisi, à 31 ans, pour représenter l'Italie au festival de l'Eurovision, en mai.

Derrière ce «coup» se cache Filippo Sugar, directeur de la maison de disques qui porte son nom. Cette compagnie indépendante, dont les activités s'étendent à l'édition et à la musique de films, a été fondée en 1989 par sa mère, la chanteuse féministe Caterina Caselli, dont la pop enflammait la Botte au tournant des années 1960 et 1970. «Sugar est une entreprise familiale, qui défend une certaine idée de la musique, artisanale et passionnée», s'enorgueillit l'entrepreneur de 53 ans dans ses bureaux, à l'abri d'une galerie du centre de Milan.

L'esprit d'entreprise coule dans ces veines-là : Ladislao Sugar (1896-1981), un juif hongrois émigré en Lombardie, fut une figure de l'édition musicale européenne, pendant que l'autre grand-père de Filippo Sugar, le charcutier Francesco Caselli, répandait les idéaux socialistes en Emilie-Romagne. Son suicide a forgé la force de caractère de Caterina Caselli, qui n'avait que 14 ans lors du drame. A l'image de sa fondatrice, l'écurie Sugar ne s'est jamais reposée sur ses acquis, en quête perpétuelle de nouveaux talents. La découverte de Lucio Corsi succède ainsi à celles, par le passé, du ténor Andrea Bocelli ou d'une rappeuse prometteuse, Madame. Tous ont bénéficié de la force de propulsion de Sanremo : «C'est le seul programme télé dont les audiences dépassent celles du Mondial de foot... Toute l'Italie s'arrête pour écouter des chansons», explique Filippo Sugar.

Autant d'arguments qui ont levé les réticences de Lucio Corsi, débarqué des sphères les plus âpres de l'underground. «Les Italiens se sont reconnus dans sa sincérité, réveuse et enfantine», poursuit Filippo Sugar. Son succès traduit un désir d'échapper à la réalité, à ses logiques compétitives et mercantiles. Le public est plus ouvert d'esprit qu'il n'y paraît, tout dépend de ce qu'on lui propose.» Le chanteur, dont les abonnés sur Instagram sont passés de 30 000 à 1 million en quelques jours, a publié le 21 mars son quatrième

Sugar est une entreprise familiale, qui défend une certaine idée de la musique, artisanale et passionnée»

FILIPPO SUGAR
directeur du label



Le chanteur Lucio Corsi (à gauche) avec son guitariste Tommaso Ottomano, au Festival de la chanson italienne de Sanremo, le 11 février 2025. MARCO ALPOZZI/AP

album – le troisième sous l'étendard Sugar. Une tournée, dans la foulée, sillonnera la Péninsule.

Deux ans avant d'être révélé à Sanremo, le 19 février 2023, Lucio Corsi s'asseyait dans les gradins du Théâtre de la Scala, où son idole, Paolo Conte, donnait le premier concert de musique dite «légère» de l'histoire de l'institution milanaise. Amener dans le temple de l'opéra le chansonnier piémontais, dont Sugar détient l'essentiel du catalogue, est une vieille lune que Caterina Caselli caressait depuis les années 1980. Forts des relations au long cours tissées avec la Scala par la famille, qui édita des compositeurs aussi respectés que Luciano Berio ou Goffredo Petrassi, la mère et son fils ont approché le surintendant d'alors, Dominique Meyer. «Le fait que cet homme, très à l'écoute et accessible, vienne de France, où Paolo est une légende, a peut-être aidé», suggère Filippo Sugar. Il a été jusqu'à inscrire le spectacle au calendrier officiel de la Scala.»

«Un culot épatait»
Une fois éteintes les protestations des franges les plus conservatrices du public milanais, le concert du génial gentleman et fringant octogénaire fut un triomphe: «Paolo a joué des raretés, comme Dal logione («Du poulailler»), qui résonnait avec l'histoire très forte du poulailler de la Scala... Ce fut un moment spécial, qu'on a prolongé sur disque, mais aussi à travers un podcast et un documentaire.»

La musique pour l'image, du reste, constitue un pan majeur des activités de Sugar, qui abrite près de 2 500 bandes originales de films, dont 500 françaises. «La plupart de ces musiques, magnifiques, ont été composées pour des films qui l'étaient moins, reconnaît l'éditeur. Elles avaient sombré dans l'oubli, jusqu'à ce que le numérique nous permette de remettre en lumière leurs audaces. Beaucoup de réalisateurs, de rappeurs, d'enseignes de mode nous en demandent, aujourd'hui, les droits.» Ce travail a été confié à l'un des trois enfants de Filippo Sugar, Alessandro, âgé de 24 ans. Troussées avec soin, de récentes compilations témoignent de ce passage de relais réussi entre les générations. Ainsi de *Morricone Segreto*

Songbook (2023), qui enfile des perles obscures et chantées du maestro romain, ou de *Tropicale* (2024), qui revient sur l'attrait des compositeurs du Bel Paese pour les musiques dites «exotiques».

«Avec un culot épatait, Alessandro a proposé à l'Américain Eli Roth, l'acteur de Tarantino, de piocher dans le catalogue Sugar ses BO érotiques préférées», s'enthousiasme le journaliste et producteur Carlo Antonelli, qui a fait ses classes chez Sugar avant d'épauler le cinéaste Luca Guadagnino. Intitulée *Red Light Disco*, la compilation d'Eli Roth, qui paraît le 21 mars, devrait se hisser parmi les albums Sugar les plus écoutés sur les plateformes, où trônent, à ce jour, deux classiques, *La Dolce Vita* (1960) et *La Planète sauvage* (1973), signés respectivement Nino Rota et Alain Goraguer. Les affiches des deux films tapissent les murs des bureaux de Sugar. Comme un précipité des passions, alternativement douces et sauvages, qui animent les lieux. ■

AURELIANO TONET

Le TNP en tournée

Les Messagères

d'après Antigone de Sophocle
mise en scène Jean Bellorini
avec l'Asian Girls Theater Group

4 — 13 avril 2025

Théâtre des Bouffes du Nord, Paris

Neuf jeunes comédiennes afghanes jouent leur propre révolte corps et âme.
Une aventure humaine et théâtrale exceptionnelle.



direction Jean Bellorini

Dans les villes - photographie Christophe Reynaud de L'As

Au Cinéma du réel, Julia Loktev et les « agents de l'étranger »

La cinéaste américano-russe présente, dans le festival parisien, « My Undesirable Friends », sur des journalistes fichés par le Kremlin

CINÉMA

La réalisatrice américano-russe Julia Loktev, née à Saint-Pétersbourg (Russie), en 1969, est de retour au Cinéma du réel, à Paris, dont la 47^e édition a lieu jusqu'au 29 mars et se tient, en raison de la fermeture des salles du Centre Pompidou, dans quatre cinémas : l'Arlequin (6^e arrondissement), Reflet Médicis (5^e), Saint-André-des-Arts (6^e) et Christine Cinéma Club (6^e). Outre la compétition et des séances spéciales, le festival accueille quatre cinéastes dont l'œuvre fait écho au désastre du monde, le Chinois Wang Bing, le Japonais Ryusuke Hamaguchi, le Libanais Ghassan Salhab, et Julia Loktev.

En 1978, à l'âge de 9 ans, Julia Loktev quittait, avec ses parents, l'Union soviétique pour rejoindre les Etats-Unis. Devenue vidéaste et cinéaste (*Day Night Day Night* a été présenté à la Quinzaine des cinéastes à Cannes, en 2006), elle vit à New York depuis plus de vingt ans. Elle a reçu le Grand Prix du Cinéma du réel en 1998 pour *Moment of Impact*, sur la vie de ses proches à la suite d'un terrible accident survenu à son père.

Cette année, son documentaire-fleuve présenté au « Réel », *My Undesirable Friends. Part 1, Last Air in Moscow*, saisit un autre moment de bascule, cette fois historique : d'octobre 2021 à mars 2022, Julia Loktev a filmé le quotidien de journalistes indépendants, désignés comme « agents étrangers » par le régime de Vladimir Poutine. Une rencontre aura lieu avec Julia Loktev, lundi 24 mars, à 20 heures, à l'Arlequin.

Ce qui n'existe plus
L'atmosphère se fait de plus en plus oppressante jusqu'à l'invasion en Ukraine, le 24 février 2022. La cinéaste a continué de filmer jusqu'au départ précipité de ses personnage, contraints à l'exil, début mars 2022 : certains médias étaient déjà interdits, comme la chaîne TV Rain. Un peu plus tard, le 28 mars, le mythique *Novaïa Gazeta* cessait de paraître.

Outre Anna Nemzer, amie de la cinéaste qui travaille sur TV Rain et interviewe des activistes dans son émission « Who's Got the Power ? », on fait connaissance avec Irina Dolinina, du média en ligne *Important Stories (iStories)*, persuadée que son appartement est sur écoute. Quant à Ksenia Mironova, elle bâtit à l'idée de quitter la Russie alors que son compagnon, Ivan Safronov, également journaliste, est incarcéré à la prison de Lefortovo, à Moscou (celui-ci a été condamné, en septembre 2022, à vingt-deux ans de détention pour haute trahison).

« C'est en lisant le New York Times, en 2021, que j'ai découvert que des journalistes étaient fichés comme "agents de l'étranger" en Russie », explique Julia Loktev, dans un café à Belleville. L'article était accompagné d'une photo de deux jeunes femmes cool, qui pourraient être en train de marcher ici, dans les rues de Paris. Elles s'appellent Sonya Groysman et Olya Churakova. Leur média avait été déclaré "organisation indésirable". Elles avaient perdu leur travail et lancé leur podcast, « Hello, You Are a Foreign Agent ». Voilà, c'est l'idée



Julia Loktev, à Berlin, le 20 février. CHRISTOPH SOEDER/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

« L'idée? C'est de montrer des gens normaux qui deviennent des ennemis de l'Etat »

JULIA LOKTEV

du film, montrer des gens normaux qui deviennent des ennemis de l'Etat. Et raconter comment ils résistent à cet Etat autoritaire.»

A l'automne 2021, la cinéaste a sauté dans un avion pour Moscou dès qu'elle a obtenu un visa. Elle raconte : « Quand je suis arrivée, 25 journalistes étaient étiquetés "agents de l'étranger", pour la plupart des femmes. Mon casting était limité, si je peux dire ! Ensuite, ils ont été plus nombreux. » Sur place, Anna Menzer lui a présenté ses

D'une durée de 6h24, divisé en chapitres, le film nous attache à ces battantes de l'investigation

amies journalistes. « C'est un petit monde. Un soir, je me suis retrouvée à un dîner. Je n'osais pas sortir ma caméra, alors j'ai pris mon smartphone. Et je me suis dit que c'était la bonne méthode. Je peux être dans l'intimité, capter les émotions, comme dans une fiction. »

Le film est déjà, en soi, un document de tout ce qui n'existe plus : « Avant d'être interdit, TV Rain était un média très suivi, notamment en direct, lors de grands événements. Comme lorsque, en janvier 2021, l'opposant russe Alexei Navalny [1976-2024] est rentré en Russie, de retour de sa convalescence en Allemagne, après une tentative d'empoisonnement. »

L'invasion de l'Ukraine a bouleversé le récit, et le film, qui devait durer deux heures, est devenu un feuilleton. *My Undesirable Friends. Part 1...* a fait sa première mondiale au New York Film Festival, à l'automne 2024, et la cinéaste a déjà filmé la deuxième partie dans « 13 ou 14 pays différents », auprès des opposants en exil, qui continuent à informer. « Enfuyant Moscou, la plupart des personnages de mon documentaire sont allés à Istanbul, car les vols pour l'Europe étaient annulés. Puis ils ont changé plusieurs fois de pays, sans trouver de stabilité. »

Deux autres journalistes se sont installées à New York. Croyant atterrir dans un pays libre, elles voient aujourd'hui le ciel s'assombrir sous la présidence de Donald Trump, lequel menace d'annexer des pays, multiplie les décrets contraires à la Constitution américaine, etc. « Bien sûr, on ne peut pas comparer exactement la situation aux Etats-Unis et en Russie, mais les décisions de Trump font écho à la manière de Poutine dans sa façon de cibler ceux qu'il juge comme des ennemis. La vraie différence réside dans le rôle que peuvent encore jouer les tribunaux aux Etats-Unis, ce qui n'est pas le cas en Russie : dans plus de 99 % des cas, les juges confirment les accusations du Kremlin. En Russie, les tribunaux ne sauvent personne. » ■

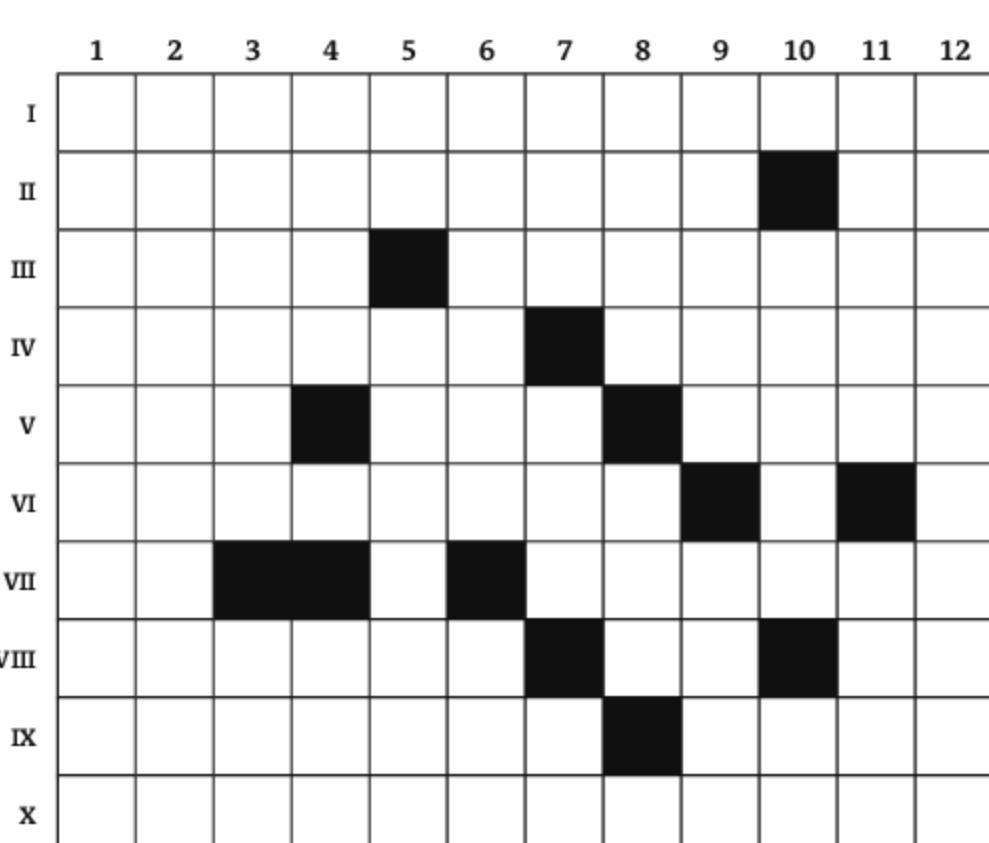
CLARISSE FABRE

Cinéma du réel. Divers lieux à Paris, jusqu'au 29 mars. Cinemadureel.org

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 070
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 069

HORizontalement I. Légionellose. II. Axiomes. Ivan. III. Der. Ecureuil. IV. Ecoutes. Elne. V. Su. VI. Itérés. Vaste. VII. Revisiter. Er. VIII. Au. Termite IX. Drille. Tenon. X. Estourbiront.
Verticalement 1. La Désirade. 2. Exécuteurs. 3. Giro. Ev. It. 4. IO. Utrillo. 5. Omet. Es. Lu. 6. Nécessiter. 7. Esus. Té. 8. Averti. 9. Liée. Armer. 10. Ovules. Ino. 11. Sain. Téton. 12. Enlevèrent.

HORIZONTALEMENT

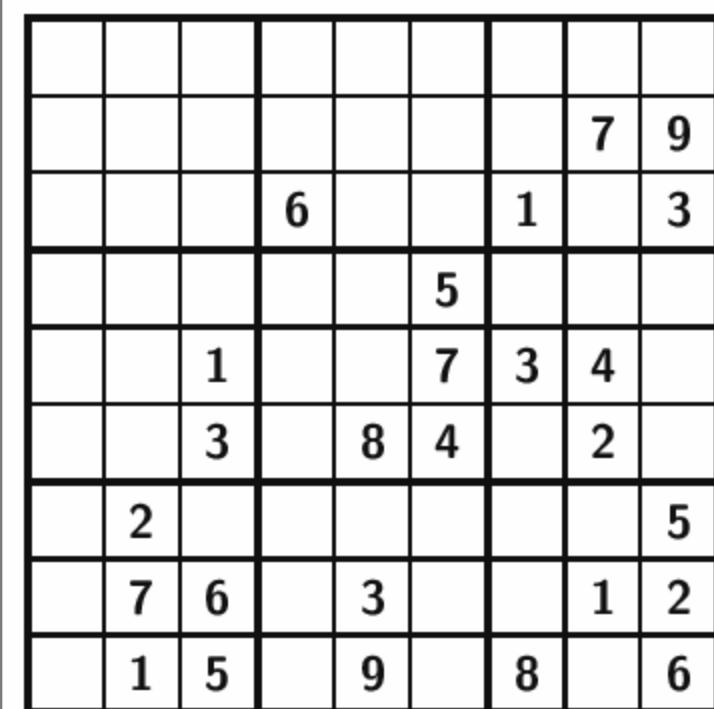
I. Se lance et se laisse porter par les airs. II. La française et les autres sous la Coupole. L'argon. III. Mord pour avancer. Le lilas, le jasmin ou l'olivier. IV. Jules tournait, Joe chantait. Petite alouette au bec fin et long. V. Pousse salement à gagner. Tombée avec le rideau. Les points de la rose. VI. Glande du tube digestif. VII. Précieusement stocké. Poussera à reprendre. VIII. Participa à la course sur les flots. Démonstratif. Préposition. IX. Eliminrait. Garde pour lui. X. Entraînent tout dans les tourbillons du plaisir.

VERTICAMENT

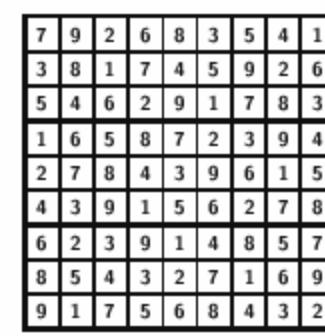
1. Dû au bâilleur pour ouvrir le fonds. 2. S'arrange pour tout ramasser. 3. Souvent remplacée par la force. La Terre. 4. Dieu des morts sans H. Souvent critiqué. 5. Saint en région. Entrainai le grattage. 6. Supprime les mauvaises branches. Paressent dans les arbres. 7. Long ruban africain. Coule en Suisse. Possessif. 8. Chevilles sportives. Pour ranger les noeuds et les embrouilles. 9. Prophète de l'Ancien Testament. Facteur au cinéma. 10. Aie la foi. Chez Mao. 11. Circulaient hier en Chine. Station d'épuration. 12. Fatiguent et démolissent.

SUDOKU

N°25-070

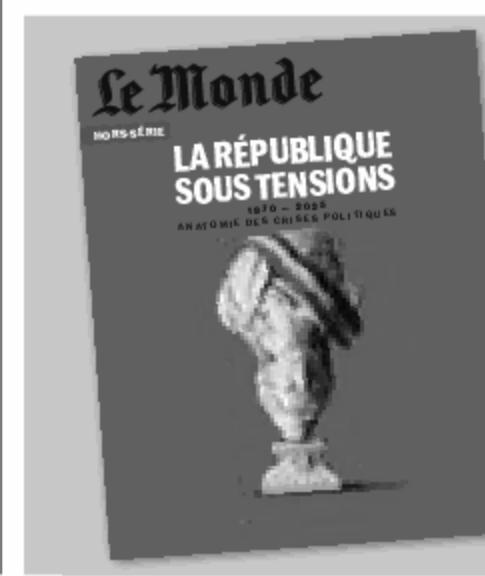


Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



LA RÉPUBLIQUE SOUS TENSIONS

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 12,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpaper@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
75013 Tremblay-en-France
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eurofinition : PIlot = 0,0083 kg/tonne de papier



Dans le parc des Sources de la Seine, en Côte-d'Or, le 6 mars.

CLAIRE JACHYMIAK POUR « LE MONDE »



CARNET DE ROUTE

Notre journaliste a organisé son voyage avec l'aide de l'office du tourisme de Dijon.

Y ALLER
En train jusqu'à Dijon, mais une location de voiture s'impose ensuite pour rejoindre Source-Seine (quarante minutes de trajet).

SE LOGER
Hôtel du Palais, à Dijon : à quelques mètres du palais des Ducs de Dijon, neuf chambres au sein d'une chaleureuse maison bourgeoise du XIX^e siècle. Chambre double à partir de 120 €.
Gîte des sources de la Seine, à Source-Seine : cette ancienne maison forestière se situe sur le GR2, appelé aussi « sentier de la Seine », qui relie Dijon au Havre en passant par Paris. A partir de 18 € la nuitée.

DÉJEUNER, DÎNER
DZ'envies, à Dijon : une cantine chic au cœur du quartier des Halles, où le chef David Zuddas revisite les traditions locales. Mention spéciale pour la truite de région snackée. Plats à partir de 19 €.
L'Edito : une petite brasserie du centre-ville de Dijon, avec une grande terrasse. En semaine, au déjeuner, les plats du jour, comme ce très bon navarin de saumon, sont à privilégier. A partir de 16 €.

À VOIR, À FAIRE
Le Musée archéologique de Dijon conserve, dans de belles salles voûtées, les collections issues des fouilles archéologiques menées à Source-Seine.
« Dans la Seine » : installée à Paris, dans la Crypte archéologique de l'île de la Cité, l'exposition dresse un portrait de la Seine, à partir d'objets recueillis dans son lit ou sur ses berges. Jusqu'au 22 juin.

Selon les Gallo-Romains, la pureté de l'eau provenant de la source était capable de soigner

L'histoire des Sources de la Seine ne débute pas en 1864, avec l'accès à la propriété de la Ville de Paris. Elle est bien plus ancienne et plus mystérieuse. Un peu plus haut dans le parc, on découvre une intrigante statue en pierre. Sculptée en 2014 par Eric de Laclos, elle représente une déesse ancienne nommée Sequana. Cette femme drapée, en position assise, semble ainsi trôner sur le parc bourguignon. Et pour cause : du I^{er} siècle avant notre ère au IV^e siècle, l'endroit abritait un grand sanctuaire des eaux gallo-romain.

Aux Sources avait lieu un culte dédié à Sequana, considérée alors comme une déesse guérisseuse de nombreux maux. Une foule de pèlerins se rendaient jusqu'à cet endroit, sorte de Lourdes antique. L'eau de la Seine ne présente aucune particularité minérale ou curative permettant de guérir des maladies, mais, selon les Gallo-Romains, la pureté de l'eau provenant de la source était capable de soigner.

Derrière la statue de Sequana, perdue dans la végétation laissée sauvage, se trouve ainsi, à Source-Seine, un lieu de fouilles de première ampleur. « Aux XIX^e et XX^e siècles, ce site a fait l'objet de

plusieurs campagnes de recherches et les découvertes archéologiques y ont été très riches », explique Antoine Hoareau.

Lors de ces fouilles seront découverts, entre autres, une énigmatique statue en bronze de Sequana sur une barque et plus de 1500 ex-voto en métal, en pierre et en bois. « Ce sont des offrandes faites à la déesse Sequana. Ces artefacts ont des formes anatomiques représentant certaines parties malades, comme des yeux, des jambes, des torses ou des sexes », raconte Albane Cressard, média-trice culturelle au Musée archéologique de Dijon, où sont conservées ces collections d'objets rares et fragiles.

Le culte de Sequana

Parmi eux, les plus impressionnantes sont certainement les 300 ex-voto en chêne représentant notamment une femme qui se tient le bras ou trois têtes d'homme disposées les unes sous les autres. C'est l'eau marécageuse des sources qui a certainement permis la conservation de ces bois anciens. Mais leur sauvegarde tient du miracle.

En 1963, la conservatrice Simone Deyts sort du lit de la Seine, rempli de tourbe et de sédiments, les premières sculptures sur bois alors gorgées d'eau. Il y a urgence : les ex-voto pouvant s'autodétruire très vite, Simone Deyts remplace l'eau par une résine plastique de polyéthylène glycol afin de les conserver.

Lauréat du prix COAL 2024, l'artiste Yan Tomaszewski a imaginé un projet autour de Sequana et de ses ex-voto, tissant un fil entre le passé et le présent du fleuve. Il a ainsi produit une série de sculp-

tures en bois, carbonisées puis transformées en charbon actif et enfin immergées dans la Seine pour en absorber polluants et impuretés.

Si le sanctuaire des eaux a désormais disparu, le culte de Sequana, lui, n'est pas pour autant éteint. Entretenu par une communauté druidique, il fait encore l'objet de rituels réguliers sur le site des Sources. Une continuité, en quelque sorte, puisque la déesse de la Seine semble avoir été vénérée à l'origine par les tribus celtes locales.

Il y a donc toujours du passage sur le site des Sources, qui attire environ 20 000 personnes chaque année. « En soixante-dix ans, rien n'a vraiment changé », affirme Marie-Jeanne Fournier dont les parents avaient ouvert, dans les années 1950, le Café Sequana dans la seule maison du vallon.

Nous avons toujours vu du monde arriver ici : des Dijonnais en promenade du dimanche, des Britanniques, des Belges, des Allemands ou des Américains qui visitent la région ; des randonneurs au printemps et en été, et des chasseurs pendant l'hiver. »

Le père de la septuagénaire, Paul Lamarche, gardien des Sources pendant une grande partie de sa vie, a donné son nom au premier (petit) pont de la Seine que l'on peut ainsi franchir d'une enjambée en contrebas du vallon. Avec le passage de la flamme olympique à l'été 2024 et le procès fictif de défense de la Seine organisé à Paris, fin 2024, dans le but de doter à terme le fleuve d'une personnalité juridique, nul doute que la déjà longue histoire des Sources n'est pas près de se tarir. ■

ANNE-LISE CARLO

VOYAGE DIJON

Dans un vallon étroit, entouré de bois sauvages et éloigné des habitations, se cache un parc public étonnant : les Sources de la Seine. Avec ses bancs de bois peints en vert, ses allées jardinées, sa grotte artificielle gargouillant d'eau et son petit chalet en rocallie, on se croirait à Paris, dans une portion réduite des Buttes-Chaumont. Ce n'est pourtant pas une hallucination : ce paysage bucolique se situe en plein cœur de la campagne bourguignonne, à une quarantaine de kilomètres de Dijon.

Mais la ressemblance avec le parc du 19^e arrondissement de la capitale n'est pas fortuite : en plus d'appartenir à la Ville de Paris, les deux espaces verts ont été créés à la même époque, les années 1860, sous l'empereur Napoléon III, et par le même jardinier, Jean-Pierre Barillet-Deschamps (1824-1873), qui a donné à l'espace vert de la Côte-d'Or ses faux airs de square parisien.

Sur l'impulsion décisive du baron Haussmann, préfet du département de la Seine, la Ville de Paris acquiert ainsi en 1864 le vallon bourguignon de près de 2 hectares pour sa valeur symbolique : sept sources sourdant ici de concert pour former en contrebas un petit ruisseau qui deviendra un peu plus loin le deuxième plus grand fleuve de France, la Seine.

Il faudra au cours d'eau parcourir environ 300 kilomètres pour rejoindre la capitale, puis plus encore pour finir par se jeter dans la Manche, entre Le Havre et Honfleur. On le sait peu, mais cette

En Bourgogne, une plongée aux sources de la Seine

C'est dans un parc public à 40 kilomètres de Dijon, propriété de la Ville de Paris, que jaillit l'eau formant le deuxième plus long fleuve de France. On y déambule parmi les allées jardinées et les statues, au son des clapotis

épopée fluviale de 776 kilomètres prend naissance dans le village bien nommé de Source-Seine, une des plus petites communes de France, comptant à peine une soixantaine d'habitants.

Ce matin de février, tout paraît très calme aux Sources, cernées par les bois. Des pans de brouillard, humides et éphémères, traversent le site, ajoutant un peu de mystère. Seul un clapotis d'eau se fait entendre à différents endroits du parc. Plus au fond du vallon, une imposante grotte artificielle, ou nymphée, dessinée par les architectes parisiens Victor Baltard et Gabriel Davioud, apparaît.

La grotte abrite la source principale de la Seine, dont l'eau contenue dans un petit bassin surgit toute cristalline. La pollution du grand fleuve est encore loin à cet endroit. Telle une vigie au-dessus de la source, une statue de nymphe taillée en 1867 dans une pierre calcaire blanche de Chavigny (Vienne) par le sculpteur dijonnais François Jouffroy, lauréat du prix de Rome en 1832, est installée là.

Une énigmatique statue
Cette sculpture personifie le fleuve : tenant une corne d'abondance d'une main et une jarre de l'autre, la nymphe nue, allongée, regarde fixement l'eau de la Seine s'écouler sous une profonde voûte pierreuse couverte de mousse verte et de végétation en extérieur. « Là encore, illusion : il ne s'agit pas de la statue originale mais d'une copie, sculptée en 1934 par Paul Auban, venue remplacer la précédente, alors trop abîmée », prévient Antoine Hoareau, premier adjoint à la mairie de Dijon, intrarissable sur les Sources, lieu cher de son enfance.

Selon les Gallo-Romains, la pureté de l'eau provenant de la source était capable de soigner



En kiosque



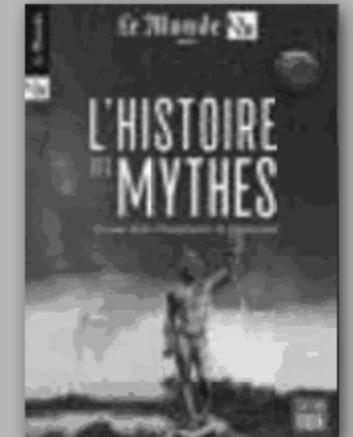
Hors-série



Hors-série



Hors-série

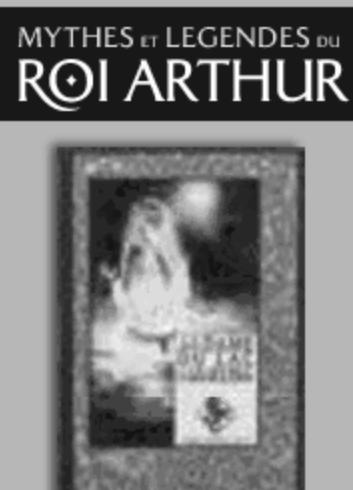


Hors-série



Hors-série

Collection



Dès mercredi 19 mars,
le volume n° 7
LA DAME DU LAC
ET LE SECRET D'avalon

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Le Monde Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes
soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Josette Bourgne,
son épouse,
Florence et Sophie Bourgne,
ses filles,
Ericck De Brauwère,
son gendre,
Julien De Brauwère,
son petit-fils,
Sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
leurs familles,
Tous ses amis,
ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Jean BOURGNE,
X 58,
ingénieur du génie maritime,
Eca Automation, SEMS,
Thomson (TSV),
survenu le 15 mars 2025.

Précurseur en informatique, travailleur acharné, dirigeant chaleureux, il aimait la plongée sous-marine, la science-fiction, la pêche au brochet dans le Serein, Brassens, le jazz, le rugby...

Ses obsèques seront célébrées civilement le samedi 29 mars, à 11 heures, au crématorium du Parc, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Il repose jusqu'au vendredi 28 mars, à 15 heures, à la chambre mortuaire de l'hôpital Georges-Pompidou, Paris 15^e.

Pas de fleurs, préférer un don aux Restos du Coeur, UNICEF ou Médecins sans Frontières.

Bernard Bullet
et sa fille, Claire,
Melvina Mestre
et son fils, Gabriel,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur fille et sœur,

Constance BULLET,

survenu à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 mars 2025, à 9 h 30, en l'église Saint-François de Molitor, Paris 16^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vos messages pour Constance peuvent être transmis à : penseespourconstance@gmail.com

Jean-Michel, Yves et Anne, ses enfants, avec Isabella (†), Anne et Pascal, Mathilde, Cécile, Sophie, Adrien, Alice et Matthieu, ses petits-enfants, avec Xavier, Luigiet et Camille, Félix, son arrière-petit-fils, ont la très profonde tristesse d'annoncer le décès de

Jean CASA,

survenue le 17 mars 2025, à Rambouillet, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La famille se recueille à cette occasion dans le souvenir de son épouse

Louise, Cécile DONZAUD,

disparue le 2 mai 2019.

Une messe sera célébrée le mercredi 26 mars, à 10 h 30, en l'église de Saint-Rémy-l'Honoré (Yvelines).

Une cérémonie civile suivra, le même jour, à 14 h 45, au crématorium des Yvelines, aux Mureaux.

Jacques et Marie-Thérèse Chauvelle, François et Masie (†) Peponnet, François (†) et Odile Chauvelle, Jean-Paul et Geneviève Compagne, ses frères et sœurs et leurs conjoints, Ses neveux et nièces, Ses petits-neveux et petites-nièces, Sa famille Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Nicole CHAUVELLE,
officier
dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 19 mars 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris 7^e, le jeudi 27 mars, à 14 h 30.

Aline Fourmaud-Rouquier,
Laurence,
sa fille,
Marion, Julien et Antoine,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Gérald FOURMAUD,
N7-1959,
ingénieur chez Airbus,

survenu le 17 février 2025, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le culte de reconnaissance a eu lieu au Temple du Salin, à Toulouse, le 20 février.

Le frère Claude GILLIOT, o.p.,

est entré dans la Paix du Seigneur, le 15 mars 2025, dans sa quatre-vingt-sixième année, la soixante-deuxième année de sa profession religieuse et la cinquante-septième année de son ordination presbytérale.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 mars, à 10 heures, au couvent Saint-Jacques, Paris 13^e, suivie de l'inhumation au cimetière d'Étoiles (Essonne).

De la part

Du frère Nicolas Tixier,
prieur provincial,
Du frère Marc-Antoine Béchetoille,
prieur du couvent Saint-Jacques
Et des frères de la Province dominicaine de France.

Michel HALBWACHS

est mort le 12 mars 2025, au Col des Prés (Savoie).

De la part de

Sylvie Mora,
son épouse,
Ses enfants
Et toute sa famille.

michelhalbwachs@gmail.com

Saint-Martin-d'Hères (Isère). Oppedette (Alpes-de-Haute-Provence).

Catherine et Françoise,
ses filles
et leurs conjoints,
Simon, Raphaël, Matthieu et Lucien,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Marie-Hélène MORSEL,
dite Toutoune,

survenu le 19 mars 2025, à Saint-Martin-d'Hères,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'enterrement se déroulera dans l'intimité, à Oppedette.

Vous pouvez écrire à ses filles :
f.morsel@orange.fr
catherine.morsel@orange.fr

Bernadette Pélissier,
son épouse,
Colette Revol,
sa sœur,
Claire et Philippe Moulin,
Xavier et Valérie Pélissier,
Hugues et Pascale Pélissier,
ses enfants et leurs conjoints,
Vincent, Bertrand, Marianne,
Alexandre, Roxane, Alice, Robin,
Martin, Marie,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Caroline et Elise Desjardins,
ses belles-filles et Samuel,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean PELLISSIER,
agrégé des Facultés de droit,
directeur honoraire
de l'Institut d'études du travail
de Lyon,

président honoraire de l'Association
française de droit du travail,
docteur *honoris causa*
de l'université Laval (Québec),
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
officier
de l'ordre des Palmes académiques,
survenu le 18 mars 2025.

La cérémonie religieuse aura lieu le 25 mars, à 10 heures, en l'église de La Couronne (Charente).

Panchika Reumaux,
son épouse,
Caroline et Peter, Sophie et Pierre,
Anne-Marie et Thierry, Jean-François,
ses enfants et leurs conjoints,

Charles et Axelle, Xavier et Lise,
Laetitia, Clara et Lucien, et Virginie,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
Gabriel, Jeanne, Sacha, et Joseph,
ses arrière-petits-enfants,
Anne-Françoise, Marie-Hélène, Yves,
Marie-Dan et Bruno,
ses frères et sœurs
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard REUMAUX,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 4 mars 2025, chez lui,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Geneviève,
son épouse,
Rémi, Benoit, Mathieu et Thomas,
ses enfants
et leurs conjointes,
Ses petits-enfants,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude SALOMON,

survenu le 16 mars 2025,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Une cérémonie funéraire aura lieu le 25 mars, à 10 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, en la salle Mauméjean.

Ses cendres seront dispersées cet été, à Aubres, dans la Drôme.

Nous pensons à lui.

jcsalomon32@gmail.com

Souvenir

Abdallah AKCHOUCH,

onze ans que ton souvenir guide nos pas.

Ta tribu à qui tu manques tant.

Stage

Envie d'écrire ?

Participez à un atelier d'écriture pour jouer avec les mots, inventer des personnages, des histoires...

Tél. : 06 68 54 50.

Prix de thèse

Prix Pierre Bouvier
pour la Socio-Anthropologie.

L'association Socio-anthropologie en perspective et la revue Socio-Anthropologie décernent un prix destiné à distinguer une thèse soutenue en 2024 qui apporte une contribution à cette approche en sciences sociales.

Le montant du prix est fixé à 1500 €.

Les candidatures doivent être reçues avant le **30 mars 2025**.

Pour information concernant toutes les modalités, consulter <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/12929>

Colloque
BnF Bibliothèque nationale de France

Trentième anniversaire de la BnF / François-Mitterrand

Journée d'étude internationale « *Imaginer une bibliothèque pour l'avenir* »

Lundi 31 mars 2025,
de 9 h 30 à 18 heures
Grand auditorium de la BnF,
Paris 13^e,
entrée gratuite
Réservation conseillée.

- Conférence inaugurale par Dominique Perrault, architecte de la BnF / François-Mitterrand
- Regards de grands témoins sur les trente ans du site François-Mitterrand
- « La BnF, réalisation inspirante » : l'exemple de la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc
- « Construire de manière responsable, conserver de manière durable »
- « La bibliothèque, forum des savoirs »
 - Des lieux hybrides : des technologies numériques au service des collections et des publics
 - Conférence de clôture, par Alberto Manguel, écrivain.

Programme détaillé sur www.bnf.fr

Société éditrice du «Monde» SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du «Monde», directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Alix, Maryline Baumard, Philippe Brouard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalreau, Alexis Delcampe, Anne Evertz, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Frédérique Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Koten
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautherot, Michel Guérin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (chef de l'édition), Alain Salles (Débats et idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Photographe Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte

Jean Paul Gaultier «Grâce au dessin, on m'aimait, on m'acceptait»

ENTRETIEN

Créateur révolutionnaire des années 1980, précurseur de la jupe pour les hommes et indissociable de sa mariée, Jean Paul Gaultier a fondé sa marque dans les années 1970, après avoir travaillé pour Cardin ou Patou. Il s'est lancé en haute couture avant de prendre la direction artistique d'Hermès, entre 2004 et 2010. Après cinquante ans de carrière, au cours de laquelle il a révolutionné les codes, l'ex-« enfant terrible de la mode » a pris sa retraite, en janvier 2020. Mais, à 72 ans, il reste actif, invitant des créateurs à revisiter ses archives, et très mobilisé dans la lutte contre le sida. Cette année encore, il est ambassadeur du Sidaction, dont la prochaine édition a lieu du 21 au 23 mars.

Je ne serais pas arrivé là si...

... Si, enfant, je n'avais pas passé tous mes jeudis après-midi chez ma grand-mère maternelle. Elle me laissait une entière liberté. C'est en fouillant dans ses armoires que j'ai vu mon premier corset. Je me souviens de la couleur, saumon. Comme de l'odeur de son parfum. Nous étions au début des années 1960, j'avais 8 ans. Je regardais des émissions à la télévision où l'on voyait des femmes se faire coiffer, changer de look. Je faisais subir à mon ours les mêmes transformations. Après le mariage de Fabiola avec le roi Baudoin [le 30 décembre 1960], j'ai marié ma peluche, à qui j'avais fabriqué une robe en coupant des rideaux. Je lui ai fait des seins coniques. C'était le premier ours transgenre !

Que faisait votre grand-mère ?

Où vivait-elle ?

A Arcueil [Val-de-Marne], comme nous. Mes parents auraient pu habiter dans son immeuble, ce qui aurait été formidable. Mais ils trouvaient que j'étais déjà très souvent chez elle, et qu'elle me laissait un peu trop libre. Ils ont préféré prendre un appartement plus loin. Je leur en ai beaucoup voulu. Ma grand-mère était infirmière, à la retraite. Mais elle continuait à exercer, surtout chez elle. Elle tirait aussi les cartes, faisait des massages, des soins du visage, remettait en place les énergies et donnait à ses clientes des conseils de vie et de beauté. Si l'une d'elles lui confiait des difficultés conjugales, elle lui conseillait de changer de coiffure... Moi, j'étais un petit garçon sage et j'écoutes. J'ai compris qu'une façon d'être coiffé, un vêtement, le fait de prendre soin de soi, pouvait changer son rapport aux autres. L'esthétisme se mêlait à l'intime. Ça m'a intéressé tout de suite.

Quelle personnalité avait-elle ?

Elle était très attentionnée, ouverte. En même temps, elle avait du caractère. Elle avait vécu des épreuves très dures, ayant perdu son mari et l'une de ses filles, une demi-sœur de ma mère, pendant la première guerre mondiale. A l'époque, elle travaillait la nuit et n'avait pu rester autant qu'elle l'aurait voulu au chevet de sa fille, qui s'était cassé la colonne vertébrale en tombant d'un escalier. Cela a été pour elle une grande douleur. Ma grand-mère croyait en l'au-delà, aux signes. Elle disait qu'elle communiquait avec sa fille. En fouillant chez elle, j'ai trouvé des lettres de cette tante, qui signait avec un cœur. Quand j'écrivais à ma grand-mère, depuis ma colonie de vacances, je mettais, moi aussi, un petit cœur à la fin de ma lettre, pour que ça lui rappelle cette fille qu'elle aimait tant. C'était une manœuvre pour qu'elle m'aime encore plus...

Que faisaient vos parents ?

Ma mère était caissière à la cantine de la Caisse des dépôts, à Arcueil. Mon père était comptable. Mais il n'était pas très doué pour gérer les comptes de la famille. Il était un peu rêveur... Il revenait à la maison avec des choses inutiles qu'il achetait dans la rue à des vendeurs à la sauvette, pour leur faire plaisir. Ma mère était un rempart. Elle s'arrangeait pour que je ne me rende compte de rien. Sans le montrer, c'était elle qui portait la famille.

Vous avez déclaré avoir eu honte de ce milieu de «petits-bourgeois de banlieue». Puis avoir eu honte d'avoir eu honte...

C'est vrai que je n'aimais pas dire que j'habitais dans une HLM. Quand je donnais mon adresse, je disais : « Groupe Emile-Raspail. » Mais ça n'a pas duré. D'ailleurs, ce n'était pas si moche. Nous habitions en face de la mairie et de l'église. Nous avions peu de moyens. Pour gagner de l'argent, mon père, qui avait une belle écriture, écrivait des lettres pour les gens. Et, moi, je collais les timbres sur les enveloppes. Ma grand-mère nous aidait. Elle



A Barcelone,
le 28 février 2024.
XAVI TORRENT/GTETTY IMAGES

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence.

Le styliste raconte comment il a réussi à préserver sa liberté

m'emmennait parfois à Dax [Landes], quand elle partait en cure soigner ses rhumatismes. Puis, nous descendions à Saint-Jean-de-Luz [Pyrénées-Atlantiques].

Votre mère est morte très jeune...

A 57 ans, d'une attaque cérébrale. Mon père a failli chavirer. C'était un homme gentil et doux qui vivait pour ma mère, et à travers elle. Après sa mort, il est d'abord resté cloitré. Puis il est parti vivre dans le Sud-Ouest, où il avait un frère. Il a rencontré une femme, veuve elle aussi. Ce qui m'a heurté. Mon père a survécu – c'est exactement le terme – à ma mère une dizaine d'années.

Comment étiez-vous, enfant ?

J'étais fils unique, je parlais comme un adulte. Je n'aimais pas la compagnie des autres enfants, à l'exception de ma cousine, avec qui je dansais. On inventait des ballets. Je préférais les filles. A cause d'un souffle au cœur, j'étais exempté de sport. En classe, je dessinais. Un jour j'ai dessiné une danseuse des Folies-Bergère, après avoir vu une revue à la télévision. L'institutrice a voulu me faire honte. Elle a épingle mon dessin sur ma blouse d'écolier et j'ai dû faire le tour des classes. Mais sa punition s'est renversée. D'un seul coup, les garçons qui ne s'intéressaient pas à moi car je ne jouais pas au foot m'ont demandé : « Fais-moi un dessin. » Cela a été un déclencheur. Le dessin était à la fois une joie et un refuge. Grâce à lui, on m'aimait, on m'acceptait.

Vous vous inventiez aussi d'autres vies...

Oui, je ne me sentais pas très à l'aise avec la réalité, ma réalité. J'avais des parents aimants et j'étais fier de ma grand-mère. Mais je rêvais d'autre chose, et donc je l'inventais. J'ai toujours été fasciné par les différences. Je me souviens d'une fille qui avait les cheveux roux et crépus et la peau très blanche, on voyait ses veines. Elle était pied-noir. Pour qu'elle me trouve plus intéressant, je lui avais raconté que j'avais grandi à Alger.

ment. Beaucoup de gens m'ont aussi involontairement aidé, comme Pierre Bergé et Yves Saint Laurent, qui n'ont jamais caché leur homosexualité. Ma grand-mère, elle, m'avait offert un livre qui racontait l'histoire d'un garçon aimant un autre garçon. Elle m'avait dit : « Il faut être très gentil avec eux. » Je pense qu'elle essayait de me dire : « Ne t'inquiète pas, je t'aimerai aussi. »

Vos débuts ont été difficiles...

Nous avons commencé sans un sou, ça donnait des idées. Au lieu de faire comme tout le monde, nous devions trouver d'autres solutions, y compris de bric et de broc. J'ai, par exemple, commencé à recycler. J'étais allé à Manille, aux Philippines, d'où j'avais ramené des sets de table en paille tressée, j'en ai fait des boléros. Dans ma première collection, en 1976, il y avait des vêtements fabriqués avec des vieux jeans. J'ai fait mon premier défilé au Palais de la découverte. Personne n'est venu ! Et puis, quelques années plus tard, tous les jeunes « branchés » se battaient pour entrer, parce que c'était... différent. J'avais choisi des mannequins – Edwige, « la reine des punks », Farida Khelfa – qui avaient un look : pas très grandes, mais une beauté intéressante.

Vous avez dit au sujet de Chanel, qui était orpheline, qu'elle avait fini par habiller toutes les femmes comme dans un orphelinat, avec une petite robe noire et des cols blancs. Et vous avez ajouté : « C'est mieux d'avoir quelque chose à dire » à travers les vêtements. Qu'avez-vous dit au travers des vôtres ?

Une honnêteté, une fluidité par rapport au genre. Avoir une sexualité différente a alimenté ma créativité, m'a permis de représenter l'androgynie. Le côté féminin des hommes et le côté masculin des femmes. J'ai fait la jupe pour homme qui était un pantalon avec un effet portefeuille, comme un tablier de serveur. Mon premier défilé homme, *Et Dieu créa l'homme*, évoquait l'homme-objet. Je montrais aussi des femmes sexy mais fortes. Mes fameux seins coniques, c'étaient des armes.

Votre style est associé aux années 1980, qui ont fait votre succès. En 2020, après cinquante ans de carrière, vous avez fait vos adieux à la mode. Que répondez-vous à ceux qui affirmaient que vous étiez « démodé » ?

Que c'est normal ! Je n'ai plus 20 ans. Je n'ai pas les mêmes envies de ruer dans les branques. Je ne vis plus comme je vivais à l'époque. La mode, c'est le renouvellement. A un moment, je me suis dit que j'étais sans doute moins pertinent. Je ne voulais pas prendre le risque de me décevoir moi-même. Et puis, la mode a changé. Le prêt-à-porter a pris l'ascendant sur la couture. C'est devenu un gros business. Tout le monde peut être à la mode sans forcément acheter, simplement en publiant une photo sur les réseaux sociaux, en existant autrement. J'ai correspondu à une époque. Nous sommes désormais dans une autre époque.

Quelle place Francis a-t-il eue dans votre vie ?

Un grand amour, ça reste un grand amour. Cette période avec lui a été merveilleuse de créativité. On a tout découvert ensemble, la création, la liberté, le succès, inespéré. Quand il est mort, en 1990, j'ai un instant pensé à tout arrêter. Je me disais que j'avais déjà été au-delà de ce que j'avais imaginé. Ne pas avoir travaillé pour une grande maison a préservé ma liberté. J'ai eu la chance de pouvoir vivre de ma spontanéité, m'amuser. Finalement, j'ai décidé de continuer.

Vous avez perdu, très tôt, des personnes chères. Comment envisagez-vous l'idée de la mort ?

Mes parents, ma grand-mère, Francis... ils sont présents. C'est un peu comme si je regardais la télévision et que celle-ci explosait. Est-ce que les acteurs du film ne sont plus là ? Non, car le film continue à être diffusé... C'est une image un peu naïve, mais c'est celle qui me vient. Quand je vais à Saint-Jean-de-Luz, où j'ai acheté une maison pour me rapprocher de mes souvenirs d'enfance, je touche un rocher et je leur parle. Même si je ne suis pas croyant.

Quelle est votre définition d'une vie réussie ?

Une vie où on reste curieux, où on a toujours fait. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLENN DE ROYER

FUMÉE NOIRE AU « CONCLAVE » DES RETRAITES

Avec la hausse des dépenses militaires à venir, est-il réaliste de vouloir revenir sur la réforme controversée des retraites adoptée sans vote sous le gouvernement d'Elisabeth Borne ?

La réforme des retraites de 2023 n'est pas un sujet clos

Le contexte

Le « conclave » sur les retraites, engagé par le premier ministre, François Bayrou, pour faciliter la « non-censure » du Parti socialiste, semble désormais voué à l'échec. Cette négociation avait pour but de réviser la réforme controversée adoptée sans vote sous le gouvernement d'Elisabeth Borne. Après Force ouvrière (dès le début des discussions), puis l'Union des entreprises de proximité, c'était cette semaine au tour de la Confédération générale du travail (CGT) de claquer la porte. M. Bayrou, qui avait pourtant promis qu'il n'y aurait « aucun tabou » dans ces pourparlers, a refroidi les syndicats de salariés en expliquant que, du fait des nouvelles tensions internationales et de la nécessité d'augmenter les dépenses militaires, il fallait renoncer au retour à 62 ans pour l'âge légal de départ à la retraite. « Le premier ministre a trahi sa parole », a déploré, mercredi 19 mars au soir, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, sur le plateau de TF1. En dehors de l'âge légal, les participants discutent dans le « conclave » de l'usure professionnelle et de la pénibilité, du taux d'emploi des seniors ou encore de l'inégalité entre les femmes et les hommes.

Adoptée sans légitimité politique solide, cette réforme a créé une crise démocratique et risque d'aggraver les inégalités. L'incertitude sur ses bénéfices économiques justifie de rouvrir le débat, estime l'économiste Michaël Zemmour

Pourquoi rouvrir le dossier de la retraite à 64 ans ? La marche du monde et le bon sens ne doivent-ils pas conduire à ne pas rejouer inlassablement les débats du passé ? Il y a pourtant de bonnes raisons de considérer que la réforme de 2023 n'est pas un sujet clos, car celle-ci a créé deux problèmes qui sont encore devant nous : une crise politique et des difficultés socio-économiques. De plus, la poursuite à tout prix d'une hausse du taux d'emploi [proportion des personnes en âge de travailler qui ont effectivement un emploi] est une stratégie au souffle court, dont les gains sont sans doute surestimés.

La crise politique que connaît la France ne se résume pas à la question des retraites, mais elle ne lui est pas étrangère : il est rare d'observer, dans l'Hexagone ou les démocraties comparables, des réformes concernant un élément aussi central du modèle social que le système de retraite, qui soit mis en place sans une légitimation politique forte. Ainsi, face à un mouvement social fort, la réforme de 1995 a été retirée ; les réformes de 2003 et de 2013 ont fait l'objet d'aménagements, même la réforme de 2010, très contestée, a pu s'appuyer sur une majorité parlementaire explicite, avec l'idée que le contentieux pourrait se dénouer à la prochaine élection.

Au contraire, la réforme de 2023 a prouvé sa faible légitimité. Annoncée dans le programme d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2022 (retraite à 65 ans), c'est en large partie sur ce sujet que son camp n'a pas obtenu de majorité aux élections législatives qui ont suivi.

De fait, la réforme a été adoptée sans vote, contre une très large majorité de l'opinion, l'ensemble des syndicats, et sans majorité parlementaire. La défaite du camp présidentiel aux législatives de 2024 s'est aussi jouée pour partie sur cette question. Quant à l'argument de l'impérieuse nécessité, il ne résiste pas à l'examen : les baisses de recettes survenues depuis 2017 (2 points de PIB [produit intérieur brut] par an) ont dégradé les comptes publics plus que ce que n'apportera jamais la réforme des retraites. Quant aux marchés financiers, ils ont sanctionné la dissolution plus qu'ils ne l'ont jamais fait d'une réforme réussie ou ratée.

C'est peut-être ce manque de légitimité politique qui avait conduit le premier ministre à rouvrir une discussion sur une réforme à peine adoptée. Malheureusement, les conditions du « conclave » étaient, dès l'origine, peu propices à un dénouement de la crise : d'abord parce que la réforme, n'étant pas suspendue le temps des discussions, va s'appliquer en 2025 à 800 000 salariés supplémentaires ; d'autre

LA DÉFAITE DU CAMP PRÉSIDENTIEL AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2024 S'EST JOUÉE POUR PARTIE SUR CETTE QUESTION

être actionnés : augmenter le temps de travail (notamment en repoussant l'âge de départ à la retraite), réduire le montant des pensions, prélever davantage les actifs... ou augmenter la richesse créée. Cette dernière option, c'est l'augmentation de la productivité. Elle est la plus indolore socialement puisqu'elle permet simultanément d'améliorer les pensions des retraités et le niveau de vie des actifs. Elle évite de raisonner dans une logique de jeu à somme nulle, cette idée fausse, mais, hélas, fréquente dans les esprits, selon laquelle toute amélioration pour les uns devrait nécessairement se faire aux dépens des autres.

Pour compenser la baisse attendue du nombre d'actifs d'ici à 2050, la Cour des comptes retient une hypothèse d'une croissance annuelle de la productivité de seulement 0,7 %. Avant d'en évaluer la crédibilité, il convient de souligner une conséquence essentielle d'un tel scénario : 0,7 % de croissance compenserait tout juste le vieillissement, ce qui signifie que la totalité des gains de productivité serait captée par les retraités. Aucun bénéfice ne pourrait être consacré à l'augmentation du revenu des actifs, à une réduction de leur temps de travail ou à l'investissement dans les services publics. Dans un contexte où le niveau de vie moyen des retraités dépasse déjà légèrement celui des actifs et où la volonté collective de travailler moins se renforce, ce scénario apparaît difficilement soutenable politiquement et socialement.

Le lien entre la productivité et la viabilité d'un système de retraite par répartition est clair. Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites prévoit qu'à l'horizon 2050 le ratio d'actifs par retraité chuterait à 1,4 contre 1,7 aujourd'hui. Face à ce déclin démographique, quatre leviers peuvent

part, parce que le patronat savait d'avance qu'un échec des négociations validerait son option préférée : le maintien du départ à 64 ans. En s'invitant, de l'extérieur, dans la discussion pour exclure tout retour à 62 ans, le premier ministre a achevé de dévitaliser un processus déjà fragile, ce dont les organisations syndicales ont pris acte chacune à leur manière.

Au-delà de la crise politique, l'analyse économique et sociale des effets de la réforme serait pourtant une bonne raison de rouvrir le dossier. Si l'aspect « social » de la réforme (la revalorisation de certaines petites pensions) est déjà appliqué, les dégâts sociaux sont surtout à venir.

Le premier effet sera de maintenir en emploi environ 300 000 salariés qui auraient, s'ils l'avaient pu, choisi de prendre leur retraite plus tôt. Le second sera de maintenir dans la précarité de 100 000 à 200 000 personnes, qui ne sont déjà plus en emploi à l'âge de 62 ans. Cet effet est particulièrement fort chez les ouvriers (chez qui il excède le maintien en emploi) et les employés. Seules les personnes dont l'invalidité est reconnue ne subiront pas de décalage de leur départ du fait de la réforme. En somme, l'application de la réforme de 2023 va dégrader sensiblement les conditions de vie de seniors dont la carrière est déjà terminée, issus le plus souvent de catégories populaires et dont la retraite sera généralement plus modeste et plus courte (en particulier pour les hommes) que celle des personnes qui viendront à rester en emploi. On ne peut dissiper cet enjeu d'un revers de la main.

Nécessaire délibération sur l'avenir

En parallèle, il reste un argument fort à la réforme : les 300 000 personnes qui seront maintenues en emploi vont travailler davantage, produire et payer des impôts, augmentant ainsi le PIB et les finances publiques. Ce mécanisme est réel, seulement on n'en connaît pas l'ampleur et tout porte à croire que ses effets sont largement surestimés par l'Etat. Bercy fait ainsi l'hypothèse que pour tout senior qui repousse son départ, l'emploi total augmente.

Mais il y a vraisemblablement des cas (minoritaires, sauf qu'on n'en connaît pas le nombre) où le maintien en emploi d'un senior conduit à reporter des embauches. Plus grave, Bercy présume qu'augmenter le nombre de personnes en emploi de 1 % augmente le PIB d'autant. Or, les observations réalisées sur les années récentes (en particulier la réforme des retraites ayant passé l'âge de départ de 60 ans à 62 ans) montrent que la hausse du taux d'emploi

survient simultanément à une baisse de la productivité moyenne. Une publication récente du Conseil d'analyse économique suggère que cette hypothèse de Bercy pourrait être deux fois trop élevée. Selon cet ordre de grandeur, le gain de la réforme des retraites serait de 0,05 point de croissance par an pendant dix ans, et de plus rien après. Il n'y a pas de certitude sur le sujet, mais il n'est pas sûr que la hausse du taux d'emploi des seniors soit une source d'enrichissement si importante pour le pays, ni qu'il faille s'y accrocher quel qu'en soit le prix politique et social.

Revenir sur la réforme des retraites de 2023 représenterait un coût certain, d'un peu plus de 1 point de cotisations sociales, à partager entre employeurs et salariés à l'horizon 2035. Empêcher la formation d'un déficit lié à la baisse des recettes demande un effort similaire qui peut être financé, pour partie, par un élargissement de l'assiette sociale. Rien de gratuit donc, mais rien d'impossible non plus.

Dans une démocratie sociale, il n'y a pas de bonne raison d'en refuser durablement la délibération aux salariés et moins encore aux citoyens. La question nouvelle des dépenses militaires ne peut pas non plus servir, après tant d'autres, d'argument d'autorité pour évacuer le sujet. La France envisage d'augmenter son budget de la défense d'un point de PIB, d'ici à 2030, par rapport à la trajectoire déjà votée (on est loin d'une « économie de guerre »). Mais cela ne signifie pas qu'elle abandonne sa capacité à délibérer sur son avenir.

L'enlisement économique dans lequel la France se trouve appelle à la fois des arbitrages et à la définition d'une stratégie économique qui fait aujourd'hui défaut. La retraite n'est pas non plus le seul sujet urgent : transition écologique, éducation, santé nécessitent également une action rapide. Mais il n'y a aucune raison d'arbitrer d'office au détriment des sécurités économiques et sociales, de penser que le désarmement fiscal de la décennie passée ne doit pas être révisé, ou de préserver absolument la capacité des ménages les plus riches, retraités ou non, à surépargner comme on l'observe depuis cinq ans. ■

Michaël Zemmour est enseignant-recherche à l'université Lumière Lyon-II et économiste au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po

La viabilité de la retraite par répartition est liée à la productivité du travail

Dans le débat sur la réforme des retraites, la question de la productivité est laissée dans l'ombre. Elle est pourtant essentielle à l'équilibre de notre système de retraite, explique l'économiste Antonin Bergeaud

LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES CONSTITUENT LA SOURCE PRINCIPALE DES GAINS RÉCENTS DE PRODUCTIVITÉ

de son économie, alimente ainsi des doutes légitimes quant à la perspective de voir la croissance de la productivité soutenir les dépenses prévues.

La productivité repose fondamentalement sur deux leviers complémentaires : le progrès technologique et l'amélioration du capital humain. Dans ce contexte, la révolution de l'intelligence artificielle représente certes une opportunité considérable pour relancer la dynamique de la productivité ; mais sans une remise en question profonde de la manière dont est menée la politique industrielle (en France et en Europe) et sans une mobilisation de ressources financières consacrées à l'innovation, ses bénéfices ne sont pas garantis.

Or, il est justement dommage que notre système de retraite par répartition ne libère aucune capacité financière pour l'investissement productif des entreprises, contrairement à un système par capitalisation. Pour maintenir et dépasser la trajectoire d'au moins 0,7 % de croissance de la productivité sur les prochaines années, de tels investissements seraient absolument cruciaux. Sans eux, l'équilibre du système français ne pourra donc être assuré qu'au prix d'un arbitrage dououreux entre baisse des pensions, augmentation des cotisations et augmentation substantielle du temps de travail. ■

L'incapacité chronique de l'Europe à faire émerger une industrie numérique d'envergure comparable à celle des Etats-Unis ou de la Chine, et à en diffuser les innovations technologiques à l'ensemble

Antonin Bergeaud est économiste, professeur à HEC Paris

Il faut relever le potentiel productif de la nation

Les enjeux de défense et de retraite sont imbriqués, remarquent le sociologue **Serge Guérin** et l'économiste **Vincent Touzé**

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump bouleverse la stratégie européenne de défense. L'allié américain sera moins investi dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) alors que l'incertitude sur l'issue de la guerre en Ukraine reste grande. L'Europe doit assumer, dans une plus grande solidité, la protection de ses frontières. Pour préserver la paix, la crédibilité militaire européenne nécessite un effort financier. Tout cela pourrait conduire à repenser les priorités nationales en matière de dépenses publiques.

Emmanuel Macron a adressé, le 5 mars, une demande urgente au gouvernement : des nouveaux «investissements» dans le secteur de la défense devront mobiliser des «financements privés» et «publics, sans que les impôts ne soient augmentés». Le président fait appel à l'élan patriotique.

Les partenaires européens ont déjà acté de dégager 800 milliards d'euros pour une Europe de la défense en adoptant à l'unanimité, le 6 mars, le plan «réarmer l'Europe», qui vise à augmenter les budgets militaires. Un prêt européen pourrait contribuer à ce financement. Par ailleurs, une révision des critères de Maastricht autoriserait le dépassement du seuil fatidique des 3% de déficit public, en cas de dépenses militaires accrues. L'objectif de

dépenses militaires serait de 3 % du produit intérieur brut (PIB) européen, contre environ 1,9 % en moyenne aujourd'hui. Quant à la France, elle consacre déjà à la défense 2,1 % de son PIB et vise 3,5 %.

L'effort national de dépenses militaires supplémentaires représenterait 1,4 point de PIB (environ 40 milliards d'euros par an), alors que les finances publiques sont très dégradées (déficit prévu à 5,4 % du PIB en 2025) et qu'à moyen terme la France s'est engagée à revenir sous le seuil des 3 % de déficit public, soit 2,4 points de PIB (environ 70 milliards d'euros)... Mais cet effort de dépenses militaires pourrait être considéré comme un investissement pur contribuant au développement de l'industrie française et à son commerce extérieur.

A défaut de levier fiscal et sans compromettre les autres dépenses publiques, le financement de

la hausse des dépenses militaires nécessite de relever le potentiel productif de la nation. Les deux principaux leviers naturels sont le travail et le capital. Sur le long terme, l'innovation (technologique, organisationnelle et sociale) est un facteur-clé de croissance de la productivité, surtout dans une perspective mondiale de moindre recours aux énergies carbonées afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Potentiels excédents

A l'heure où les partenaires sociaux sont réunis en «conclave» pour discuter de l'avenir du système de retraite et de remettre, ou non, en question le recul de l'âge de la retraite, ce changement de contexte mérite d'être pris en considération. Elever l'âge de la retraite demande une grande vigilance, car les travailleurs seniors sont plus exposés à des risques de santé, de pénibilité ou d'accident liés au travail ou à des problèmes d'employabilité en raison d'un décalage entre leurs profils (formation initiale, expérience et attentes salariales) et l'évolution des besoins d'embauche des entreprises.

Toutefois, cela ne doit pas conduire au renoncement, en masquant une autre réalité : faire partir tôt et massivement des travailleurs expérimentés représente un coût social considérable. Leur capacité productive et leur expérience ne bénéficient plus aux pays (création de valeur ajoutée, financement de l'Etat) ni à eux-mêmes. Par ailleurs, dans une période où il sera demandé plus d'efforts à la nation, il peut apparaître équitable que les salariés les plus expérimentés puissent contribuer à la mobilisation du pays.

L'aménagement des postes de travail, la lutte contre l'âgisme (regard négatif sur la sériorité), le suivi longitudinal de la santé des travailleurs, la formation professionnelle, le passage progressif à la retraite, le management des âges sont autant d'outils pour transformer en réussite collective la bonne nouvelle que

constitue l'allongement de l'espérance de vie.

Pour les finances publiques, une élévation réussie du taux d'emploi des seniors présente deux atouts : d'abord, la durée passée à la retraite est réduite, ce qui amoindrit le rythme de croissance des dépenses de pension ; ensuite, les recettes sociales et fiscales augmentent, car sur chaque euro de valeur ajoutée créée seront prélevés des cotisations sociales et des impôts utiles au bon rétablissement des comptes publics.

Un relèvement des finances des retraites résultant de l'élévation du taux d'emploi des seniors pourrait dégager des excédents suffisants pour alimenter les actuelles réserves – Fonds de réserve pour les retraites, régime de retraite complémentaire des salariés du privé en France (Agirc-Arrco), caisses des travailleurs non salariés, Etablissement de retraite additionnelle de la fonction publique –, et ces dernières pourraient être investies, à l'instar d'un fonds souverain, dans des secteurs-clés pour servir les besoins de la nation à moyen et long terme : défense, transition écologique et démographique, formation.

Accroître le taux d'emploi et la capacité financière de l'Etat français peut être un puissant levier pour relever le nouveau défi posé par la recomposition géopolitique mondiale, mais pas seulement. Dans la liste des défis à relever pour l'humanité, il y a la préservation de la planète et de l'environnement, mais aussi celui d'éviter que les conditions d'existence terrestre ne deviennent invivables. ■

Serge Guérin est sociologue, professeur à l'Insee Grande Ecole ; **Vincent Touzé** est économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques de Sciences Po

Comment réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et augmenter ainsi les recettes issues des cotisations salariales ?

L'impossibilité d'une négociation sur le dossier des retraites vient de ce qu'un paramètre central, le niveau des cotisations, est posé comme intangible depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Elysée, et même avant. C'est dommage, car il serait intéressant d'étudier différents scénarios et d'examiner quelles seraient les conséquences sur les recettes, positives et négatives, de différentes hausses de cotisations.

Les syndicats ont-ils eu tort de participer, dans ces conditions ?

S'ils avaient refusé d'y aller, l'idée aurait été diffusée par le gouvernement et bien au-delà qu'ils refusaient le dialogue, voire qu'ils méprisaient la démocratie. Ils auraient ensuite perdu toute légitimité pour critiquer le contenu de la réforme éventuellement proposée par le gouvernement. Pour démontrer la situation de blocage, ils n'avaient d'autre choix que de s'asseoir à la table.

Peut-on encore faire revivre l'esprit du partarisme en matière de protection sociale ?

Il n'y a jamais eu d'esprit du partarisme dans la protection sociale dans son ensemble. Il y a eu des prérogatives plus ou moins importantes des organisations syndicales et patronales selon les branches du système et les périodes, qui vont de la gestion de certaines caisses à l'absence même de concertation.

Clairement, depuis 2017, on assiste à un recul généralisé de ces prérogatives (à l'exception de la retraite complémentaire). En matière d'assurance-chômage, après avoir très fortement encadré la négociation et même l'avoir empêchée pendant plusieurs années, l'exécutif a, dernièrement, laissé les organisations négocier sur des éléments anecdotiques.

Et si vous deviez parier sur l'avenir du dossier des retraites ?

Il pourrait encore se complexifier si l'exécutif cherche à financer ses engagements budgétaires en matière de défense par une réduction des droits à la protection sociale. Evidemment, cela suscitera des oppositions des organisations syndicales de salariés. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ



LA CHRONIQUE DE DOMINIQUE MÉDA

Une occasion unique de réconcilier les Européens

En désignant l'Union européenne (UE) comme son adversaire, Donald Trump a peut-être rendu aux Européens un extraordinaire service. En effet, alors que l'UE n'avait pas progressé, institutionnellement parlant, depuis plusieurs décennies, que les opinions publiques continuaient à s'en désintéresser, que les éditeurs déconseillaient d'écrire sur l'Europe, suggérant que ce serait un four assuré, l'Union est brutalement revenue au cœur des conversations et des espoirs.

Alors qu'elle était considérée, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, comme l'ennemie à combattre, l'appel à en sortir n'étant jamais loin, l'UE apparaît soudainement comme une présence familiale, rassurante, protectrice. Et, alors que, auparavant, tous les partis de gouvernement essayaient de faire porter à la Commission européenne le chapeau des décisions impopulaires, Ursula von der Leyen, sa présidente, prend aujourd'hui des airs de matriarche.

Devant la sidérante volte-face du président américain, les Européens ont enfin décidé de renforcer leurs liens, d'apporter une réponse commune à la double menace représentée par la Russie et les Etats-Unis, et semblent avoir brutalement pris conscience de tout ce qui les rassemble.

De fait, si, vu de l'intérieur, on a tendance à grossir les différences politiques, économiques et culturelles existant entre les Etats membres, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – signée en 2000 mais dotée d'une force juridique égale à celle des traités depuis 2009 [lorsque le traité de Lisbonne, qui l'a intégrée en 2007, entre en vigueur] – montre de façon éclatante la singularité de l'UE et des valeurs qu'elle proclame : «L'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'Etat de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.» Les Vingt-Six viennent de décider de renforcer considérablement leur potentiel et leurs dépenses militaires pour défendre ces valeurs. A la suite de cette première décision essentielle, de nombreuses questions se posent. Ne craignons pas d'utiliser des termes galvaudés : l'Europe est à la croisée des chemins, et le choix de la meilleure stratégie est délicat.

Vers un budget véritablement européen

Faut-il profiter de ce premier pas pour forcer le destin et promouvoir ces Etats-Unis d'Europe dont les fédéralistes européens réunis à La Haye avaient dessiné les contours en 1948 et qu'ils avaient continué à promouvoir, en vain, avec le projet de Communauté européenne de défense en 1952, finalement refusé par la France ? Et, dans ce cas, faut-il engager sans plus tarder une grande réforme institutionnelle visant à supprimer le droit de veto et à étendre le champ d'application du vote à la majorité qualifiée, notamment pour la fiscalité, le social et la politique étrangère et de sécurité ? Les facteurs de blocage – tel que le frein à l'endettement en Allemagne – semblent tomber les uns après les autres. Les temps semblent mûrs pour porter l'idée d'un budget européen, qui ne reposera plus sur des contributions nationales mais sur des ressources propres – et permettrait de financer les grands chantiers à ouvrir. Faut-il engager ces réformes institutionnelles au niveau des Vingt-Sept ou plutôt distinguer au sein de l'UE différents regroupements d'Etat membres volontaires

organisés en cercles concentriques permettant aux plus investis d'aller de l'avant et d'engager ensemble certaines actions, comme le suggérait le passionnant rapport «Naviguer en haute mer : réforme et élargissement de l'UE au XXI^e siècle», rendu en 2023 par un groupe de haut niveau ? Ce sont toutes ces questions qui devraient faire, en ce moment même, l'objet de conversations et de débats publics dans tous les Etats membres.

En tout cas, ce que nous ne pouvons pas nous permettre, c'est une focalisation exclusive sur le pilier militaire, au détriment de la question écologique et de la question sociale. Augmenter les dépenses militaires en démantelant les avancées européennes en matière de transition écologique (comme la Commission semble tentée de le faire) serait inefficace économiquement en plus d'être irresponsable. Le faire en obligeant les Etats membres à réduire la voilure de leur modèle social serait catastrophique.

Nous avons une occasion unique de réconcilier les Européens avec le projet d'une Union toujours plus étroite. Ce n'est certainement pas en rabotant les dépenses sociales que cela adviendra. Ni en remettant en cause les avancées récentes obtenues de haute lutte comme certains cherchent à le faire actuellement avec la directive sur les salaires équitables. C'est au contraire le moment pour l'UE de montrer qu'elle peut protéger les ressortissants des Etats membres en améliorant concrètement leurs conditions de vie quotidiennes.

Cela ne sera possible que si l'UE déploie une véritable politique industrielle, lance des grands travaux pour améliorer les infrastructures des pays membres, finance des programmes d'amélioration des compétences et des qualifications, soutient la création de «champions» européens, rompt avec la doxa de la supériorité de la concurrence sur la coopération, etc. Cela suppose aussi de renouer avec la revendication française, formulée dès 1948 puis en 1956, de conditionner l'extension du marché à l'harmonisation des législations sociales et fiscales, et donc de mettre un terme à la concurrence fiscale exacerbée que se livrent les Etats membres. L'économie de guerre ne sera acceptée que si elle s'accompagne de la promesse d'un mieux-être social pour les citoyens européens. ■

ENTRETIEN

A la suite des déclarations de François Bayrou sur le non-retour de la retraite à 62 ans, dimanche 16 mars, la Confédération générale du travail (CGT) a décidé de quitter la table des négociations. Pour Claire Vivès, sociologue, ingénierie de recherche au Conservatoire national des arts et métiers, les dés étaient pipés dès le départ.

Trois organisations ont déjà claqué la porte des négociations sur les retraites : Force ouvrière, l'organisation patronale U2P et la CGT. Ce «conclave» était-il finalement une très mauvaise idée ?

Pour répondre, il faut s'interroger sur cet objectif «conclave». Derrière ce terme à connotation religieuse, il ne s'agit que d'une concertation. Ce qui saute alors aux yeux, c'est qu'elle a lieu après une séquence très singulière et mouvementée : un changement majeur pour les retraites a été imposé en 2023 par l'exécutif de manière unilatérale, ce qui a débouché sur une crise sociale et politique de plusieurs mois qui n'est toujours pas refermée.

Cette concertation pouvait-elle permettre d'élaborer une réforme acceptée par les différentes parties (patronale, syndicale, gouvernementale) et, plus largement, par les Français et les Français ? En posant la question, on mesure à quel point la tâche est ardue. Et elle l'est d'autant plus que ce qui peut faire l'objet d'une négociation paraît limité. On ne peut pas convoquer les organisations syndicales et patronales du jour au lendemain en leur disant : «Trouvez une solution à la question des retraites», tout en verrouillant les principaux

paramètres de la négociation. Depuis des années, l'Etat, au lieu de se poser en garant de bonnes conditions de discussion, déséquilibre constamment le jeu en faveur du patronat.

Dans ce contexte, aucune négociation portant sur des changements substantiels ne peut aboutir pour une raison simple : l'une des parties, le patronat, n'a aucun intérêt à ce qu'un accord soit trouvé. Depuis des années, ses intérêts et ceux du gouvernement sont alignés sur les principaux sujets. La partie salariale ne peut pas obtenir de nouveaux droits par la négociation puisque le patronat n'a aucun intérêt à les accorder. Il n'a jamais la crainte de ce qui sortirait si, en cas d'impasse, l'exécutif reprenait le stylo. Sur les retraites, pourquoi le patronat reviendrait-il sur les mesures d'âge prévues par la dernière réforme, alors qu'elles lui conviennent parfaitement ?

Qu'aurait-il fallu faire pour permettre une vraie négociation ?

Il aurait fallu être dans une situation où le patronat aurait eu quelque chose à perdre en l'absence d'accord. Par exemple – hypothèse fiction –, le gouvernement aurait pu poser la règle suivante : «Si aucun accord n'est trouvé, nous reviendrons à l'âge légal de départ à 62 ans financé par une augmentation de cotisations.» Avec un tel cadre, la négociation aurait pu porter sur des adaptations de la règle pour prendre en compte la pénibilité, ou sur d'autres sources de financement. Quelles mesures pour lutter contre les pratiques discriminatoires des entreprises envers les seniors pour faire augmenter les taux d'emploi ? Comment lutter contre la pénibilité et éviter les situations d'invalidité en fin de carrière ?

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ

Astrid Panosyan-Bouvet Il n'est pas question de sacrifier notre modèle social mais de l'améliorer

Alors que la France entre en économie de défense, le travail est le fondement de la prospérité collective et l'assurance-vie de la nation, affirme la ministre chargée du travail et de l'emploi

Les débuts de la présidence de Donald Trump lancent un défi à l'Europe : ne plus compter que sur nous-mêmes pour notre sécurité. Nous ne sommes ni en guerre ni en économie de guerre, mais nous devons entrer résolument en économie de défense. Militairement, la France est sans doute, avec le Royaume-Uni, le pays européen le mieux préparé au nouvel état du monde. Nos fragilités sont ailleurs. Après l'intervention solennelle du président de la République, le 5 mars, le débat a rapidement pris, à raison, un tour économique et social. La « souveraineté » et la « défense » ne reposent pas uniquement sur la dissuasion nucléaire, notre modèle complet d'armée et une filière industrielle d'armement de premier plan. Notre résilience collective face aux chocs extérieurs, de quelque nature qu'ils soient, repose aussi sur la puissance économique et la cohésion nationale.

Comme l'a souligné le rapport Draghi, l'Europe risque le décrochage. Et la France un décrochage encore plus important. Entre 2000 et 2022, la richesse par habitant a augmenté de 15 % dans notre pays, contre 25 % en Allemagne et 30 % aux Etats-Unis. Un modèle économique n'est pas tout à fait un « modèle » quand il repose à l'excès sur la consommation et pas assez sur la production. Il en est de même

pour un modèle social financé par le déficit et la dette. Cet appauvrissement progressif n'est pas nouveau. Longtemps, nous nous en sommes collectivement accommodés, mais le contexte actuel le met en exergue et nous fragilise.

Pour rester autonomes et souverains, deux options nous sont interdites : disqualifier la question sociale au nom de l'impératif géopolitique et opposer les deux. La transformation de notre modèle économique et social devient plus que jamais urgente : il est à bout de souffle, et ce indépendamment de la situation internationale actuelle. Il n'est pas question de le « sacrifier », mais de l'améliorer, en plaçant le travail au centre : le travail est le fondement de la prospérité collective et de la cohésion sociale, l'assurance-vie de la nation.

Trop de Français loin de l'emploi

Nous devons travailler davantage en relevant nos taux d'activité et d'emploi. Le Conseil d'analyse économique, dans son « Focus » de mars, vient de le montrer : nous travaillons collectivement cent heures de moins par an que nos voisins allemands ou britanniques, et ce déficit est de moins en moins compensé par la productivité et par les compétences.

Le véritable problème n'est pas que ceux qui ont un emploi ne travaillent pas assez, mais que trop de Français sont

loin de l'emploi. Ainsi les jeunes intègrent-ils difficilement et trop tard le marché du travail tandis que les travailleurs expérimentés en sortent trop tôt ; le taux d'emploi des femmes a longtemps tiré le taux d'activité national mais stagne désormais ; 450 000 postes demeurent vacants. Remettre le travail au centre demande un nouveau pacte économique et social.

Il s'agit, pour les jeunes, d'être mieux formés aux métiers et aux compétences dont l'économie a réellement besoin, en repensant les parcours de formation, en parachevant la révolution de l'apprentissage et la réforme des formations du lycée professionnel. Il faut aussi faire des « ni en emploi, ni en études, ni en formation » (NEET) une priorité et assumer sans ambages qu'un bon dispositif d'insertion doit répondre pleinement aux besoins de l'économie.

Cent cinquante mille femmes sont contraintes de s'arrêter durablement de travailler chaque année faute de garde d'enfant. Cela commande une lutte sys-

tématische contre les freins à l'emploi liés à la parentalité.

Chez les seniors – que je préfère appeler travailleurs expérimentés –, le taux d'activité des 55-59 ans est maintenant supérieur à celui des Britanniques et proche de celui des Allemands. Mais celui des plus de 60 ans leur est très inférieur et l'écart se resorbe lentement. L'accord national interprofessionnel (ANI) de novembre a jeté les bases d'un réel progrès. Il doit être poursuivi par une lutte contre les stéréotypes liés à l'âge, contre l'usure professionnelle et pour la santé et la sécurité au travail tout au long des carrières. Un second rapport de la Cour des comptes, publié en février et commandé par le premier ministre pour enrichir les travaux de la délégation paritaire permanente, porte sur le lien entre système de retraites, emploi et compétitivité. Il permettra de nourrir cette perspective.

Compromis possible

Pour tous les salariés, la continuité des parcours professionnels nécessite la simplification opérationnelle de nos dispositifs de transition-reconversion. Les partenaires sociaux y sont prêts.

Enfin, travailler tous davantage appelle une meilleure rémunération pour le travailleur et un coût moins élevé pour l'entreprise. Le financement de la protection sociale repose très principalement sur le travail, plus que dans le reste de l'Europe. Il creuse un fossé entre coût employeur et salaire net, désincitant le recrutement et l'investissement autant que la progression des salaires et la motivation individuelle. Dit plus simplement, le coût élevé du travail et le faible revenu final freinent la montée en gamme de l'économie.

Dans un pays qui consacre la moitié de sa dépense publique et un tiers de son produit intérieur brut (PIB) à la protection sociale, nous devons faire des choix. Choisir entre ce qui est financé par le travail et ce qui est financé par des prélevements plus universels. Choisir entre les niveaux de transfert individuels – prestations aux ménages, aides aux entreprises – et d'investissement dans des services publics partagés, alors qu'aucun pays comparable au nôtre ne fait autant les deux à la fois. Choisir, enfin, entre responsabilité individuelle et solidarité nationale pour un certain nombre de protections.

Le compromis entre emploi, protection sociale, rémunération, productivité et compétitivité est possible. D'autres pays européens de tradition sociale-démocrate l'ont réussi. Etats, élus, partenaires sociaux : ouvrons franchement ces chantiers. Seul le sursaut productif par le travail permettra de dépasser le dilemme comptable entre poids des prélevements et niveau des prestations. C'est la condition pour que la France s'enrichisse et se protège mieux alors que le reste du monde avance à grands pas.

Aujourd'hui, le travail n'est pas seulement un actif économique et social, il devient littéralement un actif stratégique. Et nos débats autour du travail, de l'emploi et de la protection sociale ne sont donc ni vains ni anecdotiques. Ils sont indispensables et exigeants, et nous allons y arriver ! ■

Astrid Panosyan-Bouvet est ministre chargée du travail et de l'emploi

LA TRANSFORMATION DE NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, À BOUT DE SOUFFLE, DEVIENT PLUS QUE JAMAIS URGENTE

Ouvrons à la société civile le débat sur le nucléaire militaire, car ce sont les populations qui seraient anéanties

L'extension du « parapluie nucléaire français » aux alliés européens doit s'accompagner d'un débat global sur l'usage militaire du nucléaire, plaide un collectif de chercheurs, associatifs, diplomates et militaires

LA DISSUASION NUCLÉAIRE EST UN PROCESSUS DE MENACE ET DE CONTRE-MENACE, FRAGILE PAR ESSENCE ET QUI PEUT ÉCHOUER

La récente proposition du président de la République, Emmanuel Macron, pour un « dialogue stratégique » sur un élargissement de la dissuasion nucléaire française à l'Europe a remis le sujet sous les feux de l'actualité. Il est grand temps que la France se livre enfin à un débat public transparent et objectif sur ces armes puissantes et dangereuses, qu'elle s'est engagée à éliminer dès la fin de la guerre froide en rejoignant le traité de non-prolifération.

La Révolution française a fondé notre histoire collective et ouvert la voie à la démocratie. Mais l'usage de la démocratie exige que les choix politiques résultent du débat le plus large possible. Or la France n'a jamais connu de consultation véritable sur la dissuasion nucléaire, dont le ministre des armées a reconnu qu'elle

n'était plus « consensuelle ». Déjà, avant lui, le président Giscard d'Estaing avait admis dans ses Mémoires que jamais il n'aurait appuyé sur le bouton, car cela aurait signé la destruction de la France. D'autres personnalités se sont levées contre le dogme de la dissuasion nucléaire, comme l'ancien premier ministre Michel Rocard ou l'ancien ministre de la défense Paul Quilès, qui a fondé l'association Initiatives pour le désarmement nucléaire (IDN) il y a dix ans.

Après les propositions d'Emmanuel Macron, un débat approfondi sur les armes nucléaires s'impose. C'est le seul moyen de respecter notre démocratie. Si nous abandonnons à une petite élite les décisions concernant les armes nucléaires, nous trahissons ceux qui ont souffert pour que notre démocratie voie le jour ou ont donné leur vie pour la défendre.

Bien sûr, les experts diront que nous, simples citoyens, ne pouvons pas comprendre les questions complexes relatives aux armes nucléaires. Ce qui est absurde. Avons-nous besoin de comprendre le fonctionnement d'un moteur de voiture pour avoir une opinion sur la limitation de vitesse près de chez nous ? La théorie de la dissuasion nucléaire serait une affaire de spécialistes. Vraiment ?

Confiance aveugle

La dissuasion nucléaire est censée être parfaite, la moindre défaillance pouvant avoir des conséquences catastrophiques. Le problème est que les êtres humains sont faillibles. Chaque maillon de la chaîne – du soldat au président – peut commettre des erreurs. S'en remettre à une intelligence artificielle serait tout aussi dangereux, car qui prendrait les décisions ? La dissuasion nucléaire est un processus de menace et de contre-menace, fragile par essence et qui peut échouer, au risque de nous entraîner dans un cataclysme.

Une approche historique et probabiliste des risques d'explosion nucléaire non souhaitée, à cause de défaillances techniques ou d'erreurs humaines, démontre que le monde a bénéficié d'une chance inouïe de ne pas connaître cet événement redouté depuis quatre-vingts ans, alors qu'il a connu plusieurs catastrophes nucléaires civiles. Un secteur d'activité où la sécurité est pourtant réputée particulièrement efficace.

Il n'est pas réaliste de s'appuyer sur une arme qui suscite la crainte mais dont l'utilité mili-

ttaire dans la guerre est faible voire nulle : car qui souhaiterait conquérir un tas de ruines radioactives ? Il n'est pas réaliste de confondre la capacité de destruction avec l'utilité militaire. Qui fait la démonstration de son leadership et de sa force ? Celui qui s'accroche aux armes du passé ou celui qui affronte la réalité avec audace et élaboré une solution adéquate ? Comme aimait à le rappeler le général de Gaulle, pourtant fondateur de la dissuasion nucléaire française : « Toutes les doctrines, toutes les écoles, toutes les révoltes, n'ont qu'un temps. »

Cette nouvelle politique de défense doit être la priorité de notre pays afin d'affronter les défis de sécurité qui se présentent à nous. Elle exige un esprit de défense que la confiance aveugle dans la dissuasion nucléaire a anesthésié. Elle nécessite une réflexion non plus figée par une pensée unique remontant à la guerre froide, mais une réflexion ouverte, démocratique, prenant en compte les évolutions technologiques, économiques, sociales et environnementales qui sont les réalités du monde actuel.

Un tel débat doit être ouvert à la société civile, puisque ce sont les populations qui seraient anéanties par la guerre nucléaire. Il doit inclure toutes les options, y compris le désarmement nucléaire négocié, un désarmement progressif et vérifiable pour le rendre effectif, et une défense fondée sur la sécurité collective. En un mot, remplacer la « dissuasion » par la « persuasion ».

Nous appelons donc à ce débat sincère, public et ouvert. Le plus rapidement possible. ■

Signataires : Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières ; Valérie Cabanes-Danis, juriste internationaliste, spécialiste de droit humanitaire et droit international des droits de l'homme ; Gilles Candar, historien ; Jean-Pierre Dupuy, ingénieur et philosophe ; Marc Finaud, ancien diplomate ; Charles Josselin, ancien ministre, membre honoraire du Parlement ; Jean-Luc Lefebvre, ancien officier de l'armée de l'air, chercheur en stratégie ; Bernard Nolin, général d'armée aérienne (2S), président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire ; Joseph-Marie Quilès, membre d'Initiatives pour le désarmement nucléaire ; Annick Suzor-Weiner, physicienne, vice-présidente de l'association Pugwash France



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOUCART

Menaces sur les ONG environnementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) européennes de défense de l'environnement sont, depuis plusieurs mois la cible d'attaques inédites des droites du Parlement de Strasbourg. Les sub-sides qu'elles reçoivent de la Commission européenne sont contestés et âprement disputés, dans une volonté affirmée de les réduire au silence.

La commission environnement du Parlement devrait voter, fin mars, une motion de rejet du programme LIFE de la Commission européenne, qui est destiné à soutenir des initiatives en faveur de l'environnement et dont une part minuscule permet le financement des Amis de la Terre, BirdLife, FERN ou Pesticide Action Network. Pour nombre de ces ONG, les financements publics sont cruciaux. La fin du soutien de Bruxelles signifierait pour elles une réduction importante de leurs marges d'action, voire de mettre la clé sous la porte.

La situation actuelle est la confirmation – si besoin était – que le Parlement européen baigne désormais dans une nouvelle ambiance, qui voit l'extrême droite donner le «la» à une bonne moitié de l'assemblée, notamment sur les questions d'environnement. A l'évidence, l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis a fait céder des digues et élargi le spectre des choses cibles, y compris dans la bulle bruxelloise. La campagne menée contre les ONG environnementales a ainsi été, depuis l'automne, lancée dans un mélange trumpien de fausses informations, de demi-vérités et d'outrances, le tout nourrissant des flots d'indignation surjouée sur le bon usage des deniers publics.

«Pendant que les Etats-Unis partent à la conquête de Mars, l'Union européenne finance des ONG pour faire du lobbying», a déclaré la députée européenne Céline Imart (Parti populaire européen) à la tribune, au lendemain de l'investiture de Donald Trump. «Cinq milliards et demi d'euros pour diffamer les agriculteurs déjà accablés de normes déconnectées du terrain, a-t-elle poursuivi. La gauche et les Verts pourtant si prompts à dénoncer les ingérences étrangères semblent accepter sans difficultés celle des ONG notamment environnementales, qui sont leur bras armé, s'amusent à casser du flic dans certaines manifestations en France.»

L'intérêt général

Cinq milliards et demi d'euros, soit environ un dixième du budget de la politique agricole commune, le plus gros système de subventions européennes, pour financer une trentaine d'ONG? Interrogée, Mme Imart persiste, expliquant en substance que le programme LIFE étant doté de 5,5 milliards d'euros (sur cinq ans), la totalité de cette somme pourrait bien être attribuée à des ONG. Ces dernières sont en outre accusées d'avoir fait du «lobbying pour les objectifs politiques de la Commission, (...) en l'espèce du commissaire [Frans] Timmermans», l'ancien vice-président de l'exécutif européen.

La réalité est qu'en 2024, les ONG environnementales se sont partagé 15,6 millions d'euros, une

FAIRE TAIRE
LES ONG NE FERA
PAS DISPARAÎTRE
LA CRISE
ÉCOLOGIQUE

AU PARLEMENT
EUROPEEN,
L'EXTRÊME DROITE
DONNE LE «LA» À
UNE BONNE MOITIÉ
DE L'ASSEMBLÉE

fraction de pour-cent de ces fameux 5,5 milliards d'euros. Quant à un hypothétique «lobbying» de ces ONG au service de Frans Timmermans, cela relève jusqu'à preuve du contraire de l'imagination : *Politico*, dans un article du 5 février, relate avoir pu consulter 28 contrats liant Bruxelles et les associations en question, et n'y avoir pas trouvé la moindre trace d'une quelconque exigence de lobbying en faveur de qui ou de quoi que ce soit.

Les ONG font-elles néanmoins du lobbying au même titre que Philip Morris, Stellantis ou Bayer? Ce vieil élément de langage revient en force, mais il passe un peu vite sur le fait que les entreprises cherchent à promouvoir leur intérêt, tandis que les ONG plaident pour ce qu'elles estiment relever de l'intérêt général. On peut bien sûr être en désaccord avec leurs idées, mais il faut bien reconnaître qu'elles ne sont pas inféodées à des intérêts. Pas même aux leurs. Les ONG environnementales vivent de leur combat contre des problèmes qui, s'ils disparaissent, les priveraient de raison d'être et donc de financements : elles agissent non seulement de manière désintéressée mais aussi, d'une certaine manière, contre leur intérêt.

Ne voir dans ces organisations que des groupes plaidant pour leur cause occulte aussi une grande partie de leur activité. Nombre d'entre elles produisent des données, enquêtent et documentent les failles institutionnelles ou réglementaires qui participent à détruire ou altérer l'environnement. En quoi cela participe-t-il du fonctionnement démocratique?

Voici un cas d'école : il n'existe en Europe aucun texte de loi disposant que l'extinction effrénée de la vie dans les campagnes du Vieux Continent est une conséquence normale des activités agricoles. L'écroulement du vivant est au contraire considéré comme un phénomène inacceptable, par le sens commun, par les opinions et par le législateur. Pourtant, il se produit bel et bien, avec comme cause majeure l'intensification de l'agriculture.

Pourquoi une chose dont tout le monde s'accorde pour dire qu'elle ne doit pas se produire finit-elle par se produire? La démocratie consiste à décider collectivement des objectifs de la cité et à se donner les moyens de les atteindre, mais aussi à s'interroger lorsque c'est l'exact inverse qui survient.

Sur cet exemple comme sur d'autres, la crise environnementale renvoie à des dysfonctionnements et des failles profondes de l'organisation des sociétés, que les ONG explorent, mettent en lumière et dénoncent. Elles ne sont pas tendres avec les pouvoirs, mais participent du bon fonctionnement de la démocratie ; les faire taire ne fera pas disparaître la crise écologique. Jusqu'à présent, les institutions de l'Union ont permis à ces voix critiques d'alimenter la réflexion et le débat : c'est ce qui sépare encore (mais pour combien de temps?) la démocratie européenne du nouveau régime qui s'est installé à Washington. ■

LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE EST LE COMBAT DE TOUS

ÉDITORIAL

M

À près les discours, les travaux pratiques. D'abord sonnée par le lâchage des Etats-Unis depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et son alignement sur les positions russes, l'Europe s'est ressaisie, a clairement choisi le camp de l'Ukraine et compris qu'il lui fallait faire un effort majeur pour se réarmer et assurer sa défense. Ce tournant salutaire doit cependant être financé : un tel effort de défense, à mener dans l'urgence, implique des dépenses colossales. Nous y sommes.

La question du financement se pose d'abord au niveau national. Laborieusement parvenus, pour la plupart d'entre eux en 2024, à consacrer 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de défense, les Européens membres de l'Organisation

du traité de l'Atlantique nord (OTAN) réalisent qu'il leur faut viser au minimum 3 %, plus probablement 3,5 % dans les plus brefs délais pour faire face à une menace russe croissante. Les pays les plus exposés, dans le nord et l'est de l'Union européenne (UE), ont déjà intégré ce calcul, parfois au prix de sacrifices budgétaires que les pays les plus éloignés de la menace, en particulier dans le sud de l'Europe, ont du mal à envisager.

D'autres pays sont conscients du danger et prêts à prendre les mesures qui s'imposent, mais ils souffrent de finances publiques très dégradées et d'un niveau d'endettement maximal. C'est le cas de la France. Ceux-là sont évidemment les plus demandeurs de facilités de financement européennes. L'Allemagne, elle, avait pris beaucoup de retard mais a fait un pas de géant grâce à un vote du Parlement, mardi 18 mars, qui autorise le probable futur chancelier Friedrich Merz et sa coalition gouvernementale à lever le «frein de la dette» pour les dépenses de défense, débloquant un «bazooka» de centaines de milliards d'euros pour les investissements dans les infrastructures.

Jeudi 20 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont approuvé les grands principes du plan de la Commission Réarmer l'Europe, qui prévoit d'emprunter 150 milliards d'euros à prêter aux Etats membres pour la défense. La Commission pourrait aussi exonérer les dépenses militaires des critères de Maastricht, ce qui, cal-
culé Bruxelles, permettrait de mobiliser jusqu'à 650 milliards d'euros.

Cela, pourtant, risque fort de ne pas suffire et la boîte à outils européenne est limitée. Plusieurs pays, la France en tête, prônent donc une solution du même type que celle qui a sauvé les économies européennes pendant la crise du Covid-19 : un emprunt commun contracté par la Commission. Emmanuel Macron a encore plaidé jeudi pour un tel emprunt, justifié à ses yeux par le «mur d'investissements» qui se dresse devant les Européens sur la défense, les technologies et le changement climatique.

L'idée fait son chemin, y compris parmi certains Etats et partis réputés «frugaux» mais que l'accélération des tensions géopolitiques a fait changer d'avis. Le chancelier allemand sortant, Olaf Scholz, notamment, y était radicalement opposé ; la France place plus d'espérance dans son successeur.

L'affaire, cependant, n'est pas gagnée. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, veut d'abord rembourser le plan de relance post-Covid-19, dont les échéances devraient représenter, à compter de 2028, de 15 % à 20 % du budget communautaire annuel. Le débat est lancé et c'est positif. Mais la France aura plus de chances de convaincre ses partenaires récalcitrants si elle fait preuve de lucidité et de responsabilité dans la gestion de ses finances et dans ses choix budgétaires. Ce combat national est celui de tous. ■

Le Monde | Ateliers

Histoire de l'Art

COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall

Historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux

COURS DU SOIR

Les Modernes et les Anciens

En toute œuvre moderne, une mémoire de la peinture continue de vivre : passé et présent dialoguent pour donner naissance à de nouvelles images. Sous l'apparence d'un tableau que nous peinons à comprendre, nous pouvons en réalité reconnaître une complicité esthétique et déchiffrer autant de réponses, de prolongements ou de contradictions...

À partir du 29 avril, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans nos locaux ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ATELIERS.LEMONDE.FR

Jumping International CSI 5*

21, 22, 23 mars 2025

Saut Hermès au Grand Palais

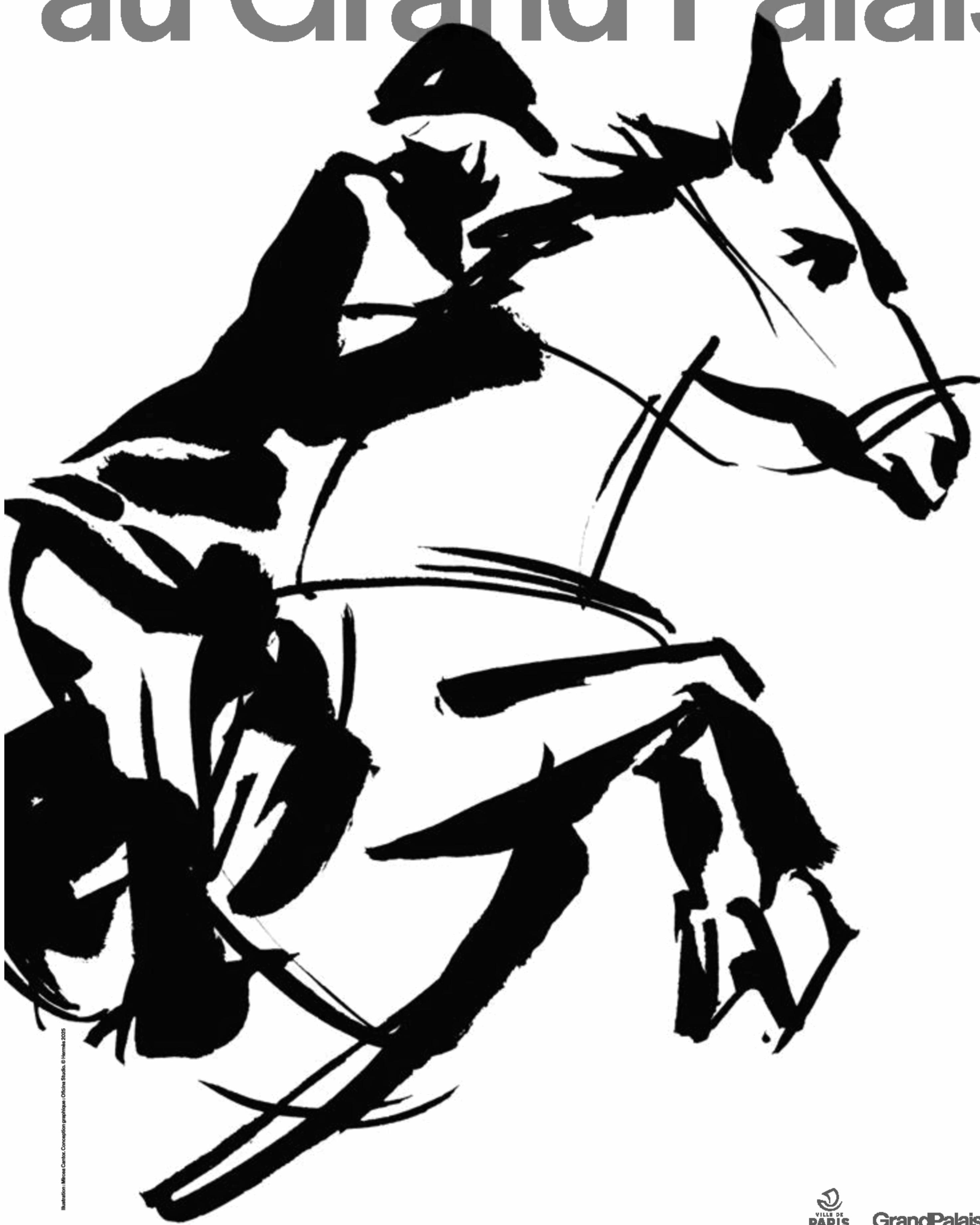


Illustration : Mireille Cattaneo - Conception graphique : Offiche Studio. © Hermès 2025

Jumping International CSI 5*

21, 22, 23 mars 2025

Saut Hermès



5

SEXUALITÉ**Plaisir monumental**

«La Tour est folle», sextoy made in France en forme de tour Eiffel, fait vibrer le monde entier depuis 2012

6

CARDIO**Le sport, c'est pas du flan**

A Paris, le Running Flan Club combine course à pied et quête du flan idéal. Prendre du plaisir ou souffrir: plus la peine de choisir

7

UN APÉRO AVEC...**Ambre Chalumeau**

La chroniqueuse culture, curieuse, bosseuse et parfois timide, publie «Les Vivants», un premier roman épata

Presque sosie

Les doubles d'aujourd'hui trouvent un certain plaisir dans l'approximation. Ressembler à la perfection à une célébrité est désormais moins important que d'en donner sa propre définition

2

ENQUÊTE

J'
l'époque



Le Monde

A la soirée «Sosies foirés», parmi les participants, Lara Kraft et Johnny à Lidl ont dansé toute la nuit

Par Hélène Brunet-Rivaillon

Mélaine Payzal est une figure du centre-ville de Limoges. Les soirées thématiques et les blind tests qui ont lieu à L'Internationale, son petit bar-restaurant situé à deux pas de la mairie, font un tabac. «Il faut dire que je ne suis jamais à court d'idées pour faire marrer la galerie!», prévient la blonde souriante avec un brin de malice. En ce vendredi soir frisquet, la voilà qui accueille chaleureusement ses clients, vêtue d'une robe fendue, juchée sur des escarpins à talons, une peau de renard jetée sur les épaules. «Je suis déguisée en Jayne Mansfield!», précise-t-elle pour éclairer les fêtards qui peinent à identifier son personnage. Les deux petites salles du bar se remplissent à toute allure et on s'agglutine déjà autour des tables de la terrasse. Clients fidèles et nouveaux venus, jeunes noctambules et quinquas en quête d'une parenthèse potache s'échangent des compliments sur leurs tenues.

Aujourd'hui a lieu un événement intitulé «Copie ratée», inspiré du grand concours de sosies de Timothée Chalamet organisé à New York, fin octobre 2024. Mais, contrairement à ce rassemblement au Washington Square Park, où tout le monde devait ressembler à la même célébrité, ici, chacun était libre de se travestir en la personnalité de son choix. On croise, par exemple, un certain Jean-Yves Saint Laurent, en smoking, une impeccable raie sur le côté. Et, un peu plus loin, Jean-Pierre Mariolle (imitation du comédien à la voix profonde Jean-Pierre Marielle), Ozzy Osbourne (version limousine du chanteur de métal déjanté Ozzy Osbourne), ou encore Paul Miraboules (double hilarant de l'humoriste Paul Mirabel). L'idée : ressembler un peu à des gens connus, voire moyennement connus.

Aux platines, le mix est assuré par un duo de DJ formé par Alain Melon et Régine Tonic, déguisée en Yvette Horner pour l'occasion – fourrure léopard et accordéon en bandoulière. Des rires éclatent aux quatre coins du bar. Une trentaine guillotine plantée devant le comptoir, un verre à la main, s'enthousiasme : «Aujourd'hui, les clubs et les troquets sont tellement aseptisés qu'on ne s'amuse plus nulle part, alors qu'ici les gens sont beau être dans le costume de quelqu'un d'autre, ils sont vrais, ils se lâchent!» Les deux membres du jury – crédibles sosies d'Elvis Presley et de Michel Delpech – patientent dans une arrière-salle aux murs tapissés de canevas représentant des natures mortes, des paons et des flamants roses. Ils sont attablés face à une horloge comtoise et à un grand vaisselier. Le premier, Francis Gourdon, travaille dans une station-service, mais il est connu à des kilomètres à la ronde pour ses pastiches d'Elvis Presley. Il arbore évidemment des pattes et un fac-similé de l'un des célèbres costumes du King. Son comparse, Patrice Mège, est technicien biomédical au CHU de Limoges, et il monte sur scène en sosie de Michel Delpech pour animer des fêtes depuis quinze ans.

Soudain, un instru se lance et il s'empare du micro, attaquant *Pour un flirt avec toi* en se promenant dans le bar bondé. Plus tard, le sosie du virtuose de Memphis offre à l'assemblée un tour de chant époustouflant du répertoire de son idole. La ressemblance vocale est confondante, le public est bluffé et chauffé à bloc. On mesure alors le gouffre qui sépare les sosies à l'ancienne, véritables performeurs du mimétisme, des néososies qui se multiplient ces derniers mois. De l'un ou de l'autre bord de la «sositude», tout le monde danse. Mélaine Payzal prend la pose avec les «copies ratées» devant des rangées de smartphones. En milieu de soirée, les gagnants sont annoncés au son de *Eye of The Tiger*, joué à fond les ballons. Jean-Yves Saint Laurent rafle le premier prix : un dîner pour deux à L'Internationale.

Les concours de sosies ne sont pas nouveaux. Les premiers remontaient même au début du XX^e siècle, à l'avènement d'Hollywood. On raconte d'ailleurs qu'en 1915 Charlie Chaplin aurait participé anonymement à un concours du meilleur sosie de Charlot et qu'il ne l'aurait pas gagné! Si l'idée a toujours été de divertir le public, ces compétitions et ces shows ont, pendant longtemps, été pris très au sérieux par

les participants. Ainsi, les simili Marilyn Monroe, Michael Jackson, Johnny Hallyday, Eddy Mitchell et autres Mylène Farmer investissaient beaucoup de temps et d'argent pour être les meilleurs dans la peau de leur idole. Cette obsession est racontée dans la comédie *Podium* (2004), réalisée par Yann Moix, qui met en scène les aventures d'un faux Claude François et d'un faux Michel Polnareff, bien décidés à remporter le match de «La Nuit des sosies». On retrouve aussi cette quête de perfection chez les candidats des très nombreux programmes télévisés qui ont été consacrés aux sosies en général et aux sosies de voix en particulier. Mais l'engouement pour les concours actuels est en rupture avec ce jusqu'au-boutisme. On est aujourd'hui plus volontiers le sosie d'un soir, pour la blague. Les nouveaux concours se veulent hyperfestifs et ont vocation à briser l'entre-soi qui plombe les soirées trop calibrées. Place au quinzième degré.

La Brigade du Bonheur 33, un collectif créé en 2018 en Gironde par des amateurs socioculturels, propose régulièrement des bringues populaires avec un objectif de brassage social. Le 1^{er} mars, elle conviait les Bordelais à se retrouver dans la salle des fêtes municipale du quartier du Grand Parc pour une soirée «Sosies foirés». Moyennant un ticket d'entrée à 3 euros, quelque 300 participants, dont une certaine Lara Kraft (double décalé du personnage de jeux vidéo Lara Croft) et Johnny à Lidl (faux sosie de Johnny Hallyday) ont dansé toute la nuit dans une ambiance à réveiller les morts. Et concouru pour le prix de la copie la plus drôle, évidemment. Le contexte a

peut-être rappelé à certains des convives le film *Dans la peau de Blanche Houellebecq* (2024), de Guillaume Nicloux, dans lequel on voit défiler de piètres copies de l'écrivain français. «Y a rien qui ressemble dans son truc», se désole le vrai Michel Houellebecq lorsque débarque sur scène un type à la peau noire, tentative de double très approximative.

Au-delà de ces hilarantes prémisses, on peut dater le début de la déferlante des concours de néososies avec le fameux «Timothée Chalamet Lookalike Competition», qui a eu lieu à New York, le 27 octobre dernier. Anthony Po, le youtubeur à l'origine de l'événement, avait annoncé les festivités en ligne et placardé dans toute la ville des affichettes promettant un chèque de 50 dollars au plus ressemblant. Mais il ne s'attendait ni à ce que plusieurs milliers de personnes répondent à l'appel, ni à ce que la police intervienne. Et encore moins à ce que l'acteur de 28 ans aux traits fins, aux boucles brunes et à la mâchoire ciselée se présente sur place en personne. D'abord dissimulé sous un masque et une casquette de baseball, le héros de *Dune* a ensuite retiré son camouflage, suscitant des hurlements de joie et d'incredulité. Les vidéos le montrant posant pour des selfies coude à coude avec de jeunes hommes affublés de costumes de personnages de ses films ont fait le tour de la Toile. C'est finalement un dénommé Miles Mitchell, une copie de Willy Wonka, célèbre personnage coiffé d'un haut-de-forme dans le film *Wonka* (2023), l'adaptation cinématographique par Paul King du roman de Roald Dahl *Charlie et la chocolaterie*, qui a été désigné meilleur sosie. Il faut dire que le prétendant au titre avait mis toutes les chances de son côté en ouvrant une valise remplie de friandises jetées dans le public. Le jeune homme est reparti fièrement avec son petit chèque et un trophée de 1,86 mètre.

Deux semaines plus tard, à Dublin, des jeunes gens s'affrontaient dans la bonne humeur, grimés en Paul Mescal,



l'acteur irlandais à l'affiche du *Gladiator II* (2024), de Ridley Scott. A la clé : un chèque de 20 euros mis en jeu par l'enseigne Lidl. Presque au même moment, à Londres, des clones de Harry Styles, le chanteur de l'ancien boys band One Direction, se réunissaient à Soho Square pour s'offrir une franche rigolade et tenir d'empocher la somme symbolique

Copie moyennement conforme

Dans les petits concours de sosies qui fleurissent un peu partout en Europe et aux Etats-Unis, ils ressemblent à Drake, Rosalia ou Angèle, mais, au fond, pas tant que ça... L'essentiel, c'est de participer



De gauche à droite : Andrew, sosie de Stromae, à Val-de-Reuil (Eure); Youbicha, sosie de Claude François, à Malissard (Drôme); Florence, sosie de Céline Dion, à Paris. Photos de Ljubisa Danilovic, extraites de la série « Strass », en cours depuis 2020, dans laquelle il s'intéresse à la condition des sosies de stars et questionne les notions de limite et d'humilité en documentant, sur scène et dans leur intimité, la vie de ces éternels seconds. LJUBISA DANILOVIC

Dans la foulée, un concours de copies de l'acteur Glen Powell a eu lieu à Austin, sa ville natale, au Texas. Les organisateurs avaient annoncé un prix composé de 5 dollars, d'un chapeau de cowboy et de tacos. Mais l'acteur a surpris tout le monde en promettant au gagnant une apparition dans son prochain film ! Encore plus fort, au mois de décembre, le rappeur canadien Drake a décerné 10000 dollars à Makayla Chambers, la jeune femme désignée son meilleur sosie lors d'une battle lancée par un boulanger de Toronto. A l'origine, le butin devait se limiter à une bouteille de cognac Hennessy, produit cité dans les titres de la star du hip-hop. Evidemment, la sosiomania ne se limite pas aux pays anglophones. Et des entreprises du monde entier ont rapidement compris qu'elles pouvaient surfer sur la tendance pour en tirer des bénéfices en matière de communication. Tom Aymerich est le joyeux cofondateur du Cortado, un café espagnol installé à Paris où on sert du *pan con tomate*. «On a lancé l'idée d'un concours de [sosies de] Rosalia sur Instagram, un peu à l'improviste, le jeudi pour le dimanche», se souvient-il. Bingo ! Plus d'une centaine de personnes étaient au rendez-vous, entassées dans et devant le petit café de la rue Charlot (Paris 3^e). Et, parmi elles, une dizaine de *doppelgängers* de la chanteuse catalane, invités à danser devant un jury composé d'une employée et de clients réguliers. La gagnante, une candidate madrilène, s'est vu offrir quelques tasses de café en guise de médaille.

La tendance prend aussi chez nos voisins belges. Depuis 2018, Miguel-Angel Perez Lavandera organise les incontournables soirées «Chez Ginette» dans une discothèque du centre de Bruxelles. Séduit par le concept lancé à New York, il a récemment imaginé un concours de sosies de la chanteuse Angèle. Le 13 décembre, à 22 heures, une dizaine de candidates présélectionnées sur 20 postulantes ont fait le show au milieu des clubbers. A l'issue d'un vote sur Instagram, Clara Laureys, une humoriste et comédienne bruxelloise de 25 ans, a été couronnée reine de la soirée. «J'ai gagné une énorme coupe et un an d'entrées gratuites aux soirées "Chez Ginette" : me voilà condamnée à un an de fiesta !», plaisante la jeune femme, suivie par plus de 40 000 personnes sur Instagram. Elle s'était pourtant décidée au pied levé, une heure avant la soirée, «pour rigoler». «Je m'étais mis du rouge à lèvres sur une dent pour ressembler à Angèle à l'âge de 6 ans, comme sur la photo de son album Brol, sur laquelle elle a perdu une quenotte», détaille-t-elle.

Si l'icône bruxelloise du moment est indiscutablement Angèle, la figure qui incarne le mieux Marseille

actuellement est, sans aucun doute, le rappeur Jul. C'est donc naturellement «l'Ôvni», comme le surnomment ses fans – en référence à une de ses chansons –, que la marque phocéenne Gertrude a choisi comme modèle pour son concours de sosies dans sa boutique du quartier du Vieux-Port, trois jours avant Noël. Une centaine de personnes ont déboulé, chantant à tue-tête dans une super ambiance. Une dizaine de concurrents en survêtement du Dortmund ajusté, claquettes-chaussettes et lunettes miroir sur le nez – dont deux lycéennes aux visages ornés de maquillage dessinant des poils de barbe –, se sont affrontés lors d'une battle d'imitation, après avoir répondu à un petit quiz sur la star. Finalement, deux des sosies ont terminé ex aequo et sont repartis avec des vestes de la marque. «Je cherche toujours de nouvelles idées pour engager la communauté, explique Mélanie Coton, la directrice artistique de Gertrude. Notre équipe TikTok s'est mobilisée pour relayer tout ça en direct.»

Car c'est une constante : les sosies approximatifs cartonnent sur les réseaux sociaux. En février, le boulanger bordelais Louis Lamour a été convaincu par un bon client de le laisser venir jouer dans son établissement avec son groupe de musique, lequel compte un sosie de Claude François. «Ça a fait venir un monde fou, se rappelle-t-il. Les gens étaient debout dehors, ils filmaient depuis l'extérieur de la boutique. Il y a eu plein de vidéos sur Instagram.» Quelques jours plus tard, parmi la foule venue acclamer le rappeur Pitbull à l'Accor Arena, à Paris, les fans ayant adopté le look de la star – crâne rasé, costume et lunettes noires – étaient nombreux. Et

un concours de sosies s'est déroulé sur le parvis avant le show.

Comment expliquer un tel engouement ? D'abord, ces moments déguisés font souffler un vent de légèreté carnavalesque dans un monde anxio-gène. C'est le ressenti de Miguel-Angel Perez Lavandera : «Quand les gens se prennent trop au sérieux, ça casse l'ambiance, regrette-t-il. Alors que, dans ce genre d'événements, personne ne se prend la tête, c'est très décontracté.» Ces initiatives possèdent une incontestable force fédératrice. Les finalistes du concours de sosies de Timothée Chalamet ont d'ailleurs créé un groupe WhatsApp pour rester en contact. La journaliste et écrivaine Jennifer Padjemi, autrice de *Selfie. Comment le capitalisme contrôle nos corps* (Stock, 2023), établit également un parallèle avec ce que les psychologues et les spécialistes des sciences de la communication nomment les «relations parasociales», ces liens à sens unique que des individus nouent avec leurs idoles. «Le fait d'être imprégné par une star qu'on admire au point d'avoir envie de lui ressembler est aussi une façon de s'en rapprocher», analyse-t-elle. Avant d'ajouter : «Et puis, ces concours sont des occasions, pour les célébrités, d'aller à la rencontre de leurs fans.»

Mais cette envie d'être un autre pour quelques heures raconte aussi le besoin de s'offrir un peu de répit de soi, à l'ère du paraître, des selfies et de la vie privée déballée à longueur de «stories». «C'est formidable d'entrer dans un autre personnage. Tous vos problèmes, financiers ou autres, vous n'y pensez plus», résume Francis Gourdon, le sosie d'Elvis. Blodwenn Mauffret, docteure en études théâtrales et spécialiste du carnavalesque, fait le lien entre ces matchs de sosies et le cosplay (le fait de se déguiser en héros de fiction). «A New York, les gens étaient déguisés en personnages incarnés par Timothée Chalamet dans ses films, pas en l'acteur dans la vie de tous les jours», note-t-elle. D'ailleurs, dans ces concours, tout le monde peut devenir Timothée Chalamet, qu'on soit une femme ou un homme, et peu importe sa taille ou sa corpulence. Bien sûr, ces possibilités de décloisonnement n'ont pas échappé à l'essayiste Jennifer Padjemi, qui souligne le fait que «des personnes non blanches se sont présentées au concours de Jeremy Allen White». Une manière de s'offrir une bulle d'air dans une période de suffocation identitaire où l'accusation d'appropriation culturelle tombe vite, comme un couperet. La liberté offerte par ces jeux de miroirs permet peut-être aussi, finalement, de se retrouver. «Se cacher permet de se désinhiber, soutient l'autrice. Et, donc, d'une certaine manière, de redevenir soi-même.» En se glissant dans la peau d'un autre.

Cette envie d'être un autre pour quelques heures raconte aussi le besoin de s'offrir un peu de répit de soi

LA CLASSE AMÉRICAINE

Elvis travaille dans une station-service

Les gens font parfois un raccourci en le qualifiant de «pompiste». Pourtant, si Francis Gourdon est bien employé dans une station-service, c'est au comptoir qu'on a des chances de le croiser. Et il n'est pas rare que des clients le regardent en biais ou le scrutent, hésitant : «Est-ce que c'est bien lui ?» Cette situation le met en général assez mal à l'aise, lui qui se dit timide, malgré ses activités publiques. Car, sur son temps libre, l'homme de 57 ans s'épanouit dans des performances artistiques qui ont fait de lui une star locale, et même internationale. Il est l'un des sosies d'Elvis Presley. Et pas des moindres : en 2014, il a été finaliste du Championnat européen de sosies organisé, chaque année, à Birmingham, en août, à l'anniversaire de la mort de la star. L'événement avait lieu à l'hôtel Hilton, où différentes salles de concert d'Elvis avaient été reconstituées. Francis Gourdon en garde un souvenir ébloui. Petit, ce fils d'un salarié de France Télécom, syndicaliste, et d'une employée de La Poste chantonne en se promenant dans les champs et dans les bois. «J'aimais bien Les Jardins du ciel, de Jairo, et les chansons de Mike Brant, se souvient-il. Ma sœur aînée écoutait Boney M. et Daniel Balavoine.» Un jour, à l'école, une professeure de musique lui fait remarquer qu'il a une belle voix. Sa passion pour Elvis débute à la mort de ce dernier, en

août 1977. Le garçon a 10 ans quand il regarde les hommages rendus à la star du rock'n'roll diffusés à la télévision. «Plein de films passaient, se remémore-t-il, et j'ai eu un choc en voyant Viva Las Vegas, ça m'a électrisé.» Le gamin est bouleversé par ce long-métrage réalisé en 1964 par George Sidney, avec Ann-Margret et Elvis Presley. Et sa vie prend alors un tournant inattendu. «J'ai demandé à ma mère de m'acheter des disques d'Elvis», relate-t-il.

Plus tard, autour de la vingtaine, il joue dans des groupes de rockabilly. Problème :

«Mes parents n'apprécient pas les rockeurs. Pour eux, c'étaient des voyous, se remémore le Limougeaud. A 18 ans, mon père me demandait de raser mes pattes. D'ailleurs, beaucoup de patrons l'ont aussi exigé !» Le jeune homme écoute le King en boucle et fait confectionner son premier costume de scène par une couturière en 2005. «Le même que celui qu'il portait à Las Vegas en 1969, un noir, avec une veste à large col», précise le chanteur. Quelques années plus tard, il commence à se produire en public en tant que sosie. «La première fois, c'était dans une salle des fêtes, pour un club de bowling, explique-t-il. Mon costume s'était décosusé, les coutures avaient lâché sur le côté mais heureusement, personne n'a rien vu !» Depuis, Fanny, sa compagne, lui a offert

S'il n'écoute que des chansons d'Elvis lorsqu'il est au volant, il n'a rien du collectionneur fétichiste. Chez lui, on trouve très peu d'objets à l'effigie de l'icône américaine, tout juste un vinyle posé sur un tourne-disque, une assiette en porcelaine de Limoges avec portrait et une ardoise offerte par l'un de ses fans, sur laquelle le visage du King a été découpé au laser. A ce jour, Francis Gourdon n'a jamais mis un orteil en Amérique. Mais un projet de documentaire qui lui serait consacré, et qui le mènerait à Memphis et à Las Vegas, est dans les tuyaux. Si cela se concrétisait, il serait également de retour à Birmingham en 2026, pour tenter la victoire. C'est le projet d'une vie.

H.B.-R.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Les nuits de folie de DJ Papy Guetta, 78 ans

Frédéric Potet

Avec ses baskets lumineuses, Jean-Michel Dublanc, plombier chauffagiste à la retraite, est devenu le DJ star des fêtes de village et des mariages autour de Thoiré-sur-Dinan (Sarthe)

Alerte sur les dance floors: Jean-Michel Dublanc, alias Papy Guetta, est de retour aux platines! Des ennus de santé l'en avaient éloigné en 2024. Les soucis sont toujours là, mais la motivation est revenue. Samedi 29 mars, il installera sa sono dans une maison de Nogent-sur-Loir (Sarthe)... à l'insu de ses propriétaires. Leurs enfants ont prévu, ce soir-là, une fête surprise à l'occasion de leur 70^e anniversaire. La « surprise » sera également totale pour les invités en apprenant l'âge du DJ chargé de les distraire : 78 ans. Jean-Michel Dublanc est né en 1946, l'année de l'enregistrement de *La Vie en rose* par Edith Piaf. Celle, également, où Elvis Presley, son idole, a appris à jouer de la guitare, enfant.

Avant de couler une retraite tranquille à Thoiré-sur-Dinan (Sarthe), ce fringant senior, cinq fois grand-père, a exercé le métier de plombier chauffagiste, à Chelles (Seine-et-Marne). Un jour de 1975, un copain lui demande s'il ne pourrait pas animer musicalement la fête d'anniversaire de son fils. Il est alors batteur à ses heures dans différents groupes de pop-rock et de musette, et possède une belle collection de vinyles. Ce sera son tout premier set: «Avec deux tourne-disques à haut-parleurs intégrés», se souvient-il.

De fil en aiguille, Jean-Michel Dublanc se retrouve à proposer occasionnellement ses services pour une société de sonorisation. Dans la journée, il met au point des chaudières en région parisienne; le soir et le week-end, il fait cracher ses enceintes pour des soirées privées, des réunions politiques et même des courses cyclistes. Les événements où on le réclame aujourd'hui ont un peu changé de forme: baptêmes, communions, mariages, repas de famille, comices agricoles, bals du 14-Juillet, fêtes de village... Mais la finalité est la même: «faire danser les gens» jusqu'au bout de la nuit - ou de l'après-midi pour les thés dansants. Comptez 400 euros la prestation - ou des clopinettes, selon.

Son surnom de Papy Guetta lui a été donné il y a une dizaine d'années à l'occasion d'un baptême. «Il y avait pas mal de jeunes, de 20 à 40 ans, parmi les invités ce soir-là. Quand ils m'ont vu arriver, ils se sont demandé si je n'allais pas passer de l'accordéon toute la soirée. "Vous allez être surpris", leur ai-je dit. A l'époque, j'avais plus de cheveux sur la tête que maintenant. A la fin de mon numéro, l'un d'eux a fait cette référence à un David Guetta retraité, c'est resté.»

Son répertoire balance aujourd'hui entre Gloria Gaynor et Bob Sinclar, Claude François et La Compagnie créole, mais aussi, c'est vrai, André Verchuren pour les repas d'anciens quand ceux-ci en font la demande. «Elvis né», il lui arrive aussi, subrepticement, de glisser du Presley dans ses playlists. Plus rarement du B.B. King, un autre musicien vénéré qu'il a croisé il y a quelques décennies, tout comme Eric Clapton, lors de soirées privées à Paris: «Comme je ne tape pas un mot d'anglais, ça été "bonjour bonsoir", mais ça reste de bons souvenirs.»

Bon pied bon œil, «Papy» ne scrache cependant pas. Sa collection de vinyles a brûlé en 2013 dans l'incendie de sa maison, touchée par la foudre. Sans casque ni ordinateur, il envoie les morceaux à l'ancienne, avec une table de mixage et des CD sur lesquels ont été inscrits, en secondes, les timings pour lancer chaque chanson. Ne lui parlez pas de plateformes de streaming, il sait à peine ce que c'est. Chaussé de baskets lumineuses et de lunettes fantaisie, l'ambiance des folles soirées sarthaises attribue à son père son goût pour la fête: «Chaque repas, au pays, se terminait en chanson.» Lorsqu'il était enfant, Luis Mariano et Georges Guetary trônaient tout en haut de son hit-parade personnel.

En mai, Papy Guetta sera chargé de la bande des Colorés d'Aubigné, à Aubigné-Racan (Sarthe), une course à pied disputée sous des jets de poudre colorée, événement dont il est la «tête d'affiche». Viendra plus tard son «grand projet»: se produire, avec deux amis DJ, au Macumba Club de La Roche-sur-Yon. Une vraie discothèque. Guetta au Macumba, qui dit mieux?



ALE GIORGINI

«Quand ils m'ont vu arriver, ils se sont demandé si je n'allais pas passer de l'accordéon toute la soirée. "Vous allez être surpris", leur ai-je dit»

mal de jeunes, de 20 à 40 ans, parmi les invités ce soir-là. Quand ils m'ont vu arriver, ils se sont demandé si je n'allais pas passer de l'accordéon toute la soirée. "Vous allez être surpris", leur ai-je dit. A l'époque, j'avais plus de cheveux sur la tête que maintenant. A la fin de mon numéro, l'un d'eux a fait cette référence à un David Guetta retraité, c'est resté.»

Son répertoire balance aujourd'hui entre Gloria Gaynor et Bob Sinclar, Claude François et La Compagnie créole, mais aussi, c'est vrai, André Verchuren pour les repas d'anciens quand ceux-ci en font la demande. «Elvis né», il lui arrive aussi, subrepticement, de glisser du Presley dans ses playlists. Plus rarement du B.B. King, un autre musicien vénéré qu'il a croisé il y a quelques décennies, tout comme Eric Clapton, lors de soirées privées à Paris: «Comme je ne tape pas un mot d'anglais, ça été "bonjour bonsoir", mais ça reste de bons souvenirs.»

Bon pied bon œil, «Papy» ne scrache cependant pas. Sa collection de vinyles a brûlé en 2013 dans l'incendie de sa maison, touchée par la foudre. Sans casque ni ordinateur, il envoie les morceaux à l'ancienne, avec une table de mixage et des CD sur lesquels ont été inscrits, en secondes, les timings pour lancer chaque chanson. Ne lui parlez pas de plateformes de streaming, il sait à peine ce que c'est. Chaussé de baskets lumineuses et de lunettes fantaisie, l'ambiance des folles soirées sarthaises attribue à son père son goût pour la fête: «Chaque repas, au pays, se terminait en chanson.» Lorsqu'il était enfant, Luis Mariano et Georges Guetary trônaient tout en haut de son hit-parade personnel.

En mai, Papy Guetta sera chargé de la bande des Colorés d'Aubigné, à Aubigné-Racan (Sarthe), une course à pied disputée sous des jets de poudre colorée, événement dont il est la «tête d'affiche». Viendra plus tard son «grand projet»: se produire, avec deux amis DJ, au Macumba Club de La Roche-sur-Yon. Une vraie discothèque. Guetta au Macumba, qui dit mieux?

COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉE

«Mon père me laisse seule chez lui le soir de Noël, à 13 ans»

Une querelle d'amour ou d'amitié, un déchirement familial ou une engueulade professionnelle ont marqué leur vie... Ils le racontent à **Clara Georges**. Cette semaine, Delphine, 51 ans, Paris



XAVIER LISSILLOU

«J'ai grandi comme beaucoup d'enfants de parents divorcés de ma génération: mon frère cadet et moi habitions chez notre mère et voyions notre père un weekend sur deux et la moitié des vacances scolaires. Il habitait Paris, et nous avions l'habitude de prendre le train pour parcourir les 300 kilomètres qui nous séparaient de lui.

Mon père multipliait les relations amoureuses avec des femmes sans rien nous cacher, je dirais même sans rien nous épargner. Je me souviens d'une semaine à la Toussaint où mon frère et moi étions allés chez lui. Il habitait un studio de 25 mètres carrés dans lequel il était difficile de nous accueillir, nous y étions trop à l'étroit. Pendant ces vacances, chaque soir, nous allions dormir dans un endroit différent. Nous étions comme des petits paquets qu'il trimballait.

Quand j'étais jeune adolescente, il fréquentait depuis un certain temps une femme qui avait une fille de mon âge. Pour lui, il allait de soi que nous serions copines. Or cette fille m'angoissait beaucoup. Elle était terriblement hostile et agressive vis-à-vis de moi. Je crois qu'elle était jalouse parce que sa situation familiale était compliquée; elle me semblait souffrir de gros problèmes psychologiques. Mais c'était le cadet des soucis de mon père, qui avait estimé que c'était une bonne idée de nous inscrire en colonie de vacances ensemble un été. Ce fut tellement difficile et douloureux pour moi que je suis partie avant la fin.

Pour Noël, cette année-là, mon frère cadet et moi prenons le train afin de rejoindre notre père à Paris. Nous avons 13 et 11 ans. Il vient nous chercher à la gare et nous montons dans sa voiture. Nous lui demandons le programme des vacances, ce qu'il a prévu, ce que nous allons faire: il n'en sait rien. C'est à chaque fois pareil.

Il y a quelque chose de très aventureux chez mon père, et, pour nous, enfants, c'est parfois formidable. C'est un homme fantasque, drôle, original et séducteur. Il est casse-cou, il est capable d'escalader la façade d'une maison à mains nues pour se défoncer et nous faire rire. Il porte en lui quelque chose d'enfantin.

Mais nous sommes encore jeunes, et nous avons besoin d'un cadre. L'incertitude dans laquelle nous naviguons avec lui est très insécurisante pour nous. Alors dans la voiture, ce jour-là, lorsqu'il nous dit une énième fois qu'il ne sait pas ce qu'on va faire ni où on va dormir, je prends la parole et lui indique que quoi qu'il arrive, je n'irai pas passer la soirée de Noël chez cette femme qu'il fréquente et sa fille. «C'est non», lui dis-je.

Le 24 dans l'après-midi, nous ne savons toujours pas ce que nous allons faire pour le réveillon. Il ne nous a rien dit. Pour des enfants, Noël, c'est important... Je sens bien qu'il n'ose pas aborder la question. A 18 heures, l'air penaillé, il nous annonce: «Bon, on y va.» Chez elle. Il nous fait comprendre qu'il n'a pas le choix. Il est comme incapable de se dépatouiller de ce dilemme, de choisir entre cette femme et ses propres enfants. Il se comporte comme un gamin, et nous met, nous, enfants, devant ses problèmes d'adulte.

Je redis non. Je ne me souviens pas de mes mots, mais j'affirme clairement que je n'irai pas. Je me souviens du visage de mon frère, 11 ans à l'époque, perplexe, pris entre sa sœur et son père, deux personnes auxquelles il tient.

«Je dois faire le deuil de ce père qui est incapable d'avoir une attitude d'adulte responsable»

À l'instant où je refuse d'y aller, je mesure la portée de mes mots. Je ne veux plus être celle que l'on trimballe, celle qui n'a pas la parole, celle qui suit telle un automate, sans un mot, celle qui subit la vie chaotique d'un adulte. Je m'affranchis. Mon père n'élève la voix à aucun moment. Il ne cherche pas à me faire changer d'avis. Il va voir une de ses voisines qui a deux filles pour lui demander si elle peut m'accueillir pour le réveillon. Elle accepte, et mon père et mon frère partent.

Je suis bouleversée. Je prends conscience de son immense faiblesse, de son incapacité à être un père. La voisine est gentille, bienveillante. Je ne passe pas une mauvaise soirée mais une déchirure se fait en moi. Je rentre dans le studio de mon père après le dîner, seule. Je dois dormir ici, sans personne, la nuit de Noël. Je ressens une très grande solitude, et je décide tout de suite que je partirai le lendemain matin.

Après une mauvaise nuit, je contacte ma grand-mère, la mère de mon père, elle aussi parisienne, pour qu'elle me donne de l'argent afin d'acheter un billet de train. Elle m'explique comment venir chez elle. Je me sens très fière, affranchie et autonome, seule dans cette ville que je ne connais pas, à 13 ans. Une fois à son domicile, je lui raconte ce qu'il s'est passé, elle n'est pas étonnée. Elle me donne de quoi prendre un billet et m'explique comment me rendre à la gare.

Ma mère m'attend à la descente du train. Elle est très triste pour moi, et elle me console. Elle n'est pas du tout comme mon père. C'est la gardienne de la loi parentale, elle est toujours à sa place de mère, c'est un pilier dans ma vie. L'école reprend, je suis en 4^e, et une routine s'installe de nouveau. Pendant deux ou trois mois, je refuse de parler à mon père au téléphone, puis les relations se normalisent.

Mais ce moment constitue une rupture. Ce jour-là, je quitte l'enfance et la petite adolescence. Je dois faire le deuil de ce père qui ne se comporte pas comme tel, et qui est incapable d'avoir une attitude d'adulte responsable. On m'a souvent dit, comme pour l'excuser, qu'il était maladroit. Mais ce n'est absolument pas de la maladresse: il refuse de voir à quel point il met les gens en rivalité, et il se place lui-même dans des situations intenables. Je comprends que c'est le signe d'une immense fragilité.

Mes parents ont grandi avec les idéaux de Mai 1968. Ils ont voulu à raison casser les codes, tenter de nouvelles formes d'amour. Je les respecte immensément pour leurs combats politiques, et j'ai hérité d'eux de nombreuses convictions. Mais, dans le cas de mon père, le prix à payer était trop élevé. Il ne savait pas poser de frontières entre son monde d'adulte et le nôtre. Tout était mélangé, brouillé.

J'ai grandi. Jeune adulte, après quelques relations amoureuses, je me suis mise à détecter à des kilomètres à la ronde les séducteurs. Je voyais tout de suite clair dans leur jeu. Je suis devenue allergique au donjuanisme, que je perçois comme une forme d'immaturité. Je pense que c'est la conséquence directe de ce que j'ai vécu. Et à 22 ans, je rencontre celui qui va devenir mon mari. C'est un homme droit, solide. Je comprends vite que ce sera lui, et je m'accroche de façon passionnelle. Il est très équilibré, l'inverse de mon père. Il exprime un désir d'enfant avant moi, et nous devons parents ensemble.

Des années plus tard, j'ai pu parler avec mon père de ces années-là. Il m'a dit qu'il avait conscience de nous avoir mis, mon frère et moi, dans des situations inappropriées pour des enfants.

Pour moi, c'est soldé. J'ai un mari que j'aime, des enfants que j'aime. J'ai plutôt une bonne relation avec mon père, que je souhaite préserver. J'ai de la tendresse pour lui. Je suis consciente de ce qu'il m'a apporté: son immense curiosité sur la vie, sur les gens, sa capacité d'étonnement, ce regard neuf qu'il pose sur les choses. Tout cela, il me l'a légué. Mais je reste convaincue, plus que jamais, qu'il faut épargner les enfants, savoir les protéger des tourments d'adulte.

Pour préserver son anonymat, la personne interviewée a souhaité que son prénom soit modifié.

SEXE

Pas si coincée, la «dame de fer»

En forme de tour Eiffel, ce vibromasseur made in France promet un plaisir monumental et séduit nombre de touristes

Maroussia Dubreuil

Banane, tentacle, tomtem... Les godemichés et vibromasseurs fantaisie s'enfilent sous toutes les formes. Mais c'est une réplique de la tour Eiffel, de 22 centimètres de haut, en silicone premium hypoallergénique et waterproof, toucher velours, dix degrés d'intensité dans sa version vibro, qui écrase la concurrence depuis les Jeux olympiques de Paris. «Près de 20 000 "La Tour est folle" ont été vendus aux particuliers l'an dernier, au lieu des 3000 ou 4000 ventes habituelles. Si on ajoute les transactions professionnelles, c'est 50 000 modèles écoulés en 2024», dévoile Richard Fhal, le patron du réseau Concorde Love, leader français de cosmétiques de lingerie et d'articles pour adultes.

Il suffit de flâner boulevard de Clichy, à Pigalle, pour voir en vitrine des sex-shops et des *love stores* des dizaines de «La Tour est folle». Dans le Clara Morgane Store, quelques modèles surplombent le rayonnage des harnais et des culottes fendues, et, au Porno Shop, un spécimen se tient fièrement sur ses quatre pieds, à côté d'une couille sauteuse à remonter. «Cette tour est un souvenir rigolo pour les touristes. Ça change des porte-clés, et ça reste très efficace», explique un vendeur, qui confie qu'il est d'usage de la faire glisser jusqu'au deuxième étage – c'est-à-dire, pour les amateurs de «bonne chère», à hauteur du restaurant Le Jules Verne. «Je la surplombe de toute ma hauteur, verrouille la cible et, visant au mieux possible, découvre la nature profonde de l'objet. Je me sens bel et bien toute-puissante!», se pâme une blogueuse canadienne. *Contrairement à mes autres compagnons de silicone, celui-ci n'est pas pourvu d'une odeur éccrante.*»

L'histoire de ce vénérable objet remonte à 2011. Cette année-là, Sébastien Lecca, la petite quarantaine, assistant social de formation et artiste plasticien autodidacte, travaille à la propagation, grâce à divers médiums et techniques, du symbole du foetus, qu'il tague dans les rues et sculpte dans son atelier, au squat du 59 Rivoli, à Paris. C'est alors qu'un ami qui a entendu parler du marché florissant des canards vibrants et des godes ventouse lui suggère de fabriquer un «sex-toy patriote... Pourquoi pas une baguette?»

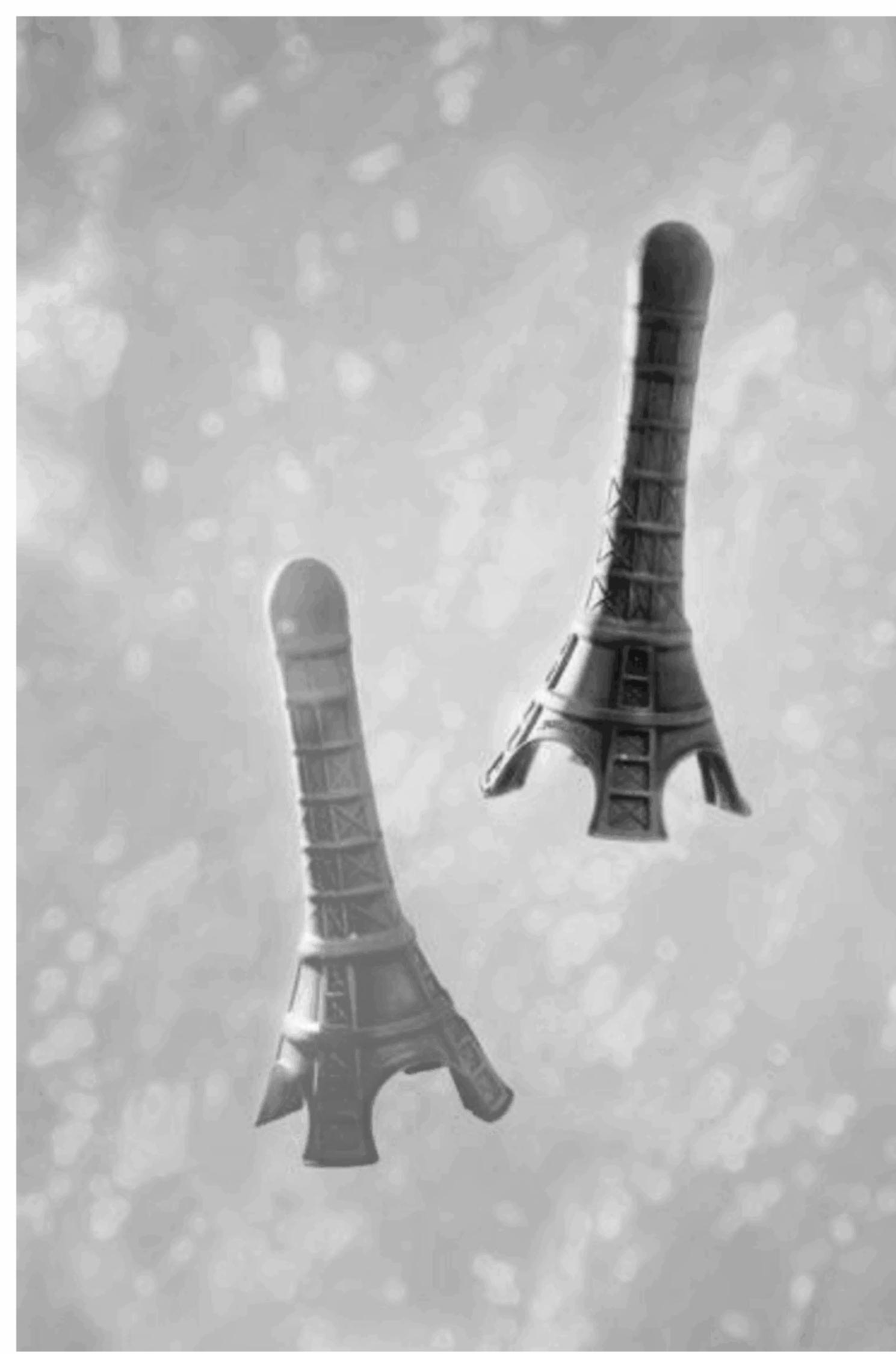
L'idée fait son chemin. Un soir, emporté par une fougue tricolore, Sébastien Lecca façonne dans une boule de terre glaise un autre symbole national: une tour Eiffel surmontée d'un gland. Un phallus! Symbole de tous les fantasmes, la «dame de fer» existe

enfin dans sa dimension la plus pénétrante. Quelques jours plus tard, il montre sa création à son camarade Thibaut Lanchais, juriste en droit animalier et ancien délégué général de la Fondation 30 millions d'amis, qu'il sait également doté d'une fibre commerciale. «Je ne venais pas de ce milieu, d'autres personnes avaient eu l'idée avant moi, mais j'étais juste un peu obsédé par le sexe, entreprenant et audacieux, concède Sébastien Lecca. Et, comme il n'y a pas de hasard, mon deuxième prénom, c'est Gustave.»

En 2012, c'est à Oyonnax, au cœur de la Plastics Vallée, côté Ain du Grand Genève, que «La Tour est folle» prend forme dans les usines de la société Viel Plastiques International, célèbre pour avoir fabriqué des poupées Barbie et travaillé avec Ikea. Des opérateurs sont formés à la meuleuse pour travailler le «SEBS», une matière thermoplastique hypoallergénique, afin d'arrondir le gland du godemiché, un peu plat lors des premiers essais. Le 24 novembre, les tout premiers modèles sortent des presses à injection. Il y en a des bleus, des blancs et des rouges, cela va de soi, mais aussi des roses, des noirs, des dorés et des argentés. LGR, un spécialiste du packaging, qui a forgé sa notoriété dans la conception des boîtes de Viagra, a imaginé un emballage qui s'ouvre comme une boîte de champagne.

Des blogueuses testent l'objet emblématique et, bienheureuses de s'être «fait» Paris, distribuent des bons points: «Drôle, mais efficace! On peut s'accrocher aux pieds!», «Une autre manière de visiter Paris et de se faire visiter par Paris», etc. Dans la foulée, Sébastien Lecca livre en personne son modèle «La Tour est folle» dans les sex-shops traditionnels, mais aussi dans les *love stores*, derniers-nés du marché, qui, en mettant l'accent sur le glamour et le ludique, démocratisent les sextoys. L'«expérience» érotico-parisienne se vend à 8 000 exemplaires la première année, à hauteur de 60 % dans les boutiques spécialisées et de 40 % dans les échoppes de souvenirs, les magasins de décoration et les galeries d'art. «Rapidement, on a fait un autre modèle qu'on a distribué de façon anecdotique dans les magasins Pylones [connus pour détourner des objets du quotidien], relate Sébastien Lecca. Grâce à un abat-jour phosphorescent, "La Tour est folle" se transformait en petite lampe de chevet, mais, dès que le chapeau Paris était retiré, la nature véritable de l'objet réapparaissait.»

En 2013, à la suite d'une dépêche AFP, le monument de plaisir fait le tour du monde. Des articles en parlent en Angleterre,



MARGAUX CORDE POUR «LE MONDE»

au Portugal, en Roumanie, au Brésil, aux Etats-Unis, au Canada, à Hongkong, en Chine, en Russie, en Australie... En France, la presse rivalise en matière de titraille: «324 mètres de plaisir en réduction» (*Libération*); «La Tour est folle: le pari gagnant d'un sextoy oyonnaxien» (*Le Progrès*); «Le sextoy peut-il redresser l'économie française?» (*20 Minutes*); «Pourquoi ne pas enjamber Paris?» (*L'Express*); «Le sextoy des amoureux de Paris» (*Elle*); «Chérie, tu veux voir ma tour Eiffel?» (*Metronews*)... Pour accompagner ce succès, un modèle «La Tour est folle» de 1,5 kilo en or 18 carats, serti de 676 diamants, est exposé au Musée de l'érotisme – aujourd'hui fermé –, à Pigalle, puis dans un salon professionnel à Hambourg, où il est protégé par une vitrine blindée.

Cette année-là, le «made in France» est à la mode. Alors que le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, cherche à

relancer la production nationale en insistant sur les réussites innovantes françaises et la nécessité de consommer des produits de proximité, Sébastien Lecca crée Plaisir de France, l'association française des fabricants des objets de plaisir made in France, sous l'étendard de «La Tour est folle», qui réunit une dizaine d'artistes du lubrifiant, de la bougie de massage et de la lingerie en cuir. Grâce à l'entremise d'un ami d'enfance, directeur de cabinet de Fleur Pellerin, il obtient un rendez-vous avec Arnaud Montebourg, à Bercy. «On était faits pour s'entendre, c'était le "ministre du redressement productif", or j'étais moi-même dans le redressement, plaisante Lecca. Le jour J, on n'a pas pu prendre de photos, mais il nous a assurés de son soutien dans le développement de la filière des objets de plaisir. Une semaine plus tard, j'ai appris que le conseil des ministres s'était esclaffé au sujet de "La Tour est folle".»

Mais, de la réussite au fiasco, il n'y a parfois qu'un pas. Moulé pour notre bon plaisir, le plus phallique des monuments rencontre des problèmes de fabrication et, en septembre 2014, les concepteurs pointent des imperfections. «Par moments inesthétique, "La Tour est folle" était un petit peu penchée, tordue ou bancale avec des éraflures, ça nous chagrinait. Les gens ne le remarquaient pas, mais ça me sautait aux yeux», se souvient Sébastien Lecca. Des spécimens plus allongés que la normale – si tant est qu'on puisse parler d'une normalité en matière d'anatomie –

dépassent de leur boîte et il faut les raboter au cutter. Lecca et son associé refusent de voir leur petit chef-d'œuvre industriel défiguré et décident de poursuivre en justice l'industriel oyonnaxien devant le tribunal de commerce.

En mars 2017, Viel Plastiques est condamné à payer 21169 euros (le prix du moule) et des dommages et intérêts aux inventeurs. Mais, en juin 2018, ce sont les deux Parisiens qui s'inclinent en appel pour «une histoire de procédure», regrette Sébastien Lecca. Entretemps, «La Tour est folle», dont la production a été relancée en Chine, s'est dotée de nervures et de l'option vibromasseur. Son allure impeccable et les 5000 premières pièces vendues ne suffisent pas à rétablir la confiance avec les détaillants. «*Fatigués des déboires d'un procès qui, sur deux ans, nous avait coûté cher, nous avons décidé d'arrêter*», confie Sébastien Lecca.

C'est en 2018 que la tour Eiffel la plus érotique du monde est rachetée pour la modique somme de 15 000 euros par Richard Fhal, le patron de Concorde Love, qui a marqué le monde de l'érotisme pour avoir créé, en 1969, les supermarchés du charme. Fort de son expérience, ce visionnaire du gadget sexy simplifie la production et s'en tient à deux couleurs, le noir et le rose, «une fantasmagorie qui marche bien dans notre métier», résume-t-il, indifférent au scintillement de la «grande dame» la nuit tombée. «*A ma connaissance, il n'y a pas d'autres sextoys monuments, poursuit-il. Mais pourquoi ne pas imaginer une statue de la Liberté qui, avec son poing levé, pourrait servir au fist-fucking?*»

«PLUS TARD,
J'AI APPRIS
QUE LE CONSEIL
DES MINISTRES
S'ÉTAIT ESCLAFFÉ
AU SUJET DE "LA
TOUR EST FOLLE"»

Sébastien Lecca,
concepteur du sextoy

La même année, après avoir été utilisée à plusieurs reprises par une actrice de films pornographiques produits par Marc Dorcel, «La Tour est folle» fait sa première apparition dans un film grand public. Dans *L'Amour flou*, de Romane Bohringer et Philippe Rebbot (2018), l'actrice et réalisatrice s'aventure dans un *love store* où une vendeuse lui propose de faire un petit détour par «notre radieuse capitale», en agitant sous son nez une petite tour toute rose. «*Ne faites plus la queue, lui dit-elle, c'est elle qui vous visite!*»

Sortie des salles de cinéma, «La Tour est folle» voyage. Elle est «facile à emporter grâce à son apparence passe-partout de souvenir touristique», peut-on lire sur un site d'e-commerce. Régulièrement, elle passe dans les mains expertes de maîtresse aXelle de Sade, dominatrice parisienne en vue, autrice de *Kink manuel des sexualités créatives* (éditions Anne Carrère, 2024), qui accueille ses clients dans son antre de la cruaute, La Bonbonnière. «Il m'arrive de les installer sur une chaise percée assez basse afin qu'ils puissent s'enfoncer sur "La Tour est folle", qui, grâce à ses quatre pieds, est très stable.» Et de les faire vibrer pour Paris.

LOISIRS

Courir pour du flan

Plus besoin de choisir entre gâteau et cardio.
A Paris, «flanfoutistes» et «flanbitieux» se retrouvent après l'effort pour une part de réconfort

Guillemette Faure

Manger du flan après avoir couru ? Et pourquoi pas du Nutella ? », s'est exclamé un ami sportif, choqué, quand je lui ai dit que je venais de m'inscrire au Running Flan Club, un groupe de course à pied qui propose chaque samedi, à Paris pour le moment, de se retrouver devant une pâtisserie, d'aller courir ensemble puis de se récompenser, au retour, avec une part de flan de cette même boulangerie.

Justement, rien à voir avec le Nutella. Une part de flan contient 130 calories pour 100 grammes. « C'est un des desserts les moins caloriques », m'a dit Aurélien Bernhard, fondateur du club. « Il n'y a pas de beurre », ajouté son frère Aymeric Bernhard, cofondateur du club.

A l'origine, il y a deux frères. Aymeric d'abord, grand fan de flan, tombé en extase sur celui de l'Hôtel Bristol – « le meilleur », répète-t-il encore. Il emmène Aurélien le goûter. Emballé, celui-ci se lance un défi assez exhaustif : tester tous les flans de Paris. Les deux frères partageant, en plus de l'amour du flan, celui de la data,

« Aurel » crée un tableau Excel pour les noter tous. Il y en a déjà une quarantaine dans le tableau quand, un matin de septembre 2024, il appelle Aymeric : il vient d'avoir une illumination. Pourquoi ne pas lancer un groupe de running qui découvrirait chaque semaine un nouveau flan ? Le fait que la quête du flan parfait puisse éventuellement nuire à leur récent engagement sportif ne les effleure même pas.

Samedi 1^{er} mars, le club en était à sa vingt-cinquième sortie et, contre 4 euros d'inscription, quelque 200 coureurs attendaient le top départ, répartis en groupes de niveau (les « flâneurs », les « flanfoutistes » et les « flanbitieux »), devant la pâtisserie Graine, rue Oberkampf. La grande majorité a entre 25 et 35 ans. Parmi eux, des gens qui n'ont pas envie de faire du sport tout seul, comme Christina, avocate d'origine portugaise, qui ne court jamais en semaine, mais souhaite rencontrer du monde le week-end. Courir pour finir à la pâtisserie, c'est un peu comme de se dire qu'on va aller à la salle de fitness avec un livre, ça élimine tous ceux qui ne jurent que par la performance. Avant de courir, on parle du flan qu'on va manger. Après avoir couru, on parle de ceux qu'on a déjà avalés. Certains donnent des notes à la part qu'ils engloutissent. « Tout le monde aime le flan, mais chacun l'aime différent », m'a fait remarquer Nina Métayer, la célèbre pâtissière chez qui le club doit terminer sa course du 15 mars.



Un maillot aux couleurs du Running Flan Club, le 8 mars à Paris.
PAULINE GAUER POUR «LE MONDE»

A la fin de la vingt-quatrième course, alors que nous dégustons une part à la pâtisserie Sweet Romance du marché d'Aigre, un coureur explique que ce qu'il

« Quand c'est trop jaune, c'est suspect. Un bon flanc est presque blanc »

Aymeric Bernhard, cofondateur du Running Flan Club

aimé dans le flan, c'est que ce n'est pas un dessert. Aymeric approuve. Le flan, c'est simple, un plaisir un peu régressif comme celui de commander une escalope corde-bleu à l'âge adulte. Le flan n'est pas prétentieux comme un macaron ; il est « terroir », mais pas snob comme le pâté en croûte. Et contrairement aux pains au chocolat de Jean-François Copé ou à la « double ration de frites » de Nicolas Sarkozy, « le flan ne fait pas de politique », me précise Aymeric.

Le plus dur pour les frères, c'est de dégoter une nouvelle pâtisserie chaque semaine. Parfois, des coureurs du club leur recommandent des adresses. Ils estiment qu'il faut en essayer trois ou quatre pour en trouver une bonne, et

surtout une artisanale, où les flans ne sont pas fabriqués avec de la poudre. Ceux-là se trahissent souvent à leur couleur. « Quand c'est trop jaune, c'est suspect. Un bon flanc est presque blanc. » Dans leur panthéon, le flan de l'enseigne Bontemps (rue de Bretagne), celui de Vincent Salut (rue de Lourmel), « un peu plus lourd que les autres, car nappé d'une crème praliné pistache ». Raté pour la promesse du dessert le moins calorique ! Parfois encore, ils repèrent d'excellentes pâtisseries, comme Arlette et Colette à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) – « le cœur [de leur flan] est fourré au riz au lait » –, mais ne peuvent en faire l'étape finale d'une course, l'établissement n'ayant pas les moyens de servir 200 personnes d'un coup.

Autre grand sujet de discussions après l'effort, les autres « running groups » avec nourriture à la clé, que chacun a testés ou compte essayer. Une coureuse se plaint du nombre limité de participants à un groupe dont une des dernières sorties promettait des burgers. Quelqu'un d'autre a vu les photos d'un groupe de running « sandwich » qu'il ont fait saliver. On se demande aussi si l'expérience proposée par le Cookie Run Club n'est pas un peu écoeurante. La plupart de ces groupes se sont développés dans la foulée du succès du Running Flan Club et plus précisément après la mise en ligne d'une vidéo qui a fait plus de deux millions de vues en novembre 2024. Aurélien Bernhard voit ça d'un bon œil : « On n'est pas enfermés dans le flan et moi, j'adore manger. »

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, au moment de s'inscrire, le Running Flan Club et les autres groupes précisent toujours qu'on pourra être pris en photo. Comme leur succès s'appuie sur la viralité Instagram, c'est pendant la course que les organisateurs préparent leur matériel à story. Les participants, qui ont très souvent découvert l'existence du club en ligne parce qu'ils y passent du temps, multiplient, eux aussi, vidéos et gros plans sur les parts de flan à l'arrivée. Aymeric Bernhard, qui, dans la vie, sans survêtement, travaille chez Amazon, m'a dit s'être longtemps fixé un temps de smartphone maximum d'une demi-heure par jour et avoir dû faire sauter ce plafond pour assurer la promotion du groupe sur Instagram et ailleurs.

Le même phénomène pouvait être observé le lendemain lors de la course du RunCheeseClub, qui partait de la place de l'Opéra pour rejoindre une fromagerie du sud de Paris. A la fin de la course, alors qu'on attaquait la fourme d'Ambert et le saint-nectaire et que les morceaux de fromage semblaient poser pour les stories, une Californienne a relevé la jambe de son pantalon de jogging pour nous prouver à quel point elle aimait vraiment le fromage. On a découvert, au-dessus de sa chaussette, sur son mollet, un tatouage figurant un morceau d'emmental. Marie, l'organisatrice du club, dont le compagnon est fromager, a annoncé les prochains joggings à venir. « Et, éventuellement, des courses qui se termineraient sur une fondue ou une raclette, ça vous intéresserait ? »

ZINZIN

How to « mettre un stop »



UN APÉRO AVEC... AMBRE CHALUMEAU

Chaque semaine, «L'Epoque» paie son coup. La chroniqueuse culture de l'émission «Quotidien», aussi bosseuse que timide, publie «Les Vivants», un premier roman intense qui raconte la bascule dans l'âge adulte

Ambre Chalumeau, au
café Le Reflet, Paris 5e,
le 4 mars. LOUISE DESNOS/
VU POUR «LE MONDE»



«On me dit souvent que je m'agite comme un écureuil fou»

Vanessa Schneider

Ce n'est pas un apéro, mais un retour dans le temps, un véritable bain de jouvence dans lequel nous nous sommes laissé étourdir deux heures durant. Le Reflet, un petit bistrot du Quartier latin, à deux pas de la Sorbonne, est le genre de lieu qui brave les époques et les modes. Un rade discret, doté d'un long bar noir où s'accourent des étudiants devant des bières à 3,50 euros, de grandes affiches de cinéma sur les murs et de vieilles boîtes de bobines de film en métal entreposées au-dessus du comptoir.

Dans un coin sombre, un jeune homme se tient bien droit sur sa chaise, un exemplaire de «La Pléiade» à la main ; au-dessus de lui, un tableau annonce : «Frites à 7 euros». Pour un peu, on aurait l'impression d'avoir 27 ans. Vingt-sept ans, c'est justement l'âge d'Ambre Chalumeau, chroniqueuse culture dans l'émission «Quotidien» et autrice d'un premier et bluffant roman d'apprentissage, *Les Vivants* (Stock, 20,90 euros, 300 pages).

Lorsqu'on arrive, la jolie jeune femme aux cheveux miel est déjà là, un demi à la main, un brin crispée sous l'œil de la photographe. Pour conjurer sa gêne, elle parle. Un véritable moulin à paroles, comme peuvent l'être les timides. «J'ai trois expressions, théorise-t-elle : l'ennui, la circonspection, la neutralité.» «Détends ton visage», implore la photographe. «Je ne sais pas faire ça.»

Le Reflet, Ambre Chalumeau s'y rendait plus jeune après une séance à la Filmothèque, située sur le trottoir d'en face. «On y faisait des virées ultralichés entre potes pour voir des vieux films et boire des bières ici.» «J'aime beaucoup les rituels, précise-t-elle. Les bars que l'on aime racontent quelque chose de soi. Certains adorent les terrasses, bavarder avec des gens qu'ils ne connaissent pas. Moi, je ne suis pas extravertie, je n'ai jamais été l'habituelle du bar, celle qui lance en entrant : "Salut Roger!" J'aime les petits endroits à la lumière jaune, les lieux refuges, les tables de six. Les gens pensent que je suis à l'aise, mais je ne le suis pas.»

Dans les cinémas du quartier, elle a aussi bien découvert *La Boum* (1980), de Claude Pinoteau, que *Blue Velvet* (1986), de David Lynch, *La Nuit du chasseur* (1955), de Charles Laughton, ou *Les Chevaux de feu* (1965), de Sergueï Paradjanov. Une jeune fille passe entre les tables pour distribuer des flyers annonçant la projection de *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée...* (1981), d'Uli Edel. «Le cliché vient à nous!», se marre Chalumeau, vêtue de son uniforme à la ville : pantalon noir sur paire de Converse, veste en daim assortie à ses cheveux caramel. «C'est comme ça que je conçois la cinéphilie, ici Rambo côtoie Almodovar et Bruce Lee», ajoute-t-elle en désignant les murs qui nous entourent.

Aller voir aussi bien un film-culte qu'un nanar, s'intéresser aux phénomènes émergents comme aux chefs-d'œuvre du passé sont au cœur du travail de la

chroniqueuse, qui s'attache à donner envie aux téléspectateurs d'aller voir un film, un spectacle ou de découvrir un livre. Depuis quelques mois, elle anime un podcast, «Liste de lecture», dans lequel elle décortique en quinze minutes un classique de la littérature, avec extraits et éclairage sur l'auteur. Elle s'est également lancée dans la réalisation de documentaires sur l'icône pop Taylor Swift ou sur l'acteur scientologue Tom Cruise.

Ambre Chalumeau n'est pas tombée dans la culture par hasard. Fille de Laurent Chalumeau, journaliste et écrivain, et d'Arielle Saracco, ancienne directrice de la création originale à Canal+, la chroniqueuse est née dans un milieu où les livres, les films et la musique étaient à portée de main. «Je n'avais qu'à piocher dedans. Il n'y avait pas de consignes. Mes parents ne sont pas adeptes du dressage, mais ils me conseillaient quand ils voyaient que je m'intéressais à quelque chose. J'ai grandi dans un environnement économiquement favorisé et culturellement encouragé.» Autant dire que l'on ne s'inquiète pas pour l'exercice de la playlist auquel on la soumettra à la fin.

Photo ou pas photo, elle parle toujours aussi vite, en bougeant les bras : «On me dit souvent que je m'agite comme un écureuil fou, d'ailleurs je reverse souvent les verres.» Là, elle ne fait rien tomber, mais elle en recommande un autre, de verre. Ça donne soif, aussi, de parler. Son débit est si rapide qu'elle s'inquiète de nous voir sur notre carnet de notes : «Vous ne voulez pas enregistrer?» Elle avale une gorgée de bière, un reste de ses années lycée : «Longtemps, j'ai voulu être la fille cool amie des garçons, pas la girly qui boit des cocktails.» Son roman *Les Vivants* traite justement de cette période-là, ce moment pivot où l'on se cherche, où l'on

se découvre, où l'on n'est pas très bien dans ses pompes. Elle raconte, avec un sens certain du rythme, de l'image et de la formule, un trio de jeunes bacheliers qui bascule brutalement dans l'âge adulte quand l'un d'entre eux tombe dans le coma. Une histoire qu'elle a vécue, écrite en douce, par petites touches, et restée cachée jusqu'à ce qu'une éditrice perspicace lui demande si elle n'aurait pas, par hasard, un texte sous le coude.

Entre émissions, podcast, documentaires et écriture, Ambre Chalumeau a perdu en route «la frénésie de l'apéro». «A 23 ans, j'avais déjà un job prenant avec de gros horaires, quand je rejoignais mes amis à 21h30 en sortant de plateau, j'étais éprouvée. Il y a ceux qui comprennent et ceux qui ça agace : à 23 ans, dire que l'on est crevée tout le temps, c'est inaudible.» «Mais je ne veux pas me plaindre», s'empresse-t-elle d'ajouter. Elle sait trop combien l'époque est jalouse et vache. Elle a déjà eu à faire face à des attaques sur les réseaux sociaux à propos, notamment, d'une de ses chroniques sur les «nepo babies», ces «filles et fils de» célébrités américaines. On lui a reproché de ne pas avoir précisé que ses propres parents étaient du métier. Elle aurait pu rétorquer que, chez les Chalumeau, on ne joue pas dans la même cour que les Kardashian, mais, en bonne élève, elle a préféré expliquer qu'elle a obtenu son job sans l'aide de sa famille.

Deux années de classes préparatoires littéraires et le diplôme du Celsa (spécialisation communication et médias) en poche, elle a enchaîné les stages à Radio Nova, à l'agence Capa et à Society, où le journaliste Marc Beaugé l'envoie voir l'équipe de *Quotidien*. Après lui avoir demandé de rédiger une série de chroniques d'une page sur des sujets culturels, le rédacteur en chef de l'émission lui dit : «Tu commences à la rentrée, trois fois par semaine.» «L'été qui a suivi, je n'en ai parlé à personne, se souvient-elle. Je me suis dit : "Quelqu'un dans cette taule va se rendre compte qu'il s'agit d'une erreur." Je n'ai jamais été sûre de mon mérite, je vis depuis longtemps avec le syndrome de l'imposteur, ça m'oblige à travailler et à être bonne. Si je ne l'avais pas été, on ne m'aurait pas gardée cinq ans», se rassure-t-elle.

De nouveaux clients arrivent au Reflet pour grignoter des croques et des salades, le niveau sonore est monté d'un cran. Un serveur à bonnet nous demande gentiment de libérer la table et nous invite à glisser sur un canapé en cuir noir défoncé. «Bien sûr, bien sûr», sourit Ambre Chalumeau, en rassemblant ses affaires, superpolie. Ce soir-là, à quelques jours de la sortie des *Vivants* et à la veille d'une invitation à «La Grande Librairie», elle avoue son anxiété : «C'est à la fois terrorisant et très grisant, j'ai une chance dingue!» Le temps que l'on écrive cet «apéro», son livre était déjà dans la liste des meilleures ventes. Elle va vite, Ambre Chalumeau.

PLAYLIST

> DERNIER LIVRE LU

«Ta promesse», de Camille Laurens (Gallimard, 368 p., 22,50 €, numérique 15 €)

> DERNIER FILM VU

«Snatch» (2000), de Guy Ritchie

> DERNIÈRE MUSIQUE ÉCOUTÉE

Black Rebel Motorcycle Club

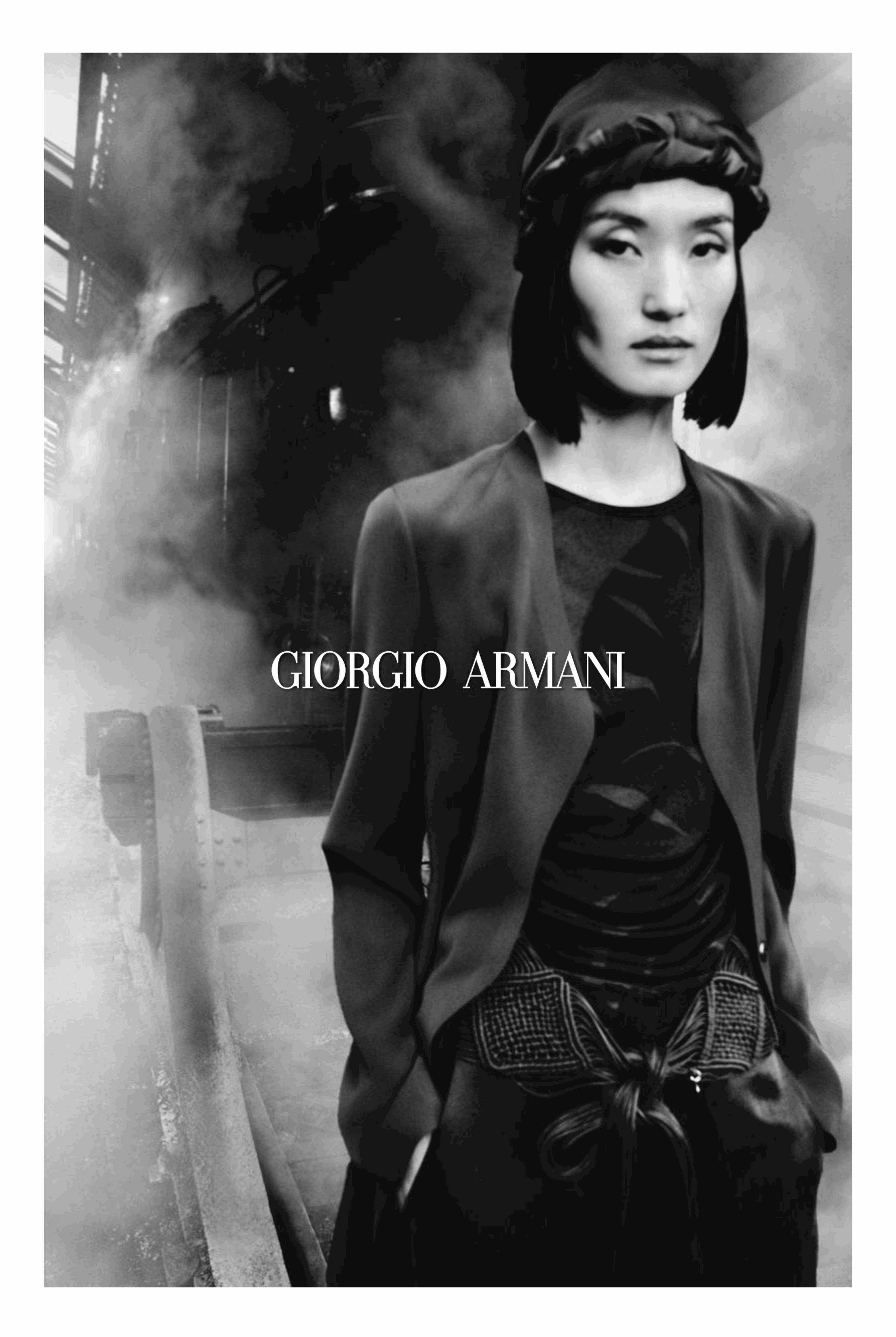
> DERNIER SPECTACLE VU

«Les Idoles», de et par Christophe Honoré

> DERNIÈRE APPLI UTILISÉE

Monday (pour réserver une salle de sport)

« J'AIME LES PETITS ENDROITS À LA LUMIÈRE JAUNE, LES LIEUX REFUGES, LES TABLES DE SIX. LES GENS PENSENT QUE JE SUIS À L'AISE MAIS JE NE LE SUIS PAS »



GIORGIO ARMANI